

#8
PRINTEMPS
2018
3.00 €

The Progressive Post

VILLES
PROGRESSISTES

VS

ETATS
CONSERVATEURS

Avec les
contributions de :

Anna Lisa Boni
Philippe Close
Zita Gurmai
Peter Kreko
Karl-Heinz Lamberts
Isabella Lenarduzzi
Michael Ludwig
Raja Mohan
Ozlem Onaran
Teresa Ribera
Vladimir Spidla
...



COUVERTURE SPECIALE

La campagne #Metoo dans
la sphère politique de l'UE

BREXIT

Les politiciens anglais,
à l'écoute de la génération Y ?

L'AVENIR DE LA GAUCHE

L'état de la Gauche au sein
du Groupe Visegrad

MONDE

La route de la soie chinoise et son
impact en Europe et dans le monde

SOCIAL

Réviser la directive
"Déclaration écrite"

ECONOMIE

Les effets positifs
du salaire minimum

DEMOCRATIE

Le prix
de la data

ENVIRONNEMENT

Améliorer
la qualité de l'air

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Revue d'opinion européenne et progressiste publiée en deux langues :
anglais et français.

The Progressive Post

Magazine qui réunit des experts reconnus dans le monde entier et offre
à ses lecteurs une plateforme d'information complémentaire
en ligne sur www.progressivepost.eu.

Abonnez-vous au magazine et à notre newsletter hebdomadaire
sur progressivepost.eu et suivez-nous sur les réseaux sociaux
pour les dernières actualités, informations et analyses.



FEPS



@FEPS_Europe



With the support
of the European Parliament

N°8 - 2018

ISSN 2506-7664

Editeur: Dr. Ernst Stetter

FEPS: rue Montoyer, 40 - 1000 Bruxelles

Rédacteur en chef: Alain Bloëdt

Comité éditorial: Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas,
Hedwig Giuisto, Elena Gil, Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Rosanna Bennett, Laetitia Thissen

Coordination & Graphisme: www.triptyque.be

Editeurs: Karine Jehelmann, Julian Hale

Crédits photo: Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

Illustration de couverture: Peter Willems, Vec-Star

Droits d'Auteurs: © FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

#08 Table des matières

CONTRIBUTEURS

p.2

ÉDITORIAL

> Villes progressistes vs états conservateurs

p.3

COUVERTURE SPÉCIALE

> Les barrières de la politique locale brisées par les femmes

p.4

> #Metoo : Du hastag au mouvement, aux solutions pour lutter contre le harcèlement sexuel

p.6

> #MeToo, la révolution des femmes a besoin de "chevaliers" progressistes pour transformer le monde

p.8

> De la campagne sociale au changement social ?

p.10

> Égalité sur le marché du travail : une lutte de pouvoir entre hommes et femmes

p.12

> Pourquoi "Me Too" n'éveille aucun intérêt chez des millions de femmes

p.14

> Leçons d'histoire :

p.16

Les militantes du sud-est de l'Europe

DÉBATS

L'AVENIR DE LA GAUCHE

> L'état de la gauche dans le groupe Visegrad : les paradoxes slovaques

p.18

> L'état de la gauche dans le groupe Visegrad : en Hongrie, un paysage post-apocalyptique

p.20

> L'état de la gauche dans le groupe Visegrad : Une social-démocratie polonaise fragmentée et désordonnée

p.22

> L'état de la gauche en République tchèque

p.24

SOCIAL

> Protection des employés dans un monde du travail en mutation

p.26

> Pour des conditions de travail transparentes et prévisibles : une loi européenne positive

p.28

> La loi européenne a des aspects positifs, mais elle doit être améliorée

p.30

> Danemark : première convention collective entre un syndicat et une plateforme numérique

p.32

> Une directive efficace mais insuffisante

p.34

BREXIT

> Brexit : les politiciens britanniques écoutent-ils les jeunes ?

p.37

DEMOCRATIE

> L'équité fiscale et ses mécontents

p.40

> GAFAM versus Union européenne

p.42

> Faire la ville durable, c'est d'abord tisser des liens

p.44

ENVIRONNEMENT

> Le combat pour un air pur, un problème social

p.46

> Améliorer l'air que nous respirons

p.48

ECONOMIE

> Les avantages d'avoir un salaire minimum légal

p.50

> Pour un salaire minimum dans l'UE

p.52

> Salaire minimum : Un système européen basé sur l'égalité

p.54

MONDE

> Évaluation des relations UE-Chine

p.56

> Les nouvelles routes de la Soie : cartographier l'imaginaire

p.58

> Les nouvelles Routes de la Soie et l'Europe : un destin toujours uni dans la diversité ?

p.60

> Europe, Routes de la soie de la Chine et Inde

p.62

> Faire de la Route de la Soie une voie à double sens

p.64

FOLLOW UP

> Les Européens doivent comprendre la réalité d'Israël

p.67

> Tensions Israélo-palestiniennes : pour un nouveau paradigme des Progressistes

p.70

FOCUS

QUI SONT LES LEADERS ?

> Un élan Progressiste

p.72

HISTOIRE

> Pour des villes progressistes Européennes

p.74

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS

> Pourquoi l'UE ne peut ignorer les villes et les régions ?

p.77

> Pour être « smart », les villes doivent ralentir

p.80

> Des solutions urbaines pour les défis européens

p.82

> Comment stimuler la gauche et arrêter l'extrême droite ?

p.84

> Bergkamen : un modèle pour les villes gérées par les sociaux-démocrates ?

p.86

> Surmonter les attitudes conservatrices à Thessalonique

p.89

VILLES

> VIENNE: Logement social : le modèle viennois

p.92

> BIRMINGHAM: Développer les villes mixtes et ouvertes du futur

p.94

> BRUXELLES: Maître-mot : équiper la ville !

p.96

> PARIS: Construire la démocratie de demain dans nos villes

p.100

> KARLSRUHE: Le festival de Karlsruhe: « Upheaval - Awakening. L'égalité des droits pour tous »

p.102

> MALMÖ: Créer un futur collaboratif

p.104

> HAMBOURG: Hambourg : Des projets interculturels pour promouvoir l'intégration

p.106

INSPIRATION

À VOIR

p.108

À LIRE

p.109

À RÉFLÉCHIR

p.112

CONTRIBUTEURS



Yannick
Glemarec 4



Zita
Gurmai 6



Marja
Bijl 6



Isabella
Lenarduzzi 8



Laeticia
Thissen 10



Paola
Panzeri 12



Anne
Morelli 14



Sonja
Lokar 16



Boris
Zala 18



Péter
Krekó 20



Maria
Skóra 22



Vladimír
Špidla 24



Barbara
Gerstenberger 26



Frank
Lorenz 28



Vanya
Grigorova 30



Thorkild
Holmboe 32



Agnes
Jongerius 34



Caroline
Macfarland 37



Robert
Sweeney 40



Laurent
Alexandre 42



Johanna
Rolland 44



Kathleen
Van Brempt 46



Teresa
Ribera 48



Rémi
Bazillier 50



Guillaume
Balas 52



Özlem
Onaran 54



Jo
Leinen 56



C. Cindy
Fan 58



Alisée
Pernet 60



C. Raja
Mohan 62



Vassilis
Ntousas 64



Isaac
Herzog 67



Victor
Bostinaru 70



Charlotte
Halpern 74



Karl-Heinz
Lambertz 77



Pier Giorgio
Oliveti 80



Anna Lisa
Boni 82



Marc
Tarabella 84



Roland
Schäfer 86



Leonidas
Makris 89



Michael
Ludwig 92



Jon
Bloomfield 94



Philippe
Close 96



Pauline
Veron 100



Suzanne
Asche 102



Per-Anders
Hillgren 104



Laura-Helen
Rüge 106

VILLES PROGRESSISTES vs ÉTATS CONSERVATEURS



par Maria João Rodrigues, Présidente de la FEPS

Bruelles, Paris, Londres, Vienne, Lisbonne,... à travers ces villes dirigées par des progressistes d'une nouvelle génération, la social-démocratie démontre qu'elle est bien vivante, n'en déplaise à celles et ceux qui souhaitent l'enterrer. C'est la social-démocratie de proximité, qui répond aux interrogations des habitants, comme à leurs inquiétudes. C'est la social-démocratie qui défend ses combats historiques pour un logement pour tous et qui se renouvelle autour d'un agenda de transition énergétique durable.

Ce n'est pas un hasard si cette social-démocratie prend racine dans les grandes métropoles. Dans ces espaces qui ne cessent de croître, convergent une nouvelle jeu-

nesse attirée par des services de proximité, autant que de nouveaux migrants, à la recherche d'un premier emploi et d'une intégration réussie. Dans ces capitales politiques, économiques, digitales, internationales, on refait sans arrêt, le monde, un monde ouvert, multiculturel, polyglotte.

Mais la ville, parfois, ressemble à l'employé au comptoir d'une administration publique, au téléphoniste d'une grande entreprise. Elle va recevoir les coups de gueule du citoyen ou du client insatisfait, bien qu'elle n'y puisse rien. L'Etat, par sa puissance publique domine et, quant il est dirigé par des forces conservatrices, il cède à la prudence voire à la lâcheté.

L'Etat-nation, actuellement, dans sa large majorité, en

Europe, se recroqueville et laisse le marché décider à sa place. Au lieu de prendre ses responsabilités et d'offrir une vision rassurante, que les citoyens appellent de leurs vœux, l'Etat cède son temps d'action et de parole aux nationalistes, ce qui ne fait qu'empirer les choses.

Cédant aux poids des conservateurs et libéraux, la Commission européenne vient tout juste de proposer de réduire la partie du budget européen qui était consacrée aux villes et aux régions, véritables acteurs du quotidien.

Aux forces progressistes désormais de proposer un nouvel agenda. Aux forces progressistes de traduire leurs actions locales au niveau national et Européen.



En octobre 2017, dans le monde, seulement 11 femmes étaient chefs d'État et 12 étaient chefs de gouvernement

LES BARRIÈRES DE LA POLITIQUE LOCALE BRISÉES PAR LES FEMMES

par Yannick Glemarec

Dans un contexte mondial, la politique locale est importante pour les femmes. La participation et le leadership égalitaire des femmes et des hommes à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie publique est la clé pour débloquent le changement transformationnel que nous voulons voir pour améliorer les sociétés partout dans le monde. Le droit des femmes à participer aux affaires publiques et leur droit d'exercer des droits politiques sont essentiels à l'égalité des sexes et au développement durable. Ce sont les droits de l'Homme. Ce sont des conditions préalables à la gouvernance démocratique.

Pourtant, dans toutes les régions du monde, les femmes sont sous-représentées

en politique – un peu plus de 23 % des parlementaires du monde sont des femmes ; un peu plus de 18% des ministres

du monde sont des femmes ; et moins de 20 pays ont actuellement une femme chef d'État ou de gouvernement.

La politique locale est souvent le point de départ des leaders politiques et la clé de la construction des carrières

politiciennes. Étonnamment, nous ne savons pas combien de femmes sont représentées dans la politique locale au niveau mondial. Si le suivi régulier du nombre de femmes dans les parlements au cours des 20 dernières années a permis de mesurer les progrès et les reculs en termes de représentation des femmes à ce niveau, il n'en a pas été de même au niveau local. Les expériences et les contributions de millions de femmes servant au niveau local ne sont pas prises en compte. Et ce, en raison de l'ampleur de la tâche dans certains pays et systèmes de gouvernement local.

Forte contribution des femmes à la politique

L'influence des femmes à la politique n'est pourtant plus à démontrer. Lorsque les femmes occupent des postes de décision, des décisions plus inclusives sont prises et différentes solutions sont créées. Une participation politique accrue des femmes aide également à construire des sociétés plus sûres, plus inclusives et plus stables. Dans les pays où un plus grand nombre de femmes participent en tant que leaders politiques, des questions telles que la santé, l'éducation, les infrastructures, l'élimination de la violence contre les femmes et les problèmes de qualité de vie sont mieux prises en compte. Et ceci est plus évident dans la politique locale - le niveau de prise de décision le plus proche du peuple et qui affecte le plus la vie quotidienne. Grâce à des études sur les panchayats (formes de gouvernement local

indien), on a découvert que le nombre de projets d'eau potable dans les zones dirigées par des femmes était de 62% supérieur à celui des conseils dirigés par des hommes. En Norvège, un lien de causalité direct a été trouvé entre la présence des femmes dans les conseils municipaux et la couverture des services de garde d'enfants.

Les femmes et la gouvernance locale

ONU Femmes travaille maintenant à développer l'évaluation de la proportion des femmes dans le gouvernement local dans le cadre du suivi des objectifs de développement durable. ONU Femmes dirige les efforts visant à développer la méthodologie que les pays peuvent utiliser pour produire et rendre compte de la proportion de sièges détenus par les femmes dans les gouvernements locaux. Nous avons besoin des gouvernements nationaux et locaux partout dans le monde pour se joindre à cet effort mondial. Et ce en s'engageant à faire en sorte que chaque femme compte, en comptabilisant chaque femme élue dans son gouvernement local.

Changement transformationnel nécessaire

Le changement transformationnel, que nous recherchons dans le cadre d'un monde durable et égalitaire entre les sexes, va au-delà des faits et des chiffres. Partout nous devons éliminer les obstacles à la participation

des femmes en politique, des partis politiques qui excluent les femmes ou leur refusent des candidatures accessibles, aux systèmes électoraux qui ne leur donnent pas la possibilité de rivaliser avec les hommes, au manque de ressources financières pour mener des campagnes viables. C'est un « triple fardeau » pour les femmes dans la politique locale, pour qui les fonctions électives ne sont pas leur profession, qui doivent s'occuper des besoins de leurs circonscriptions et effectuer un travail domestique et de soins non rémunérés et disproportionnés, en plus de leurs activités professionnelles. Nous devons cesser de répandre dans les médias des stéréotypes préjudiciables et sexistes qui diminuent la contribution des femmes à l'élaboration des politiques. Avant tout, nous devons mettre fin à la violence contre les femmes dans la vie politique. Toute personne a le droit de participer à la vie politique et de mener une vie sans discrimination et la violence contre les femmes en politique est une violation de ces droits.

Nous avons le devoir de viser plus haut pour nos sociétés en protégeant ces droits et en assurant l'engagement des femmes en politique. Maintenant, nous savons comment le faire. Nous devons mettre en place des cadres juridiques et des dispositifs électoraux pour aider les femmes et les hommes à être compétitifs sur un pied d'égalité - cela inclut la mise en place de mesures temporaires spéciales, telles que les quotas, qui augmentent le nombre de femmes en politique. Nous

devons préparer le terrain pour que plus de femmes se présentent aux élections à tous les niveaux de gouvernement en dotant les femmes de la capacité technique et financière pour mener des campagnes compétitives. Et nous devons changer les récits préjudiciables pour que les femmes soient autant acceptées que les hommes en tant que leaders. Les médias ont un rôle central à jouer ici, en prêtant attention aux politiques et aux dossiers politiques des femmes plutôt qu'en jugeant leur apparence ou leur vie de famille. La clé de ces efforts est la volonté politique de parvenir à un équilibre entre les sexes dans la vie politique et publique à tous les niveaux. Avec cela, vient un soutien constant aux femmes leaders et un engagement que nos institutions politiques soient à la fois responsables et sensibles aux questions de genre.



> AUTEUR

Yannick Glemarec est Secrétaire général et Directeur exécutif adjoint chargé des politiques et programmes à ONU-Femmes. Auparavant, il a été Coordonnateur exécutif du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires de l'ONU de 2013 à 2015 et Coordonnateur exécutif du Fonds pour l'environnement mondial du PNUD de 2007 à 2012.



Àvec la création par la campagne #timesup d'un fonds de défense pour aider les femmes à signaler des cas de harcèlement sexuel et d'agressions, le mouvement #metoo a déjà amorcé l'étape suivante

#METOO : DU HASTAG AU MOUVEMENT, AUX SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL

par Zita Gurmai & Marja Bijl

Depuis toujours, le harcèlement sexuel a été présent dans la vie des femmes, mais il a toujours été perçu comme quelque chose dont on ne parle pas, de privé et de honteux. L'année dernière, le tumulte de #metoo a montré au monde ce que les féministes savent depuis des décennies. Deux femmes impliquées dans la politique, la présidente du PSE Femmes Zita Gurmai et la vice-présidente Marja Bijl, partagent avec nous leur vision d'un nouveau paradigme social dans lequel des actions sont entreprises pour faire face à des problèmes tels que le harcèlement sexuel.

Gâce aux médias sociaux, beaucoup de colère et de frustration à propos du harcèlement sexuel ont émergé. Cette « révolution moderne » a

brisé le silence, a recréé de la solidarité entre les femmes de tous les âges, de toutes les origines ethniques et de tous les milieux sociaux et elle a donné aux victimes une plateforme pour qu'elles

soient entendues et respectées. Alors que les scandales de harcèlement sexuel de Hollywood ne formaient que le sommet de l'iceberg, des femmes courageuses du monde entier ont parlé de

leurs expériences extrêmement pénibles et ont clairement déclaré que les causes sous-jacentes du harcèlement sexuel et du viol sont les structures de pouvoir inégales dans notre société.

Des changements systémiques sont nécessaires

Les femmes sont à présent soutenues pour se mettre debout et commencer à changer la manière dont notre monde est structuré contre nous. Mais nous ne devons pas perdre l'élan de cette vague de solidarité, de compréhension et de sensibilisation. Il est non seulement important de disposer d'une plateforme à partir de laquelle il est possible de parler, briser des tabous et montrer que les femmes ne sont pas seules, mais aussi pour récolter les fruits de cette nouvelle ère. Il est temps pour celles parmi nous qui ont le pouvoir de prendre des décisions de faire face à ce problème difficile et d'effectuer les changements systémiques pour aider nos sociétés à guérir.

Alors que les sociétés et entreprises ont réalisé que leurs réputations sont en jeu et qu'elles ont mis en œuvre des mesures drastiques, les partis politiques et les institutions sont à la traîne. Ce qui est nécessaire à présent est d'établir des lignes directrices claires et spécifiques pour les types de comportements qui constituent du harcèlement sexuel et de disposer de politiques pour apporter aux victimes et aux employeurs une marche à suivre claire lorsque cela arrive. Nous devons améliorer la communication et la sensibilisation dans chaque lieu de travail et créer des procédures qui facilitent la gestion et le signalement d'incidents, à partir du sommet des échelons supérieurs jusqu'aux employés occupant des postes à rémunération peu élevée.

Actions de la part des institutions européennes

Les institutions européennes ne sont tristement pas à l'abri du harcèlement sexuel. C'est la raison pour laquelle le Parlement européen a réclamé l'année dernière une proposition pluripartite sur la lutte contre le harcèlement sexuel et les abus sexuels dans l'UE. Il progresse également avec son comité consultatif traitant des plaintes de harcèlement et il développe davantage de campagnes proactives et préventives ciblant essentiellement les assistants des parlementaires.

Les PSE Femmes ont la conviction que ce ne sont pas les seules conséquences positives du mouvement #metoo qui vont avoir des répercussions et apporter de véritables changements. Avec la création par la campagne #timesup d'un fonds de défense pour aider les femmes à signaler des cas de harcèlement et d'agressions sexuelles, le mouvement #metoo a déjà amorcé l'étape suivante. Aux États-Unis, nous voyons déjà davantage de femmes se porter de plus en plus candidates à des postes élevés et les citoyens ont l'air de comprendre qu'à long terme, il est indispensable d'augmenter la participation des femmes parmi les autorités chargées de prendre des décisions pour encourager un meilleur environnement de travail. C'est quelque chose que nous souhaitons également voir en Europe.

#metoo « Ce qui est nécessaire à présent est d'établir des lignes directrices claires et spécifiques pour les types de comportement qui constituent du harcèlement sexuel. »
@zgurmai_EN
@MarjaBijl



Faire face à la violence contre les femmes

Alors que le mouvement #metoo a ouvert les oreilles, les yeux et les esprits, le harcèlement sexuel n'est pas un problème qui va bientôt disparaître, sauf si nous agissons, rassemblons des données et effectuons les changements législatifs, institutionnels et

culturels nécessaires. À travers l'UE, nous devons non seulement trouver des mesures concrètes pour traduire le mouvement en une action politique, mais nous devons également mettre en œuvre les propositions politiques qui sont déjà à notre porte pour faire face aux multiples formes de violence dont les femmes souffrent chaque jour, y compris le harcèlement sexuel. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que l'UE ratifie dès que possible la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, comme nous l'avons demandé l'année passée. En faisant preuve de bonne volonté politique, nous pouvons nous attendre à des changements spectaculaires qui vont au-delà d'un hashtag.



> AUTEUR

Zita Gurmai a été élue présidente du parti des femmes socialistes (PSE Femmes) pour la première fois le 21 octobre 2004 et exerce actuellement son cinquième mandat. Elle a été membre du Parlement européen entre 2004 et 2014 et a été élue membre du Parlement hongrois en avril 2018.



> AUTEUR

Marja Bijl est membre de PSE Femmes au niveau exécutif depuis 2009 et a été élue vice-présidente du PSE Femmes le 27 septembre 2012. Elle a été réélue en juin 2015. Elle est membre du Parti du travail néerlandais (PvdA) et est membre du conseil de ce parti depuis 2007.



| La société ne sera pas en paix si les hommes ne transforment pas l'hégémonie de leur masculinité en une forme progressiste de chevalerie, explique Isabella Lenarduzzi

#METOO, LA RÉVOLUTION DES FEMMES A BESOIN DE "CHEVALIERS" PROGRESSISTES POUR TRANSFORMER LE MONDE

par Isabella Lenarduzzi

Pendant les six derniers mois, pas une semaine ne s'est écoulée sans qu'il n'y ait une "victime" du mouvement #MeToo. Nous assistons à l'annulation du prix Nobel de littérature, six parmi les hauts dirigeants de Nike quittent l'entreprise du fabricant de vêtements de sport, Bill Cosby est finalement condamné et exclu de l'Académie des Oscars, tout comme Roman Polanski l'a été. Qui sont cependant les véritables victimes ? Des hommes indécents, des harceleurs, des violeurs ou les femmes qu'ils ont attaquées et que nous entendons enfin ?

Lorsque JUMP a réalisé une enquête auprès de plus de 2 000 hommes en Europe pour comprendre s'ils souhaitent vraiment l'égalité sur le lieu de travail, un

homme sur quatre a admis avoir déjà fait un commentaire sexiste ou un geste inapproprié envers une femme. Cependant, lorsqu'une femme est interviewée, elle ne veut pas faire mauvaise

impression. Si un homme sur quatre a déclaré s'être conduit de manière non appropriée, quelle est la réalité dont les femmes ont fait l'expérience ? Voici ce que plus de 3 000

femmes nous ont dit : 98 % ont déjà été confrontées à des comportements sexistes dans la rue ou dans les transports publics et 94 % sur le lieu de travail. Une femme sur deux a été agressée

#Metoo
C'est à chacun de nous à arrêter d'accepter cette situation et à arrêter de se taire.
@isbellajump



physiquement dans la rue ou dans un transport public, une femme sur trois dans un lieu public et 9 % sur le lieu de travail !

Imaginable au 21^e siècle ?

Le sexisme, c'est prendre le pouvoir ou le conserver. D'une remarque anodine, sous le couvert de l'humour ou du paternalisme, à la violence psychologique et physique la plus grave, ces types de comportements excluent, marginalisent ou rabaisent les femmes.

Le sexisme dans les entreprises est un obstacle majeur à l'égalité entre hommes et femmes sur le lieu de travail. 80 % des femmes déclarent avoir subi les situations où « les hommes expliquent » et « les hommes interrompent », dans d'autres termes, des circonstances où les hommes les interrompent fréquemment dans des réunions et leur donnent des explications d'une manière condescendante, ce qui renforce le sentiment d'insuffisance des femmes et le manque de légitimité dans leurs vies professionnelles. Cependant, les comportements et les remarques sexistes n'ont pas uniquement lieu dans

l'environnement professionnel. Plus de trois quarts des femmes ont déjà subi des remarques à propos de leurs choix vestimentaires et autant ont entendu des commentaires à propos de leur manière de gérer leur foyer.

Les entreprises peuvent déployer les meilleurs efforts du monde pour atteindre la diversité. Cependant, si les femmes ne se sentent pas écoutées, aussi respectées et estimées que les hommes, soit elles quitteront l'entreprise, soit elles essaieront de freiner leurs ambitions pour éviter d'être exposées à la violence du pouvoir ou à la compétition de ceux qui essaient d'obtenir le pouvoir. La diversité sans une culture inclusive génère de la souffrance pour tous ceux qui diffèrent de la norme dominante. Tous les hommes profitent de la diminution de la compétition de la part de la concurrence féminine pour des postes de pouvoir, même lorsque les femmes représentent 60 % des diplômées universitaires en Europe.

Et le problème des privilèges dans la société ?

Si nous voulons construire une société plus juste où tous les êtres humains sont égaux, nous devons d'abord reconnaître que certains ont des privilèges que les autres n'ont pas.

Si nous voulons augmenter les capacités pour obtenir de meilleures performances et l'innovation dans nos organisations en bénéficiant de tous les talents pour qu'elles atteignent

leur plein potentiel et ce peu importe leur degré de diversité, nous devons reconnaître que la culture d'entreprise n'est jamais neutre et qu'elle reproduit les privilèges qui ont existé dans notre société depuis le début de notre civilisation.

Les hommes blancs ne sont pas responsables de la domination qu'ils exercent dans le monde entier. Mais ils le deviennent s'ils ne font pas l'effort de le reconnaître et d'adapter leurs comportements pour devenir vraiment des alliés des femmes et des minorités.

#Metoo
Même aujourd'hui, huit femmes sur dix qui signalent le harcèlement sexuel sur le lieu de travail finissent par quitter leur emploi.
@isbellajump



Si les hommes ne changent pas, la révolution #MeToo ne fera qu'exacerber la guerre des sexes. Les femmes se sentiront encore plus humiliées de ne pas être écoutées malgré les millions d'entre elles qui ont enfin osé parler. Même aujourd'hui, huit femmes sur dix qui signalent le harcèlement sexuel sur le lieu de travail finissent par quitter leur emploi. Il en va de même pour les femmes qui sont victimes de violence domestique, qui sont forcées de quitter leur domicile avec leurs enfants. Si nous ne protégeons pas les

victimes et si nous ne prenons pas de mesures fermes contre les agresseurs, nous ne ferons qu'augmenter leur souffrance.

C'est à chacun de nous à arrêter d'accepter cette situation et à arrêter de se taire. Mais c'est avant tout aux hommes progressistes de se rebeller contre les comportements toxiques. En gardant le silence, les hommes consentent dans les faits et permettent à cette situation de se poursuivre. La société ne connaîtra pas la paix si les hommes ne transforment pas l'hégémonie de leur masculinité en une forme progressiste de chevalerie.



> AUTEUR

Isabella Lenarduzzi est la fondatrice de JUMP "Émanciper les femmes, faire avancer l'économie."



I En octobre 2017, les femmes représentaient 7,1 % des présidents de conseil et 5,5 % des CEO (Commission européenne, 2018)

DE LA CAMPAGNE SOCIALE AU CHANGEMENT SOCIAL ?

par Laetitia Thissen

« Me Too » : Voici les deux mots responsables de l'onde de choc qui s'est propagée dans le monde entier au cours de ces derniers mois. Celles qui ont brisé le silence, les femmes qui ont ouvertement évoqué les agressions, les sévices et les viols, ont même été nommées « personnalité de l'année » en 2017 par le magazine Time. On pourrait soutenir que les appels pour mettre fin aux violences contre les femmes, l'égalité sur le lieu de travail et une représentation plus équilibrée entre les sexes dans les postes de pouvoir, ne représentent pas d'éléments nouveaux dans le combat mené par les mouvements pour les droits des femmes. En d'autres mots, les idées derrière « Me Too » ne sont pas nouvelles. Mais ce qu'il y a d'inédit, c'est la mobilisation de masse sans précédent et son potentiel qui feront peut-être de ce phénomène la plus grande révolution qui a eu lieu pour les femmes depuis le droit de vote.

Ce caractère unique a son origine dans la réunion de facteurs spécifiques. Premièrement, le mouvement a irrémédiablement abordé une question brûlante dont tout le monde avait connaissance tout en ne souhaitant pas en parler ouvertement jusqu'à maintenant. Les agressions contre les femmes étaient courantes, mais elles demeuraient secrètes. À présent, non seulement elles sont rendues publiques, mais elles sont aussi fortement contestées. Nous avons été témoins d'un élan de solidarité parmi les femmes de toutes les régions du monde suite à l'émergence d'un changement d'attitude massif. Deuxièmement, le moment s'est montré extrêmement inclusif en mobilisant des femmes de toutes origines contre un fléau commun grâce à l'utilisation des médias sociaux comme plateforme d'expression accessible à toutes, peu importe le milieu socio-économique dont elles sont issues. Alors que les célébrités ont utilisé leur renommée pour mettre #MeToo sous le feu des projecteurs, les femmes de tous pays, de tous âges, de tous secteurs et de tous groupes sociaux suivant le mouvement ont été par la suite encouragées à faire face au problème de la violence contre les femmes. Ce sens de la sororité universelle a représenté un élément crucial pour exposer l'immense étendue du problème du harcèlement sexuel et des agressions. Dans une période de temps limité, les questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité entre hommes et femmes ont suscité un intérêt croissant dans le débat public. « Féminisme » est devenu le mot le plus recherché

#MeToo Les agressions contre les femmes étaient courantes, mais elles demeuraient secrètes.

@LaeThissen



de l'année 2017 dans le dictionnaire en ligne Merriam-Webster. Troisièmement, davantage de femmes s'identifient comme féministes.

C'est une tendance qui est encore plus prononcée parmi les jeunes femmes : 69 % des adolescentes britanniques se décriraient comme telles d'après une nouvelle enquête réalisée par l'agence de médias UM London. Finalement, c'est grâce au partage de leurs expériences que les femmes sont écoutées. Pour la première fois, il semble que les hommes comprennent que les femmes ont souffert pendant des siècles.

Ce changement d'attitude ne fait clairement aucun doute. Mais, au-delà des titres et des perceptions, nous avons besoin d'un changement dans les faits et c'est pour cela qu'un changement dans la politique et les procédures est nécessaire. Pour que ce mouvement se transforme en progrès social pour diminuer le harcèlement sexuel, il est crucial d'atteindre l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines. Un bon point de départ est présent dans les hiérarchies traditionnellement dominées par les hommes. Les femmes sont largement sous-représentées dans les processus de prise de décision à tous les niveaux, même dans les secteurs où elles

représentent la majorité quant à leur nombre. En octobre 2017, les femmes représentaient 7,1 % des présidents de conseil et 5,5 % des CEO (Commission européenne, 2018). Si un plus grand équilibre entre hommes et femmes était présent dans les équipes et chez les managers, il serait plus probable qu'il y ait moins d'agressions sexuelles et de harcèlement. De plus, un élément fondamental est l'implication des hommes. Lorsque le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est défini lui-même comme « un féministe fier », cela a déjà permis d'envoyer un signal fort. Il n'en demeure pas moins que, d'après une enquête Baromètre spéciale sur l'égalité entre hommes et femmes (2017), seulement 35 % des hommes approuvent qu'un homme s'identifie comme féministe.

Dans le même ordre, les chiffres montrent que, partout, les femmes plus que les hommes, pensent que promouvoir l'égalité entre hommes et femmes est important pour elles personnellement, pour l'économie et pour assurer une société démocratique équitable (Commission européenne, 2018).

À la lumière des chiffres ci-dessus, nous avons très peu de raisons de nous réjouir un siècle après l'émergence des premiers mouvements féministes. Comme l'a souligné l'indice de l'égalité entre hommes et femmes pour l'année 2017 établi par l'Institut européen pour l'égalité entre hommes et femmes (EIGE), l'égalité entre hommes et femmes progresse très lentement en Europe à travers tous les secteurs. C'est pourquoi, dans le sillage des élections au Parlement européen, les partis

progressistes à travers tous les États membres doivent apporter la preuve, dans les faits, qu'ils soutiennent les voix de #MeToo. Un mouvement de cette ampleur ne peut simplement pas tomber dans l'oreille d'un sourd. Quelques voix représentées par la lettre écrite par l'actrice française Catherine Deneuve peuvent prétendre que le mouvement #MeToo a été trop loin en provoquant une chasse aux sorcières injustifiée et en supprimant le « droit des femmes d'être importunées ». Mais là où le mouvement n'a pas été suffisamment loin c'est dans la transformation politique de ses demandes sous-jacentes. Les mouvements « MeToo » ont été très fructueux pour transformer un simple tweet en un mouvement de masse sans précédent condamnant la persistance des inégalités entre hommes et femmes personnifiées par la violence contre les femmes. La question de savoir si ce tournant historique se transformera en une nouvelle révolution dans le domaine des droits des femmes est entre les mains de nos représentants politiques et de nos preneurs de décisions.



> AUTEUR

Laetitia Thissen est conseillère pour la politique sur l'égalité entre hommes et femmes à la Fondation européenne d'études progressistes.

#IwantWorkLifeBalance:
Join the movement!



| La campagne #IwantWorkLifeBalance campaign a été lancée pour consolider le soutien des citoyens pour la Directive de l'UE sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée

ÉGALITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL : UNE LUTTE DE POUVOIR ENTRE HOMMES ET FEMMES

par Paola Panzeri

Le mouvement #metoo a dévoilé une réalité que la plupart d'entre nous craignaient d'admettre, mais dont nous avons tous quasiment fait l'expérience : pour travailler, les femmes doivent répondre à des demandes supplémentaires et garder le silence : la signature (illégale) de lettres de démission en cas de grossesse, à la question posée au cours d'un entretien de recrutement pour savoir si elles ont l'intention d'avoir des enfants, à l'offre d'un salaire inférieur à celui d'un homme pour le même emploi ou encore aux demandes déplacées, abusives et inacceptables de relations sexuelles. Paola Panzeri met en évidence l'importance de la réforme de la directive sur l'équilibre entre le travail et la vie privée, au quotidien.

Nous en avons fait l'expérience ou nous connaissons une personne qui a connu cette situation, mais nous avons toutes gardé le silence. Nous avons peut-être eu peur ou c'est simplement parce que nous y étions devenues tellement habituées que nous avons pensé que c'était normal.

Cependant, cela n'est pas notre faute. Le système a été construit pour que nous nous sentions comme des "invitées" sur le marché du travail. Il a été conçu par des hommes, pour des hommes, dans une vision de la société où le modèle de l'homme comme soutien de la famille est celui à promouvoir. Nous le constatons dans les

La société a changé, les familles sont diverses, le nombre de femmes diplômées a augmenté, et, dernier point, mais pas le moindre, de plus en plus d'hommes n'ont plus honte de souhaiter passer du temps avec leurs enfants. Il y a un appel croissant pour moderniser le marché du travail à partir des jeunes générations. Et ce pour permettre aux femmes d'accéder et de garder un emploi, et pour permettre aux hommes de prendre davantage de responsabilités de prise en charge.

Alors que certains demandent ces changements, d'autres résistent, parce que comme dans toute lutte de pouvoir, peu importe à quel point la bataille est juste et équitable,

“

LE SYSTÈME A ÉTÉ CONÇU POUR QUE NOUS NOUS SENTIONS COMME DES "INVITÉES" SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

”

systèmes fiscaux qui pénalisent souvent les deuxièmes revenus (c.-à-d. les femmes) ou dans les incompatibilités entre les heures de travail et les heures d'école forçant le parent dont le revenu est inférieur (c.-à-d. les femmes) à travailler à temps partiel. Ce modèle n'est plus viable en 2018.

le groupe qui détient le pouvoir ne souhaite pas partager son rôle consolidé et dominant. Dans ce combat, une bataille essentielle est la législation qui structure le marché du travail. Rendre celui-ci équitable ne devrait pas être une question de bonne volonté, mais un droit pour tous.

*#IwantWorkLife
Balance #metoo
L'UE devrait
saisir l'opportunité
de faire de l'Europe
un meilleur endroit
pour les femmes
et les hommes*

*@paolpan
@COFACE_EU*



Au moment où nous prenons la parole, le Parlement européen discute d'une proposition de la Commission en vue d'une directive sur l'équilibre entre le travail et la vie privée qui donnerait aux parents et aux tuteurs le droit individuel à des congés payés adéquats et à des formules de travail flexibles. Cela apporterait un soutien aux femmes pour obtenir et garder un emploi et cela accorderait aux hommes davantage de temps aux responsabilités familiales. Et finalement cela réduirait l'écart créé par l'interruption d'emploi pour des raisons familiales pour les hommes et les femmes.

Cela peut ressembler à une goutte d'eau dans l'océan, mais le jour où les femmes ne seront plus considérées comme des mères temporairement "prêtées" au marché du travail, mais comme des employées ayant entièrement le droit d'avoir leur emploi ; où les hommes ne seront plus considérés uniquement comme les soutiens financiers de la famille, mais

aussi comme des pères et des aidants ; ce jour là, nous aurons éradiqué l'idée de poser des questions supplémentaires à une femme qui postule à un emploi. J'espère sincèrement que l'UE fera usage de cette opportunité pour que l'Europe devienne meilleure pour les femmes et les hommes et qu'elle ne cachera pas sa tête dans le sable, bloquant ou calant cette mesure législative comme elle l'a fait dans le passé. Si elle le faisait, cela signifierait une seule chose : l'UE est un club de vieux hommes blancs et elle souhaite que cela reste ainsi.



> AUTEUR

Paola Panzeri est conseillère politique, responsable de l'emploi, de l'égalité entre les hommes et les femmes et des questions de migration pour COFACE Families Europe, un réseau d'associations de la société civile représentant les intérêts de toutes les familles.



| #Metoo "Je préfère les femmes qui revendiquent que celles qui se lamentent. Ici, on ne voit pas clairement quelle est la revendication." explique Anne Morelli

POURQUOI "ME TOO" N'ÉVEILLE AUCUN INTÉRÊT CHEZ DES MILLIONS DE FEMMES (DONT MOI !)

par Anne Morelli

Chez nous, comme à travers le monde, les femmes sont victimes d'innombrables violences. La plus grave est évidemment le féminicide qui, du Mexique à nos portes, voit des maris (se pensant) trompés, des ex refusant la séparation ou des prétendants éconduits tuer une femme qu'ils estiment leur appartenir. D'autres violences touchent frontalement les femmes : les revenus insuffisants sont une violence économique que doivent affronter de nombreuses femmes, parfois avec charge de famille, et ce même chez nous. Une réflexion à contre courant d'Anne Morelli sur l'impact de #Metoo

L'écart salarial, calculé sur le salaire mensuel, est en Belgique de 20%. La pension moyenne des femmes est de 882 euros/mois contre 1.181 pour les hommes. L'allocation de chômage est de 523 euros pour une cohabitante et le gouvernement belge s'en prend actuellement aux compléments que pouvaient toucher les travailleurs à temps partiel (qui sont essentiellement des femmes).

Les femmes font aujourd'hui de meilleures études que les hommes mais choisissent les secteurs les moins rémunérateurs. Leurs auto-stéréotypes (NDLR : Croyance qu'un individu entretient à propos d'un autre membre du groupe dont il

constater par exemple que dans divers pays (Pologne, Roumanie, Hongrie, Italie...) le droit des femmes à n'avoir que des enfants désirés a été remis en cause en re-criminalisant ou en empêchant de fait le recours à l'avortement. Je me joins régulièrement aux manifestations de soutien aux femmes qui se battent pour maintenir ces droits conquis de haute lutte contre les grossesses forcées. Cependant je n'ai pas rejoint « Me too » ou « Balance ton porc ».

L'initiative hollywoodienne a certes créé un buzz dont se réjouit évidemment Twitter qui a vu son intérêt publicitaire s'emballer. Mais beaucoup ont hurlé avec les loups par réflexe de meute et des opportunistes en

lamentent. Ici, on ne voit pas clairement quelle est la revendication. Nous avons des lois très précises sur le crime de viol, sur le harcèlement et même sur les propos sexistes sur la voie

#Metoo Vers un renforcement du contrôle social ? !

@AnnMorelli



publique. Elles doivent être appliquées avec fermeté et discernement. J'ai signé avec plaisir la lettre dite de Catherine Deneuve, mais j'ai rapidement appris à mes dépens que la parole « libérée » des femmes n'était pas n'importe quelle parole de femme, seulement celle du « mainstream ». Je suis une héritière de '68 et je réclame pour les femmes ET les hommes le droit au libertinage et à la drague (plus ou moins élégante selon les personnes !).

J'ai par contre peu d'empathie pour les revendications de Patricia Arquette, star se plaignant des disparités salariales à Hollywood. Un oscar n'apporterait à une actrice que 500.000 dollars de supplément de salaire...

Quant au maccarthysme enthousiaste et revancharde de « Me too » et « Balance ton porc », il renforce le contrôle social et a déclenché un phénomène de délation bien inquiétant.

La presse belge (par exemple La Libre Belgique du 8 mars 2018)

a publié les résultats d'une enquête assurant que 9 Bruxelloises sur 10 ont été confrontées à des « intimidations sexuelles » mais savez-vous que ces « intimidations sexuelles » comprennent des « regards insistants » ? Quelle est alors la revendication ? Réglementer et interdire les « regards insistants » ?

Les femmes et filles d'aujourd'hui ne sont pas les pauvres choses fragiles auxquelles ces campagnes veulent les réduire. Il y a des revendications plus utiles que celles des milliardaires américaines à soutenir. Et qui peuvent - elles - être couronnées de succès. Car, dans le fond, après tout ce battage médiatique, on peut constater que Weinstein n'est ni en prison ni inculpé et que le Weinstein de la Maison Blanche continue à faire trembler la paix et le monde sans être nullement inquiété.



APRÈS TOUT CE BATTAGE MÉDIATIQUE, ON PEUT CONSTATER QUE WEINSTEIN N'EST NI EN PRISON NI INCULPÉ ET QUE LE WEINSTEIN DE LA MAISON BLANCHE CONTINUE À FAIRE TREMBLER LA PAIX ET LE MONDE SANS ÊTRE NULLEMENT INQUIÉTÉ.



fait partie) et les temps partiels les bloquent dans leur mobilité professionnelle verticale.

Il faut ajouter à cette litanie économique d'autres violences. En se limitant à l'Europe on peut

ont profité pour calomnier voire lyncher médiatiquement des hommes qui leur étaient (pour mille raisons) antipathiques.

Je préfère les femmes qui revendiquent que celles qui se



> AUTEUR
Anne Morelli est historienne et professeur à l'ULB. Elle a signé la tribune du Monde qui défend "la liberté d'importuner".



« Comme partout ailleurs, les débuts des mouvements féministes de cette région du monde remontent au dernier tiers du XIXe et au début du XXe siècle. », déclare Sonja Lokar

LEÇONS D'HISTOIRE : LES MILITANTES DU SUD-EST DE L'EUROPE

par Sonja Lokar

L'Europe d'aujourd'hui a une histoire des mouvements féministes incroyablement riche et diversifiée, mais peu explorée. La nature progressiste des pays scandinaves à cet égard est largement connue et leur expérience a représenté une source d'inspiration pour les mouvements féministes du monde entier. Mais qu'en est-il des militantes du sud-est de l'Europe, surtout celles des nouveaux pays qui ont émergé de l'ancienne Yougoslavie socialiste ?

La première et très courante perception erronée est que les pays dans la semi-périphérie et la périphérie du sud de l'Europe ont connu et connaissent encore un retard important par rapport aux féministes de l'Europe du Nord et de l'Ouest. En réalité, ceci n'a jamais

été le cas. Comme partout ailleurs, les débuts des mouvements féministes de cette région du monde remontent au dernier tiers du XIXe et au début du XXe siècle. Les demandes initiales de droits égaux concernant l'éducation, l'emploi dans toutes les professions, un salaire égal, la fin de la double

moralité et de la prostitution ainsi que les appels à des solutions pacifiques aux conflits internationaux sont apparus parallèlement aux premières vagues de l'industrialisation, à la formation des États-nations modernes, à la croissance dans le nombre de leurs fonctionnaires, surtout des enseignants, à celle de

la classe ouvrière industrielle et de ses syndicats, des organisations de la société civile et des partis, et avec l'introduction progressive du droit de vote et de se présenter aux élections pour les hommes adultes. Par exemple, la première association féministe en Slovaquie (une association d'enseignants pour les femmes)

a été organisée en 1871 et le premier journal féminin a été publié en 1897. La seconde perception erronée est l'idée selon laquelle les mesures de l'État pour soutenir et protéger les femmes enceintes actives professionnellement et leur donner la chance de rester dans le marché du travail après la naissance de l'enfant en organisant les services publics d'aide à l'enfance ont été introduites dans l'Europe du Nord.

Le rôle des femmes dans le mouvement de libération antifasciste

La première impulsion vers l'égalité entre hommes et femmes, surtout en Yougoslavie, provient de l'implication directe de nombreuses femmes dans le mouvement antifasciste le plus important (1941-1945) mené par les communistes. Les femmes qui se sont battues en tant que soldats partisans, organisatrices de la logistique pour les combattants partisans dans les villes et les villages, en tant que docteurs et infirmières dans des hôpitaux clandestins pour partisans, celles qui ont formé en 1943 une vaste organisation de femmes antifascistes ont été celles qui sont devenues des « féministes d'États » ardentes et qui ont connu des réussites de 1945 à 1990. L'égalité juridique entière, l'État laïque, le droit de vote et tous les droits économiques, sociaux et presque tous les droits personnels détenus encore par les femmes en Slovaquie ont été promulgués et mis en œuvre à cette période. Au moment où la Slovaquie a quitté la Yougoslavie socialiste pour devenir une république indépendante disposant d'une économie de marché et d'une démocratie parlementaire, le pourcentage des femmes

diplômées était déjà supérieur à celui des hommes. La situation dans toute l'ex-Yougoslavie n'était pas aussi favorable. Les cinq autres républiques de l'État fédéral étaient nettement plus pauvres et moins développées que la Slovaquie, mais l'approche politique et celle de l'État vis-à-vis de l'égalité entre hommes et femmes et des droits des femmes était la même partout.

Les reculs de l'égalité entre hommes et femmes dans les années 80 et 90

Les crises économiques provoquées par les hauts niveaux de la dette publique ont éclaté dans les années 1980 dans tous les anciens pays socialistes. La Yougoslavie n'a pas été une exception à cet égard. Le système politique et économique devait changer. Les communistes ne pouvaient pas trouver une nouvelle solution pour les progrès économiques et sociaux de la fédération entière. Au lieu de cela, tous les partis politiques ont commencé à planifier la création d'États-nations indépendants. Lorsque le pays s'est effondré et que la démocratie a commencé avec des gouvernements nationalistes, agressifs et conservateurs, les femmes étaient intégralement exclues des parlements et des gouvernements. Les premiers parlements aux partis multiples en Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Monténégro comptaient entre 2 et 5 % de femmes parlementaires. La Slovaquie en comptait un peu plus et atteignait les 11 %. La Slovaquie a eu de la chance d'échapper au conflit armé pendant que, de 1991 à 1999, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ont été dévastés par de terribles luttes armées en

cherchant des États-nations "plus grands" ou nouveaux. Ces mêmes forces politiques belliqueuses et nationalistes rejetaient le concept moderne d'égalité entre hommes et femmes, le remplaçant par l'idéologie selon laquelle une femme est "la mère de la nation, la reine de la maison". L'État séculier, la liberté de choix et l'état de la protection des droits en matière de sexualité et de procréation ont été les premiers à être attaqués. Les conflits armés ont détruit la fibre sociale et économique de ces sociétés. Ils ont fait dérailler le développement économique de ce que l'on appelle les pays des Balkans occidentaux et ils ont transformé la région en une région de chômage, de pauvreté et de désespoir social. L'absence de règle de droit, la corruption, le crime organisé, les inégalités sociales croissantes et la fuite des cerveaux ont empiré la situation. La démocratie est fragile et peut être sujette à des abus de la part de leaders autocrates nationalistes et populistes.

La Slovaquie montre la voie à suivre

Dans de telles conditions extrêmement difficiles, les femmes progressistes de la région ont réussi à commencer la lutte pour la paix et la réconciliation et pour leur émancipation politique. En Slovaquie, elles ont gardé des réussites « douces » cruciales de la période socialiste. Dans les pays des Balkans de l'Ouest, en raison du soutien international, leur coopération à la fois régionale et à travers les partis et la société civile, en raison de leur problème de coalition à l'échelle du pays, leur a apporté le succès en mettant la question des violences contre les femmes au programme

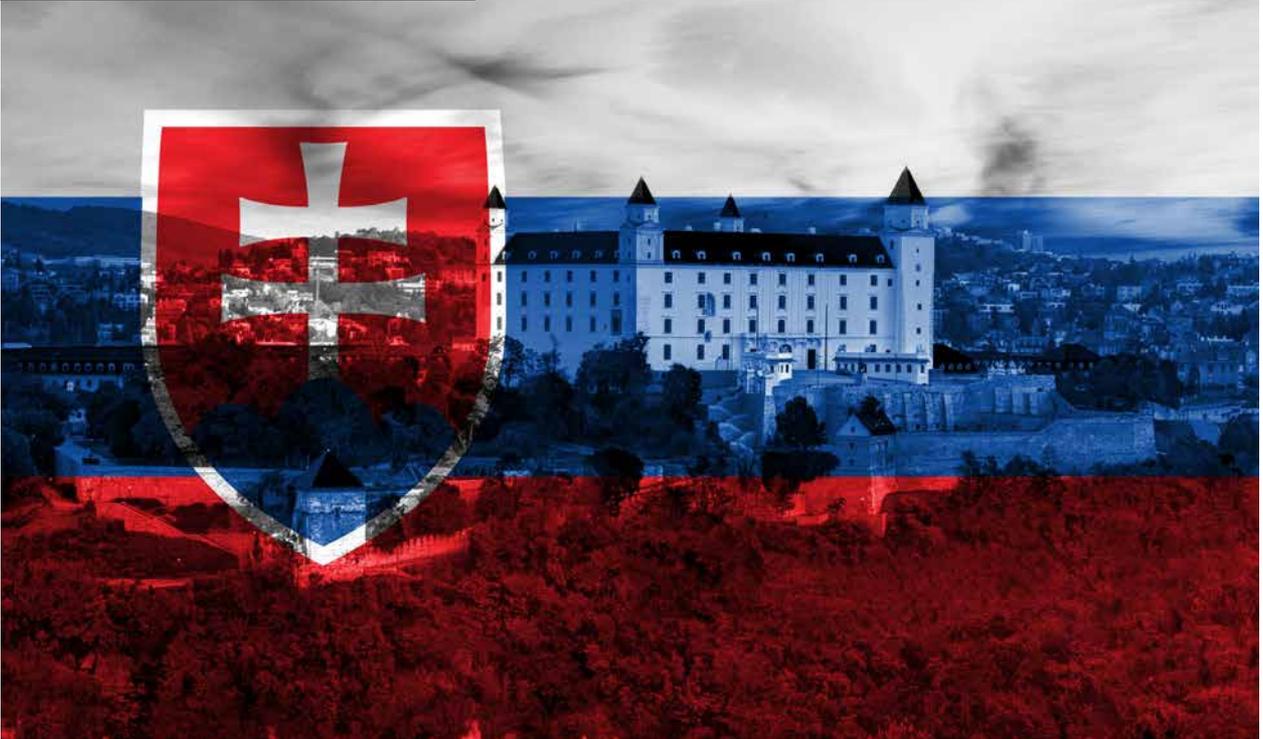
de la politique conventionnelle, en établissant des quotas dans tous les nouveaux États de l'Europe du Sud-est. En Serbie, ils ont même réussi à créer une plateforme commune pour le développement du pays. Le Women Peace and Security Index de 2017-2018 mesurant la paix durable en tenant compte de l'inclusion, de la justice et de la sécurité pour les femmes, a placé tous les États indépendants qui ont émergé de l'ancienne République socialiste de Yougoslavie parmi les 50 premiers pays sur 152. La Slovaquie arrive à la quatrième place ! La Suède est classée septième. J'ai tendance à penser qu'il est temps pour les féministes de l'Europe du Nord et de l'Ouest de commencer à en apprendre davantage sur les réussites incroyables des femmes de l'Europe du sud-est.



> AUTEUR

Sonja Lokar est féministe et défend les droits des femmes en Slovaquie et au niveau international. En tant que directrice générale du CEE Network for Gender issues et présidente du Pacte de stabilité sur la parité des sexes. Elle travaille avec des militantes de tous les horizons sociaux, ethniques, religieux et politiques de 21 pays. En tant que présidente du Lobby européen des femmes, elle travaille à des questions sur les femmes dans toute l'Union européenne et elle œuvre pour l'émancipation politique des femmes.

L'AVENIR DE LA GAUCHE



I Malgré la victoire de l'élection de 2016, le parti a perdu un tiers de ces supporters, souligne Boris Zala

L'ÉTAT DE LA GAUCHE DANS LE GROUPE VISEGRAD: LES PARADOXES SLOVAQUES

par Boris Zala

SMER - social-démocratie est un parti politique qui rencontre le succès, mais paradoxalement, il n'est pas capable de s'adresser à la jeune génération, aux urbains progressistes et aux tranches plus écologistes et civiques de la population. Cela est uniquement dû à la rhétorique conservatrice et au discours public de ses dirigeants, particulièrement Robert Fico, son président de longue date. En outre, le parti est embourbé dans des scandales de corruption, et les efforts visant à redorer son blason n'ont pas été couronnés de succès. Boris Zala expose des points clés nous permettant de comprendre l'état des lieux de la gauche en Slovaquie.

Reste-t-il un parti de « gauche » en Slovaquie ? Un véritable paradoxe : comparé à la perte de soutien externe (c.-à-d. de l'électorat) dans d'autres pays européens, son déclin provient de l'intérieur. Permettez-moi de remonter brièvement le temps : lors de la création du nouveau parti, appelé Smer, il y a vingt ans, nous étions résolus à lui donner progressivement une vision et un contenu politique social-démocrate. J'étais personnellement très impliqué dans ce processus, tant au niveau politique que conceptuel. Le président du parti, Robert Fico, lui a activement ouvert la voie et a encouragé l'incorporation par Smer de tous les autres partis de gauche dans le pays.

#StateofLeft

L'avenir de la gauche slovaque est tragiquement liée au sort du parti SMER

@zalaboris



Smer a rassemblé tous les autres petits partis de la gauche et a, à juste titre, ajouté un élément à son nom : Smer - social-démocratie. La success story s'est poursuivie. Smer - SD a remporté les quatre élections suivantes et a formé trois

gouvernements. Nous avons stoppé la tendance néolibérale orthodoxe et imposé des politiques sociales et économiques plus équilibrées. Nous avons modifié le code du travail en faveur des syndicats. Malgré les crises économiques, nous avons introduit plusieurs « paquets sociaux » pour aider les gens à survivre de manière honnête, surmonter l'impact négatif des crises sur les couches sociales vulnérables et, dans le même temps, maintenir un budget équilibré et réduire les déficits. Cette politique économique sociale était exemplaire et les gens l'ont appréciée. Mais, à partir de 2014, de mauvais signes sont apparus.

Robert Fico a largement perdu les élections présidentielles face à un chef d'entreprise inconnu et, malgré des élections gagnées en 2016, le parti a perdu un tiers de ses anciens partisans. La position idéologique et en particulier la rhétorique des dirigeants du parti et du Premier ministre ont donc changé et ont pris une saveur conservatrice et traditionnelle typique. En raison de la convergence des opinions de cléricaux principalement rétrogrades, puis de l'approbation d'un changement constitutionnel, la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) a été exclue du mariage légal.

Suite à cela est venue la condamnation des migrants en raison de leur affiliation

religieuse, une approbation du concept d'une Europe exclusivement chrétienne, une réduction de l'héritage historique de la Slovaquie à la chrétienté (compris comme l'héritage catholique), des attaques directes envers les migrants d'origine musulmane, etc. En outre, il y a eu une condamnation ferme de la solidarité sous la forme de « quotas » de migrants. En dehors de cette rhétorique, les scandales de corruption se sont multipliés, avec leurs protagonistes défiant l'opinion publique avec arrogance sous la protection directe du Premier ministre. En tant que membre du Présidium du parti, j'ai souligné à maintes reprises ces problèmes idéologiques et personnels.

C'était un avertissement clair sur le fait que, avec la rhétorique conservatrice et les scandales de corruption sans suite, le parti allait perdre le soutien de la jeune génération, des couches urbaines progressistes et libérales, des non-croyants d'origine catholique chrétienne, des verts et des écologistes (non représentés au parlement de Slovaquie) et de toute la communauté LGBT. Dans cet environnement idéologique, même les « paquets sociaux » positifs n'ont pas eu de réel effet, et le parti est passé d'une position social-démocrate à un conservatisme social typique du style de l'Union chrétienne-sociale en Bavière. (En raison de cette évolution, j'ai suspendu mon adhésion au parti pour

essayer de secouer et de réveiller les autres membres...). Après le terrible meurtre de la journaliste d'investigation et de sa fiancée, de très grandes protestations de rue ont poussé le Premier ministre, Robert Fico, et le ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak à démissionner. Mais Robert Fico est resté président du parti et, en usant d'un fort vocabulaire anti-Soros, il a attaqué les ONG et suggéré qu'il s'agissait d'une forme de coup d'État, se rapprochant dangereusement des pratiques du Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Le sort de la « gauche » en Slovaquie est en ce moment dramatique, car il n'y a pas de véritable leadership de gauche dans aucun parti du pays.



> AUTEUR

Boris Zala est membre du Parlement européen, groupe des Socialistes et Démocrates. C'est le fondateur du Mouvement social-démocrate en Slovaquie et le cofondateur du parti SMER - social-démocratie, ainsi que l'auteur des ouvrages *Europeanism* (Européanisme) et *Thought for Leftists Willing to Think* (Réflexion pour les gens de gauche souhaitant réfléchir).

L'AVENIR DE LA GAUCHE



| Les partis de gauche et libéraux n'ont pas pu remporter plus de 30 % des voix

L'ÉTAT DE LA GAUCHE DANS LE GROUPE VISEGRAD: EN HONGRIE, UN PAYSAGE POST-APOCALYPTIQUE

par Péter Krekó

Comme l'ont démontré les élections législatives du 8 avril, la gauche hongroise n'est pas dans sa meilleure forme. Fidesz a pu remporter une majorité de deux tiers pour la troisième fois consécutive ; certes, avec moins de la majorité des voix (47 % sur le territoire de la Hongrie), mais avec une base électorale massive et croissante. Alors que tout le monde s'attendait à un taux de participation élevé en faveur de Fidesz, les résultats sont allés totalement à l'encontre de cette attente : avec plus de 70 % des voix (comparé à seulement 62 % en 2014), Fidesz a bénéficié de près d'un demi-million de nouveaux électeurs par rapport à la précédente élection, en réalisant le deuxième meilleur résultat électoral de son histoire. Péter Krekó dresse un état alarmant de la gauche en Hongrie.

Si cela ne suffisait pas, les partis de gauche traditionnels ont atteint des résultats spectaculairement pires lors de cette élection que lors de la précédente. Ensemble, les partis de gauche et les libéraux n'ont pas pu remporter plus de 30 % des voix. Même si l'alliance du Parti socialiste hongrois et du Parti du dialogue pour la Hongrie a pu atteindre 12 %, dépassant le seuil de 10 % qui avait été fixé, et si la Coalition démocratique, le parti de l'ex-Premier ministre Ferenc Gyurcsány, est entrée pour la première fois au Parlement avec une liste distincte réalisant 5,4 %, cela ne peut pas être vu comme un succès en soi. Alors que la liste commune de partis de gauche avec le Parti Ensemble avait remporté 1,3 million de voix et 26 % il y a 4 ans, ils ont cette fois à peine gagné plus de 1 million de voix, et réalisé moins de 18 %.

Toutefois, le problème ne portait pas seulement sur le nombre de votes mais sur une coordination insuffisante également dans les circonscriptions individuelles où le scrutin est à un tour. Bien que le parti centriste-écologiste, "La Politique peut être différente", ait été capable d'élargir un peu sa base électorale (ils ont remporté 7 % cette fois, par rapport aux 5,3 % en 2014), ils n'ont pas voulu se retirer dans plusieurs circonscriptions de Budapest pour soutenir d'autres candidats de la gauche, contribuant ainsi à la majorité des deux tiers de Fidesz. De plus, les partis de l'opposition n'ont pas été en mesure de coordonner les membres délégués à tous les comités électoraux locaux, ce qui a miné la

crédibilité de leurs revendications post-électorales sur les fraudes électorales massives.

Enfin, beaucoup de votes ont été perdus. Plus de 5 % des voix données aux partis qui sont restés en dessous du seuil parlementaire des 5 %. Le parti Two-tailed Dog, un parti satirique était proche des 2 %, le parti libéral "Momentum" 3% et le parti Ensemble 0,7% des votes. Et encore, Momentum et le parti Two-tailed Dog peuvent être heureux : même s'ils n'ont pas de mandat, ils auront des ressources pour les quatre prochaines années.

Incapacité chronique

La gauche hongroise aura donc été incapable ni d'élargir sa base électorale et par ailleurs, ni à se coordonner efficacement. Le « narcissisme des petites différences » entre les partis d'opposition semblait écraser l'objectif commun d'amener Fidesz en-dessous des deux tiers.

Mais il y a un problème plus important : la gauche semble perdre son soutien parmi les groupes électoraux qu'elle vise officiellement à représenter. La plupart des zones rurales à faible revenu ont voté pour Fidesz. Les campagnes, y compris la partie orientale moins développée du pays, ont aussi soutenu Fidesz, à une exception près (Szeged). Les retraités, jadis les plus enthousiastes soutiens du Parti socialiste hongrois, ont principalement voté pour Fidesz. La gauche n'est restée forte que dans la capitale Budapest.

“

LA GAUCHE HONGROISE A ÉTÉ INCAPABLE D'ÉLARGIR SA BASE ÉLECTORALE ET PAR AILLEURS, LES DIFFÉRENTS PARTIS ONT ÉTÉ INCAPABLES DE SE COORDONNER EFFICACEMENT.

”

Il ne fait aucun doute que les élections hongroises dans la Hongrie intolérante d'Orbán étaient injustes, tout étant de manière générale libres. Il ne fait aucun doute que les bons chiffres de l'économie ont aidé le gouvernement. Mais il semble que les huit années de la gouvernance Fidesz n'aient pas suffi pour que l'opposition s'adapte. Ce qui est sans nul doute un gros échec.

Dans les campagnes, Fidesz n'a pas parlé de politique et d'économie. Ils ont parlé des migrants, de Bruxelles, et ont facilement pu remporter le jeu de l'identité. Ils peuvent être reconnaissants envers l'opposition : la gauche hongroise n'a pas grand chose à dire sur le sujet de l'identité.



> AUTEUR

Péter Krekó est directeur exécutif de Political Capital, un institut de recherche et de conseil en politique.

#StateofLeft

#Hungary

"La gauche semble perdre son soutien parmi les groupes électoraux qu'elle vise officiellement à représenter."

@peterkreko



L'AVENIR DE LA GAUCHE



| En Pologne, moins de 20% de l'ensemble de l'électorat se définit comme étant de gauche

L'ÉTAT DE LA GAUCHE DANS LE GROUPE VISEGRAD: UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE POLONAISE FRAGMENTÉE ET DÉSORDONNÉE

par Maria Skóra

Aux élections parlementaires de 2015, les résultats de la Gauche polonaise n'ont pas permis de remporter suffisamment de sièges pour accéder à la Diète. Aujourd'hui, le plus grand problème qui se pose, à l'heure de défier le parti national conservateur PiS qui gouverne, réside dans le fait que les partis de gauche sont fragmentés. Maria Skora revient sur les dernières élections et dresse la situation de la Gauche en Pologne.

Le parti national conservateur Droit et justice (PiS) est à la tête du gouvernement depuis maintenant plus de deux ans. Il a répondu aux attentes de son électorat le plus fidèle en appliquant la « contre-révolution conservatrice ». Il avait annoncé cette dernière par le biais de réformes audacieuses de son système judiciaire, de changements de sa législation relative aux médias et en recadrant certains faits historiques. Avec la nouvelle ère marquée par la nomination du deuxième cabinet du PiS de l'ancien banquier à la douce voix, Mateusz Morawiecki, la machine indestructible s'est grippée. Une loi controversée sur la diffamation, une approche dogmatique des droits en matière de procréation et les derniers scandales liés aux généreuses primes touchées par les ministres, lors du premier trimestre, ont coûté au PiS le soutien d'un certain nombre de son électorat. Selon les derniers sondages, même si le parti se maintient en tête, d'autres forces politiques sont en train de se profiler à l'horizon, notamment la Gauche polonaise.

Lors des élections parlementaires de 2015, les résultats de la nouvelle gauche (parti RAZEM) et de l'ancienne gauche (SLD, Alliance sociale-démocrate) n'ont pas convaincu suffisamment pour obtenir des sièges au parlement polonais. Par conséquent, le paysage politique au niveau national va des positions libérales de la plate-forme civique et de son jeune partenaire de la coalition précédente, le parti

paysan PSL, de son principal rival, Nowoczesna, à l'agenda national-conservateur du PiS, flanqué d'un mouvement populiste de droite appelé le Kukiz'15 et ayant une large coalition d'éléments nationalistes. Les parties de gauche ont donc dû prouver leur pertinence sur d'autres champs de bataille que celui de la Diète (le Sejm, en polonais)

Mais la dérive du courant politique dominant ne semble pas être le plus grand problème de la gauche polonaise. Ce qui empêche son grand retour sur la scène politique, c'est sa fragmentation. Le parti post-communiste SLD continue d'être le parti de gauche dominant mais il est ni capable de mobiliser un électorat assez important pour défier sérieusement le PiS, ni de faciliter l'émergence d'une collision progressiste plus vaste. La nouvelle gauche, le parti RAZEM inspiré de Podemos et de Syriza, rejette les idées de coopération avec ses camarades plus anciens, s'engage localement et mène des campagnes virtuelles très attrayantes. Cependant, ce n'est toujours pas assez pour leur accorder un soutien qui dépasse le seuil électoral de 5%. Enfin et surtout, une nouvelle figure émerge. Les regards sont rivés sur l'ancien membre du parlement et premier maire ouvertement homosexuel, Robert Biedroń, qui en s'alliant à la chef de file du mouvement pro-choix Barbara Nowacka, offre de l'espoir à l'électorat libéral de gauche. Cependant, le futur de cette alliance reste jusqu'à présent flou. Des analogies entre lui et Emmanuel Macron ont été

soulignées même si ce dernier ne représente pas réellement la gauche traditionnelle.

Selon la dernière recherche chiffrée, moins de 20% de l'électorat se décrit comme ayant des idées de gauche. En attendant, au moins trois structures mentionnées ci-dessus se font concurrence pour obtenir le soutien de cet électorat. En revanche, non seulement les sympathies conservatrices sont beaucoup plus communes dans la société polonaise, mais elles sont également représentées par une force politique très disciplinée et solidaire : le PiS et Jarosław Kaczyński. La gauche polonaise doit donc rester vigilante et tirer profit de la déception croissante et généralisée vis-à-vis du gouvernement et intégrer cela à son agenda. Et surtout, elle doit également éviter de fragmenter son électorat et de se développer trop rapidement à ses yeux. Théoriquement, la coopération semble être la seule direction à prendre, mais pour des raisons idéologiques cela est impossible. La situation de la gauche en Pologne est donc actuellement floue et nage dans des eaux inconnues.

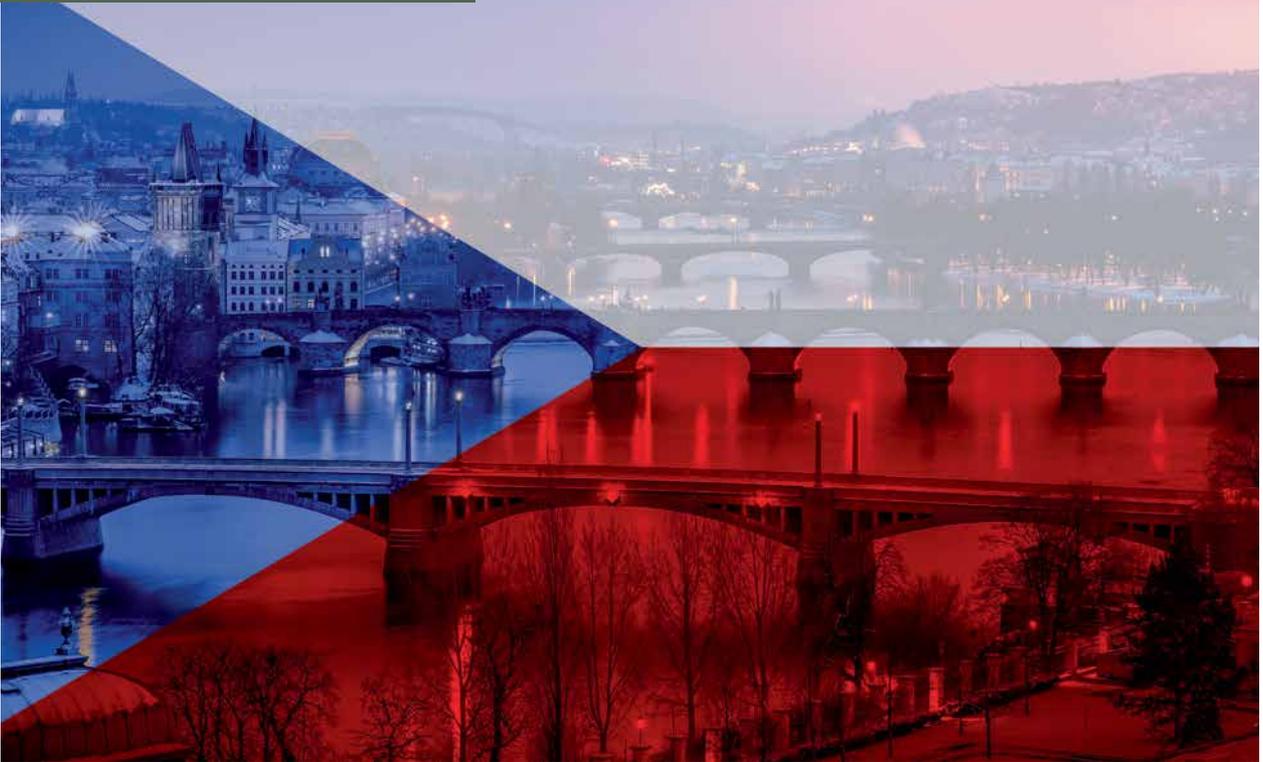
#Poland
#StateofLeft
"Ce qui empêche son grand retour sur la scène politique c'est sa fragmentation"
@MariaSkora



> AUTEUR

Maria Skóra est chef de projet senior au think tank progressiste berlinois Das Progressive Zentrum. Avant cela, elle a travaillé chez Humboldt-Viadrina Governance Platform à Berlin, et a soutenu comme experte l'Alliance nationale des syndicats de Pologne, à Varsovie.

L'AVENIR DE LA GAUCHE



| La faiblesse des partis politiques met en danger la démocratie, et pas seulement en Europe centrale, affirme Vladimir Špidla

L'ÉTAT DE LA GAUCHE DANS LE GROUPE VISEGRAD : LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

par Vladimír Špidla

Les évolutions politiques en République Tchèque ne sont pas spécifiques à la région. Elles font partie d'un développement élargi de la société moderne. La situation est similaire à celle de l'Italie. Les principales caractéristiques sont la faiblesse des partis, un sentiment de méfiance envers l'avenir et une peur du changement. Vladimír Špidla, l'ancien premier ministre de la République Tchèque (2002-2004), nous parle de l'état de la gauche dans son pays.

Avant les élections tchèques en octobre 2017, les questions types liées aux conditions socio-économiques de la vie quotidienne

ont joué un rôle bien moindre qu'auparavant. La situation en République Tchèque était excellente sous tous ses aspects. Les salaires et les pensions de retraite augmentaient, le taux

de criminalité était l'un des plus bas au monde et le taux de chômage était tombé en-dessous de 3%. De façon générale, nous pouvons dire que le plein emploi était atteint et qu'une grande

proportion de la population était sur le marché du travail.

Cependant, il demeurerait un sentiment général d'incertitude. Bien que, habituellement les

gens déclaraient que leur vie était satisfaisante, ils ressentait cependant un très faible niveau de confiance envers un avenir plus lointain. L'idée que l'état actuel des choses est très fragile, était profondément enracinée dans les esprits. Les partis politiques traditionnels, avec leur longue histoire en politique, ont eu, à ce moment précis où l'anxiété générale était palpable, une position très désavantageuse. Les grands échecs font également partie de l'histoire. La crise de 2008 a ébranlé les certitudes de la population tchèque. Elle a également ébranlé la confiance en l'Union européenne. Il s'est avéré que celle-ci n'apporte pas de manière automatique la prospérité.

#StateofLeft
#La République
tchèque entre un
"un manque de
confiance et une
forte demande pour
la transparence"
@vladimir_spidla



La faiblesse des partis politiques met en danger la démocratie

Les sociétés d'Europe centrale ont subi plusieurs décennies d'un système fermé et autoritaire, qui a seulement renforcé des sentiments de xénophobie et la crainte d'un vaste monde ouvert n'arrivant pas à intégrer l'individu. La République Tchèque n'est pas le seul exemple illustrant cela. La

République fédérale d'Allemagne en est également un, et plus précisément sa partie orientale. Cependant, les pays de l'Europe centrale ne forment pas une unité politique et culturelle. Le rôle de la République Tchèque est également défini par le fait qu'elle ne peut pas, même en apparence avoir une ambition politique, ne serait-ce qu'au niveau régional.

La faiblesse des partis politiques est monnaie courante en Europe centrale. Les partis de tout bord politique, incluant la gauche, comptent très peu d'adhérents, ce qui explique également pourquoi ils n'arrivent pas à défendre des intérêts politiques de manière convaincante. De plus, un nombre restreint de personnes ne peut créer que des structures organisationnelles très faibles. Ainsi, en cas de crise, il est difficile de changer les élites. Il y a simplement un manque de personnes.

La faiblesse des partis politiques met en danger la démocratie, et pas uniquement en Europe centrale, car nous pouvons également mentionner l'Italie. D'autres entités, qui sont souvent liées aux groupes économiques de différents types, occupent l'espace libéré par les partis politiques. Le cas tchèque montre que, tout comme en Italie, les grands groupes économiques considèrent qu'il n'est plus efficace d'influencer les structures démocratiques indirectement et ils ont donc décidé de prendre leur contrôle.

Un exemple type observé en République Tchèque est le mouvement politique ANO, mené par

un milliardaire ayant un pouvoir direct et considérable sur les médias. Son mouvement n'a aucune tradition politique et, techniquement, il n'a même pas de programme politique. Cela lui permet, en combinaison avec la propriété des médias, de créer une image "messianique" mais également stable et sans problème.

Revendications pour une ouverture sélective

La pratique politique tchèque actuelle se caractérise par une méfiance envers les conceptions générales et une réticence à réformer le système, peu importe la direction choisie. C'est pourquoi la politique apolitique est si forte, c'est à dire une politique qui ne se base pas sur un système de valeurs, mais autrement dit : "Je ne vais rien changer, mais je vais être beaucoup plus efficace en gérant le pays. Et vous pouvez, naturellement, tirer profit de cela."

Un autre grand problème est l'érosion de la confiance envers les chefs de file des partis politiques, conséquence d'une demande accrue pour plus de transparence. La même chose n'est cependant pas demandée à d'autres élites au pouvoir, comme par exemple les administrations des grandes entreprises. Ainsi, toute figure politique se voit très vite discréditée et accablée. Cela rend toute planification conceptuelle extraordinairement compliquée, car les idées sont, essentiellement dans leur état initial, pas vraiment élaborées, et elles sont donc faciles à rejeter.

Il n'est pas anodin que les questions sur la transformation sociale provoquées par les évolutions technologiques soient si peu discutées en République Tchèque. Il est également important que la conscience de la population soit intériorisée, la transformation post-communiste est plus ou moins terminée ; et les gagnants ainsi que les perdants ont été identifiés. Tous les partis traditionnels ont été fondés ou rétablis pendant les années 1990. Ils sont associés à la transformation et la transformation elle-même n'est pas moralement acceptée. Cela a suscité un désir de changement assez flou. Il est évident que les partis politiques traditionnels, avec leur histoire, ne peuvent pas être les porteurs symboliques d'un tel changement.



> AUTEUR

Vladimír Špidla est le directeur de l'Académie démocratique de Masaryk, un organe de réflexion social-démocrate. De 2002 à 2004, il a été premier ministre de la République tchèque puis de 2004 à 2010, il a été commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances.



| Un conducteur travaillant pour Uber, un exemple d'un travailleur de plate-forme en ligne

PROTECTION DES EMPLOYÉS DANS UN MONDE DU TRAVAIL EN MUTATION

par Barbara Gerstenberger

Dans son analyse de la proposition sur les conditions de travail transparentes et prévisible de la Commission européenne, Barbara Gerstenberger examine attentivement les défis croissants posés par les formes d'emploi non standards et les nouvelles formes d'emploi tels que le travail occasionnel et le travail sur les plateformes en ligne.

Les changements dans le monde du travail ont mené à une situation où un nombre de moins en moins élevé d'employés sont couverts par les règles et les réglementations conçues pour les protéger. L'augmentation des formes non standards d'emplois, qui tendent à offrir une protection moins élevée, n'est pas nécessairement un développement. Les contrats temporaires et l'activité indépendante ont

connu une croissance au cours du long essor économique à partir du milieu des années 1990. Une augmentation spectaculaire n'a pas eu lieu non plus au cours de la dernière décennie. La situation est différente pour le travail à temps partiel : il a continué à progresser même après le début de la récession en 2007 et il représente à présent un peu moins de 20 % de tous les emplois dans l'UE. À noter plus de la moitié des nouveaux

emplois étaient non standards. L'instabilité qui en a résulté est le manque de prévisibilité pour un nombre croissant d'employés.

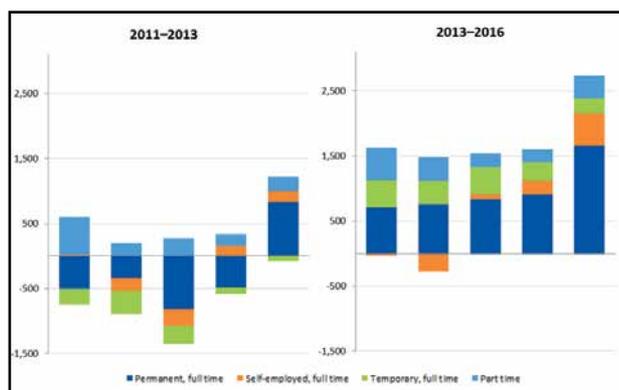
Le salaire est souvent bas pour les emplois non standards

Du point de vue de la politique, il est important de noter que les emplois non standards sont principalement créés dans

des catégories où le salaire est inférieur.

Pour les employés à temps partiel, les données montrent qu'ils n'ont pas bénéficié de l'augmentation de la formation payée par l'employeur dont les employés à temps plein ont fait l'expérience. La part des employés à temps partiel recevant une formation a connu un déclin entre 2010 et 2015. La directive proposée soulève la question de la formation

Changements dans l'emploi (en milliers) par quintile de salaire par emploi et statut de l'emploi, EU, 2011 Q2–2016 Q2 — basés sur les données EU-LFS et SES



gratuite pour tous les employés dans son article 11.

Et l'activité indépendante ?

Eurofound a réalisé une analyse détaillée des conditions de travail des indépendants en Europe. Alors que pour environ la moitié d'entre eux la qualité de l'emploi est d'un bon niveau, la situation d'un indépendant sur quatre donne matière à inquiétude. Celle-ci est « vulnérable » et est caractérisée par la dépendance économique, des niveaux d'autonomie faibles et la vulnérabilité financière. Plus de la moitié de ces indépendants déclarent qu'ils ne seraient pas en sécurité d'un point de vue financier en cas de maladie. La directive proposée ouvre la possibilité de couvrir également les employés qui sont théoriquement indépendants, mais qui sont en fait économiquement dépendants d'un seul employeur.

Problèmes liés à l'emploi non standard

Il n'est pas uniquement question de l'augmentation de la part

d'employés occupés dans des formes non standard d'emploi. Il s'agit aussi des nouvelles formes d'emploi. Eurofound a identifié neuf types différents dans son exercice de cartographie de l'année 2015. Parmi ceux-ci, le travail occasionnel et le travail sur les plateformes en ligne sont particulièrement préoccupants. Un travailleur occasionnel ne dispose pas d'une relation de travail continue avec un employeur. Mais ce dernier ne propose pas du travail en continu, et dans le cas du travail à la demande, il contacte l'employé si c'est nécessaire et quand c'est nécessaire. Dans certains cas, le contrat d'emploi précise le nombre maximal et minimal des heures de travail. Cependant, le travail occasionnel inclut aussi les contrats « zéro heure » pour lesquels aucun minimum n'est mentionné et où l'employeur n'est pas obligé de contacter l'employé. Le manque de prévisibilité du temps de travail et le faible niveau de sécurité qui y est lié sont inquiétants. La directive s'adresse à ce problème en exigeant que le contrat d'emploi mentionne les heures de travail et les jours pendant lesquels il peut être demandé aux employés de travailler et une période minimale

de préavis. De plus, un employeur ne peut interdire à des employés d'occuper un autre emploi en dehors des heures de référence. Cependant, l'imprévisibilité des heures de travail (et du revenu associé) restera élevée pour cette forme d'emploi avec des conséquences avérées pour l'équilibre entre le travail et la vie personnelle et la sécurité financière.

Problèmes liés à l'emploi sur des plateformes en ligne

L'emploi sur des plateformes en ligne est une nouvelle forme d'externalisation de tâches. Au lieu d'attribuer la tâche à un employé unique, elle est déléguée à un groupe de « travailleurs virtuels ». L'accès à ce groupe est facilité par une plateforme en ligne permettant aux clients d'identifier des personnes aptes à effectuer les tâches en échange d'un paiement. L'examen réalisé par Eurofound montre deux aspects. Certains travailleurs sur ces plateformes en ligne apprécient véritablement l'autonomie, la possibilité d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle ainsi que le développement de compétences pouvant être associées au travail sur une plateforme en ligne. Cependant, la liste des effets négatifs est plus longue. La préoccupation principale est le bas salaire associé à de nombreux types de travaux sur les plateformes en ligne et l'insécurité par rapport au paiement. Le travailleur actif sur une plateforme en ligne ne peut avoir toujours la certitude d'être rémunéré pour tout le travail fourni et dans de nombreux cas, le paiement par tâche est extrêmement bas. Vu que les

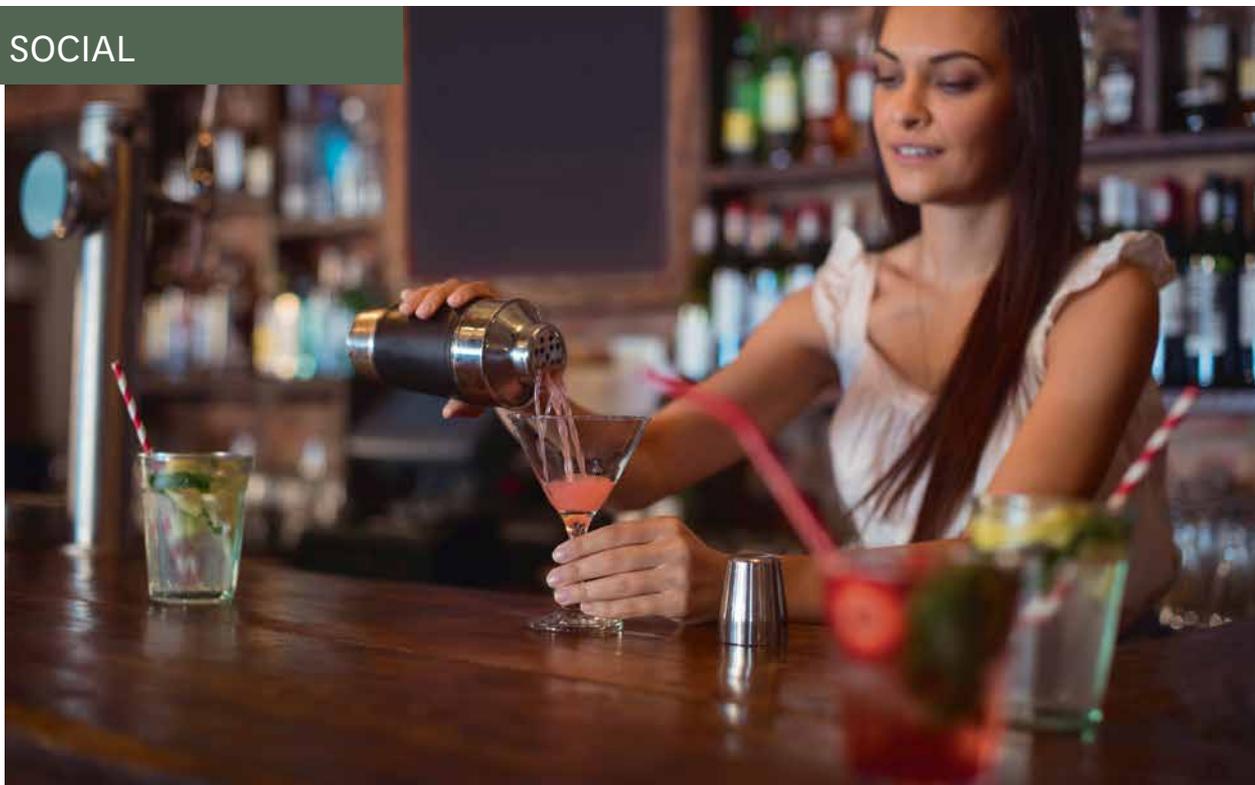
travailleurs sur les plateformes en ligne sont considérés comme des indépendants, ils n'ont pas accès à une protection et à des prestations sociales. De plus, le travail sur les plateformes en ligne est souvent monotone et ennuyeux, ce qui entraîne l'isolation sociale et génère en même temps du stress en raison du besoin d'une organisation autonome et d'un estompement de la limite entre le travail et la vie personnelle.

L'étendue de la directive est peu élevée pour faire face à la situation des travailleurs sur les plateformes en ligne tant que leur statut est défini comme celui d'indépendants. Le nombre de ceux qui sont occupés dans des emplois sur des plateformes en ligne est très limité et les estimations de son potentiel de croissance varient. Cependant, si la directive proposée a l'objectif de couvrir également les nouveaux développements dans le marché du travail et de devenir ouverte aux évolutions futures, des manières de s'adresser à ce phénomène devraient être explorées.



> AUTEUR

Barbara Gerstenberger est cheffe du département de la vie professionnelle d'Eurofound, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.



© shutterstock

I En Allemagne, dans les hôtels et les pubs, le salaire minimum n'est pas appliqué dans 38% des contrats de travail, selon Frank Lorenz

POUR DES CONDITIONS DE TRAVAIL TRANSPARENTES ET PRÉVISIBLES : UNE LOI EUROPÉENNE POSITIVE

par Frank Lorenz

Jusqu'à présent, la directive relative à la « déclaration écrite » a eu une existence plutôt ombrageuse. Les choses changent à présent ! La combinaison d'exigences minimales pour les contrats de travail au niveau de l'ensemble de l'UE alors que l'UE révisé la directive existante, est évidente. En analysant le cas de l'Allemagne, Frank Lorenz explique pourquoi il considère la directive relative aux conditions de travail transparentes et prévisibles comme une avancée positive.

Tout d'abord, au déclin des accords de travail typiques et standards et à l'augmentation de la mutualisation du travail à

travers les frontières (également à un niveau virtuel et en ligne connu sous le nom de « crowd-working »), la tentative de définir un contrat d'emploi à un niveau

européen est courageuse, mais elle a également un sens. La directive représente une chance d'étendre l'aspect essentiel de la transparence à davantage

de relations de travail qu'avant, même si elle ne couvre évidemment pas toutes les formes d'emploi. Il est nécessaire d'accorder des droits contractuels

comme la transparence à ceux qui travaillent dans des zones mal définies. Les faux indépendants et la « gig economy » vont augmenter en parallèle avec la numérisation croissante des économies de l'UE. La directive devrait être élargie pour inclure le concept de dépendance économique avec une partie contractante. Autrement dit couvrir les employés qui sont économiquement dépendants d'une entreprise et qui sont dans les faits de faux indépendants.

Mais même dans le cadre de ce projet de loi, à ce stade, les employés dans des conditions précaires tireront davantage de droits, par exemple la durée et les conditions de la période d'essai et de la procédure de licenciement. Même si certains considèrent l'Allemagne comme un pays où les salaires sont élevés, les conditions de travail ne sont pas négligées. Un examen du secteur des bas salaires en Allemagne est significatif. Avec ses 22,5 % d'employés aux salaires peu élevés en 2014, les chiffres de l'Allemagne représentent le double de ceux des États membres européens équivalents. Le secteur des bas salaires constitue 30,8 % des contrats temporaires, 83,1 % des petits contrats (qui n'accordent pas aux employés la sécurité sociale) et 51,2 % des contrats avec des agences de travail intérimaire. Les emplois pour les agences de travail intérimaire ont augmenté de 16,4 % en 2016, en comparaison avec

2013. 54 % de ces emplois à court terme n'ont pas duré plus de trois mois, alors qu'un salaire équivalent à celui des employés réguliers est garanti par le statut après neuf mois de travail seulement. En moyenne, les employés des agences d'intérim reçoivent seulement 58 % du salaire comparable.

Bien que le salaire minimum en Allemagne soit en place depuis 2015, entre 1,8 et 2,6 millions d'employés ne reçoivent pas le salaire minimum parce qu'il n'est pas appliqué comme il se doit. Dans les hôtels et les pubs, le salaire minimum est éludé dans 38 % des contrats d'emploi et dans le commerce, ce chiffre atteint 20 % des contrats d'emploi. Les groupes d'employés les plus vulnérables sont les étrangers, les femmes et les jeunes employés, et ceux qui travaillent dans des entreprises sans accords collectifs. Les personnes occupant des emplois temporaires, les employés dont les contrats d'emploi sont des contrats à petite échelle et les personnes qui travaillent pour des agences de travail intérimaire.

Le travail précaire est souvent accompagné d'une approche non formelle des affaires contractuelles. En général, un contrat d'emploi écrit n'est pas exigé par la loi, mais par les accords collectifs. Cependant, on assiste à un déclin spectaculaire du nombre de ce type d'accords. Ces derniers conclus

par les syndicats ne protègent plus qu'environ 50% de tous les employés.

Face à ce déclin, les normes obligatoires doivent être garanties par la loi. Les employés des petites entreprises, ceux qui ont des contrats à court terme et les travailleurs étrangers souffrent d'un accès particulièrement bas à leurs droits et à la connaissance de leurs droits. Une obligation légale devrait dès lors figurer dans la directive mentionnant que la déclaration écrite de l'employeur doit être reçue dans la langue maternelle de l'employé. Par exemple, les employés polonais envoyés en Allemagne par un employé néerlandais reçoivent actuellement leurs contrats d'emploi en roumain, langue qu'ils ne comprennent pas.

Connaître ses droits est la condition préalable à la capacité de faire valoir ses droits. À cet égard, il convient de saluer que la directive mentionne que les employés doivent recevoir une déclaration écrite mentionnant des informations sur la relation de travail (selon l'article 3 de la directive) à partir du premier jour de travail. Il sera aussi également très utile de faire appliquer le contenu de la directive qui envisage un contrat d'emploi à temps plein illimité pour les employés comme sanction contre les employeurs qui n'informent pas correctement les employés. Cela facilitera également la tâche des organismes

de contrôles nationaux pour reconnaître les obligations contractuelles de l'employeur. Pour empêcher les abus, les exceptions pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les "petits emplois" devraient être limitées.

#SocialRights
La directive devrait obliger les employeurs à fournir aux employés une déclaration écrite dans la langue de l'employé



> AUTEUR

Frank Lorenz est avocat spécialisé dans le droit du travail à Düsseldorf en Allemagne. Il travaille comme consultant pour les syndicats et les comités d'entreprise.



LA LOI EUROPÉENNE A DES ASPECTS POSITIFS, MAIS ELLE DOIT ÊTRE AMÉLIORÉE

par Vanya Grigorova

Les objectifs de la directive relative aux conditions de travail transparentes et prévisibles publiée par la Commission européenne méritent des éloges, mais les actions envisagées semblent insatisfaisantes, soutient Vanya Grigorova. Elle souligne quelques-uns des domaines dans lesquels elle constate une marge de progression et appelle le Parlement européen à être plus ambitieux.

Telle qu'elle est proposée par la Commission, la directive relative aux conditions de travail transparentes et prévisibles envisage un nombre de changements qui aideraient la population active dans l'UE. Ceux-ci incluent l'obligation de la part de l'employeur de signer un contrat de travail dès le début des relations de travail ; la limite de la période d'essai à six mois et certaines conditions pour utiliser ce que l'on appelle les contrats de travail « non standards ». Cependant, même ces

étapes sont trop timides pour donner des résultats étant donné qu'un nombre d'exceptions est prévu. Certaines dispositions sont trop vagues et doivent être renforcées :

- La directive permet à la période d'essai d'avoir une durée supérieure à six mois. Même six mois représentent une période trop longue vu que trois mois suffisent pour que les employeurs et les employés apprennent à se connaître.
- La directive oblige les

employeurs à spécifier dans le contrat de travail « heures et jours de référence » dans lesquels ils peuvent demander que du travail soit effectué pour que les employés puissent planifier leur vie privée et professionnelle. Il est important ici que la directive envisage des recommandations ou une orientation relative au contenu et à la durée de cette « référence ».

- Les contrats de travail d'une durée égale ou inférieure à 8 heures de travail par mois

peuvent être exclus du champ de la directive. Alors qu'ils devraient être inclus dans la directive.

- L'article 10 donne aux employés comptant au moins six mois d'ancienneté chez le même employeur le droit de demander une transition vers une forme d'emploi avec des conditions de travail plus prévisibles et plus sûres le cas échéant. Les grands employeurs ont un mois pour répondre par écrit alors que les petits employeurs (par ex. entreprises de personnes,

micro-entreprises, petites et moyennes entreprises) ont trois mois pour répondre. Ma préoccupation est que la Commission utilisera l'article 22 (un examen possible de l'application de la directive en ce qui concerne l'impact de ce droit sur les petites et moyennes entreprises) pour déclarer que ceci présente trop de difficultés pour les petites et moyennes entreprises et que les employeurs ne bénéficieront pas par conséquent de ce droit dans la pratique. Il y a un nombre colossal de petites et moyennes entreprises dans l'UE (environ 99,8 % des entreprises exerçant leurs activités dans le secteur commercial non financier des 28 États membres de l'UE sont des petites et moyennes entreprises).

- La directive oblige l'employeur à donner aux employés une déclaration à propos de la relation de travail entre l'employeur et l'employé contenant toutes les informations nécessaires (tel que défini à l'article 3). Si l'employeur ne mentionne pas les détails dans la déclaration écrite, la directive suppose que la relation est non limitée, qu'il n'y a pas de période d'essai et que c'est un emploi à temps plein. Si l'employeur le fait, il est même en train d'outrepasser les obligations de la directive, et cela constitue donc une situation illégale. C'est pourquoi l'employeur devrait être sanctionné pour cela. Cependant, d'après l'article 14, les employeurs ont la possibilité de réfuter les présomptions. Cela doit devenir plus strict.
- De plus, les employés qui travaillent actuellement sans déclaration écrite continueront à le faire à moins qu'ils ne

demandent les documents eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'offrir aux entreprises un allègement de la part de l'administration, mais ce sont en effet des vides juridiques qui permettent aux entreprises d'échapper à leurs responsabilités juridiques vis-à-vis des employés.

- Les exigences d'informations relatives au lieu de travail ont été modernisées pour permettre des formes telles que le travail sur les plateformes en ligne où le lieu de travail n'est pas déterminé par l'employeur, et la procédure pour la fin de l'emploi a été incluse.

Résumé de l'article 3 de la directive proposée.

Chapitre II — Informations sur la relation de travail

Article 3 — Obligation de fournir des informations

Nouveaux éléments que les employeurs doivent indiquer dans une déclaration écrite à propos de leur relation de travail avec les employés et remettre aux employés:

Durée et conditions de la période d'essai ;

Le droit à une formation ;

Disposition pour les heures supplémentaires et leur rémunération ;

Informations clés à propos de la détermination d'horaires de travail variables, prendre compte de la prévalence accrue de types d'organisation de travail tels que les contrats pour le travail occasionnel ou les contrats « zéro heure » ou le travail dans l'économie collaborative ;

Informations à propos du ou des systèmes de sécurité sociale recevant des contributions.

Contrats non standards

Dernier point, mais non le moindre, malgré le fait qu'elle affirme cibler tous les contrats non standards, la directive focalise principalement ses efforts sur ce que l'on appelle les « contrats zéro heure » et elle ne couvre par exemple pas le « contrat d'un jour » qui existe dans le secteur agricole en Bulgarie. Ce type de contrat est signé le matin avant le début du travail, ce qui signifie que l'on ne fait pas part à l'employé la veille de la possibilité de travailler le lendemain. Il s'agit d'un contrat de travail qui n'offre pas de protection adéquate en termes de prestations de chômage, de congé de maternité ou de prestations de maladie.

Si le Parlement européen souhaite vraiment mettre fin à l'exploitation par les employeurs de la force de travail au cours du processus de production, il doit faire preuve de nettement plus d'ambition.

La directive doit faire tout son possible pour limiter toutes les possibilités d'utiliser des contrats de travail non standards pour assurer la sécurité des employés. Peu importe la taille et le type des entreprises, l'employé n'est pas une partie prenante dont on s'attend à ce qu'elle détienne la même responsabilité que l'entrepreneur. La possibilité de rendre disponibles davantage de ressources à l'inspection du travail et à lui donner davantage de pouvoirs pour vérifier les contrats de travail à la lumière des conditions de travail réelles qui sont en place doit être explorée.

Un autre problème existant est le manque, dans de nombreux pays de l'UE y compris la Bulgarie, de statistiques précises sur le nombre de postes vacants et le nombre de chercheurs d'emploi sans travail. Cela permet aux employeurs de spéculer sur le nombre d'employés qui sont demandés étant donné qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre dans le pays. La réalité est que, souvent, les postes vacants ne sont pas occupés en raison de mauvaises conditions de travail et de bas salaires, ce que les organisations d'employeurs nomment des « pénuries de main-d'œuvre ».

Lorsque nous n'avons pas d'aperçu clair de l'image complète du marché du travail, il se peut que nous prenions de mauvaises décisions. Ce déficit peut facilement être comblé si les employeurs ont l'obligation de déclarer les postes vacants chez eux ainsi que les informations complètes relatives aux conditions de travail dans les agences nationales pour l'emploi. Cette approche transparente va bien au-delà de ce qui est actuellement proposé par la directive, mais qui devrait être présent dans la directive.



> AUTEUR

Vanya Grigorova est conseillère économique à la Confédération syndicale bulgare «Podkrepa», l'une des deux organisations représentatives au niveau national des organisations d'employés.



| Le Premier ministre danois Lars Løkke Rasmussen (à gauche) serre la main avec le négociateur en chef du syndicat 3F sur la convention collective de Hilfr, Tina Møller Madsen (à droite)

DANEMARK : PREMIÈRE CONVENTION COLLECTIVE ENTRE UN SYNDICAT ET UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE

par Thorkild Holmboe

Plusieurs nouvelles plates-formes, proposant des services effectués par des travailleurs, ont été accusées de dumping salarial et de travail non déclaré. Cependant, après que 3F, le plus grand syndicat de la Fédération unie des travailleurs danois, ait conclu la première convention collective avec une plate-forme numérique en début d'année, les travailleurs de la société Hilfr bénéficieront des mêmes conditions que les autres travailleurs sur le marché du travail danois. Thorkild Holmboe-Hay, conseiller syndical 3F, explique pourquoi il voit cela comme une étape importante en termes de modernisation du modèle de travail danois et de sa préparation à la nouvelle ère numérique.

L'activité principale de la plate-forme numérique Hilfr est de mettre en relation des particuliers avec des travailleurs indépendants qui proposent des services de nettoyage. Toute personne souhaitant gagner de l'argent en faisant des ménages dans des résidences privées peut se créer un profil sur la plate-forme, décrire son expérience, etc. et être prête à accepter un travail. Les clients peuvent voir leur profil, les recommandations et notes des autres internautes, et choisir parmi une large variété de travailleurs indépendants disponibles dans la région.

En tant que telle, la plate-forme numérique a un personnel réduit composé des quatre créateurs propriétaires. Ils occupent des emplois à temps plein en dehors de l'industrie du nettoyage. La plate-forme est plus un hobby qu'autre chose.

Avantages de la nouvelle convention

La nouvelle convention signée par le syndicat 3F et la plate-forme numérique Hilfr établit un droit pour les indépendants à devenir des travailleurs ayant des droits fondamentaux comme : un salaire minimum (environ 19 euros de l'heure) au même niveau que dans d'autres conventions collectives dans le secteur du nettoyage, une retraite, des congés payés, des indemnités maladie et le droit à recevoir un préavis avant le retrait de leur profil de la plate-forme en ligne. Grâce à la convention, la plate-forme et les travailleurs seront aussi soumis aux législations

européennes ou nationales en matière d'emploi (par ex. , la Directive européenne sur des conditions de travail transparentes et prévisibles, qui est en cours de négociation). Dans le même temps, il sera toujours possible pour quiconque sur la plate-forme de rester indépendant s'il le souhaite. L'objectif de la convention est de s'assurer que les travailleurs sont véritablement, et de leur plein gré, des travailleurs indépendants.

La nouvelle convention contient toutes sortes de dispositions innovantes allant de l'établissement des relations de travail sur la plate-forme à la protection des données privées et la préservation du « droit à l'oubli » sur Internet. Parallèlement, la plateforme conserve fondamentalement son concept d'entreprise et son personnel réduit à un accord sur les relations numériques entre le travailleur et l'employeur, elle ne nécessitera qu'un minimum de temps d'administration supplémentaire pour sa configuration.

Pour les travailleurs, les avantages sont considérables. Ils seront en mesure de s'organiser, se syndiquer, recevoir un salaire correct, une retraite et des congés payés, et deviendront éligibles, entre autres, aux prestations de chômage.

La Fédération de l'industrie danoise a participé aux négociations finales en tant que conseiller pour Hilfr et conclu un accord avec 3F pour que l'année prochaine, la Fédération et 3F s'efforcent de finaliser un accord bipartisan couvrant toute l'industrie du nettoyage domestique.

3F pense vraiment que la nouvelle convention pourrait encourager les législateurs, les syndicats et les employeurs dans l'industrie des plates-formes numériques à se diriger vers des conventions plus collectives. Le processus de négociation a toutefois aussi apporté quelques idées.

S'attaquer au problème des « faux indépendants »

Les gouvernements nationaux et de l'UE devront créer une nouvelle base légale pour le futur développement de l'industrie. En l'état actuel des choses, les plates-formes numériques au Danemark, ainsi que dans l'UE et en Amérique du Nord, sont rapidement en train de créer un sous-groupe du marché du travail basé sur les « faux/pseudo indépendants » : des travailleurs qui ne souhaitent pas du tout être indépendants, n'envoient pas de développer leur propre entreprise ou de créer une clientèle. Ils veulent gagner leur vie en travaillant et le font principalement par nécessité. Il existe un risque que beaucoup de travailleurs soient exploités par des sociétés sans scrupules. Ces derniers réduiront leurs droits du travail fondamentaux en prétendant à tort qu'ils sont indépendants. Ce problème des « faux indépendants » pourrait mener à l'émergence d'un sous-groupe du marché du travail et déstabiliser les marchés du travail nationaux par une réduction considérable des droits du travail fondamentaux dans toute l'UE, à laquelle les citoyens se sont habitués.

La convention entre 3F et Hilfr fournit les droits du travail fondamentaux aux travailleurs sans éradiquer les avantages de base liés à l'établissement des plates-formes numériques. Espérons que la convention montrera la voie à suivre afin que, à l'avenir, l'économie des plates-formes numériques puisse être une contribution bienvenue sur les marchés existants au lieu de représenter une menace.

#SocialRights
Les avantages de la convention : être en mesure de se syndiquer, recevoir un salaire correct, une retraite et des congés payés et pouvoir prétendre aux prestations de chômage



> AUTEUR

Thorchild Holmboe-Hay est conseiller syndical dans le domaine des services privés, hôtels et restaurants pour 3F, le plus grand syndicat de la Fédération unie des travailleurs danois (qui compte environ 278 000 membres).



À mon avis, les employeurs devraient être obligés de donner aux travailleurs un contrat le premier jour définissant le moment où les travailleurs travailleront et combien d'heures, exprime Agnes Jongerius

UNE DIRECTIVE EFFICACE MAIS INSUFFISANTE

Interview avec Agnes Jongerius

La Commission européenne a proposé une directive en vue de conditions de travail plus transparentes et plus efficaces à travers l'UE. Les points clefs mentionnent une meilleure protection et une meilleure information sur les conditions de travail. L'eurodéputée Agnes Jongerius est d'accord, mais elle souhaite également que davantage soit fait pour faire face au problème des « faux indépendants » (par ex. les travailleurs sur les plateformes en ligne) et du problème croissant, par exemple au Royaume-Uni, des « contrats zéro heure ».

Quels sont les aspects positifs des propositions de la Commission européenne visant à élaborer une nouvelle directive établissant des conditions de travail plus transparentes et plus

efficaces à travers l'UE ?

La directive précédente, appelée directive « déclaration écrite » date de 1991. Elle n'était pas très connue, a bénéficié de peu d'attention et n'a pas eu d'un impact

important. Même si j'ai travaillé pour le mouvement syndical au début des années 1990, je n'en avais pas entendu parler.

De plus, au cours des précédentes Commissions

européennes, par exemple sous Barroso, la Commission encourageait la « flexicurité » comme système privilégié pour les relations de travail et elle accordait davantage d'importance aux éléments de

« flexibilité » qu'aux éléments de « sécurité ». La Commission a véritablement reconnu pour la première fois l'incertitude croissante des arrangements de travail et que la flexibilité mène à davantage d'insécurité du travail lorsque les citoyens ne savent pas quand ils vont travailler, combien d'heures et combien ils vont gagner. La commissaire européenne à l'Emploi, Marianne Thyssen, a reconnu qu'il y a une augmentation du nombre d'emplois où les conditions de travail ne sont pas transparentes et où les modèles de travail sont imprévisibles. Il est donc clair que ce problème acquiert maintenant une importance croissante et est considéré comme quelque chose auquel il faut faire face.

Toutes les formes de travail sont concernées ?

Oui, toutes les formes de travail sont concernées, y compris celles qui sont les plus flexibles (non standards, contrats « zéro heure », travail occasionnel, travail basé sur un système de bons ou sur des plateformes en ligne).

Quels sont les grandes avancées de cette révision de la Directive?

- J'en vois trois. Davantage d'informations complètes sur les aspects essentiels du travail doivent être reçues par les employés, par écrit, au plus tard le premier jour du travail (plutôt que jusqu'à deux mois après). Le droit de chercher un emploi supplémentaire, avec une interdiction des clauses d'exclusivité et des limites sur les clauses d'incompatibilité ;

- Le droit de savoir, à l'avance dans un délai raisonnable, quand le travail aura lieu, pour les travailleurs dont les horaires de travail sont très variables et déterminés par l'employeur, comme dans le cas du travail à la demande.

C'est un nouveau pas en avant pour des millions d'employés en Europe, surtout pour les employés occupant des emplois précaires.

Que signifie l'expression « faux indépendants » et comment sont-ils traités ?

Le point positif dans la directive proposée est que le terme « employé » sera maintenant défini sur une base couvrant toute l'UE. La définition d'un employé selon la proposition est la suivante : Un employé signifie une personne physique qui, pendant une certaine période de temps, accomplit des services et sous la direction d'une autre personne en échange d'une rémunération. Elle se base sur la jurisprudence de la Cour européenne de justice. En l'état actuel des choses, les propositions de la Commission s'appliquent uniquement aux employés et pas aux « faux indépendants ». La commissaire Thyssen a fait référence à la problématique en parlant de la « crise Uber » où les employés conduisent des véhicules en gagnant très peu d'argent et ont encore moins de sécurité sociale. Les indépendants (par ex. architectes, avocats et spécialistes de la médecine) sont de véritables indépendants dans le sens où ils perçoivent des honoraires suffisamment élevés leur permettant de verser de l'argent

#SocialRights
« Les employeurs déguisent de plus en plus les relations de travail en "travail indépendant" et les employés "faux indépendants" devraient être couverts par la protection de la directive. »

@a_jongerus



pour les contributions d'assurances nationales, leur retraite et l'assurance soins de santé. Ils n'ont donc pas besoin d'être couverts par cette directive.

Qu'entendez-vous par faux indépendant?

Un bon exemple est celui d'un conducteur de poids lourd qui ne travaille pas officiellement pour une entreprise. Il conduit un poids lourd qui est prêté à son nom et pas au nom de l'entreprise, reçoit des instructions de la part du chef de l'entreprise et travaille uniquement pour une entreprise. L'entreprise les considère comme des indépendants et donc ne verse pas de contributions pour la sécurité sociale ou la retraite en leur nom, mais uniquement un taux fixe par heure. On dirait que cela constitue un avantage parce que les employés reçoivent un revenu net plus élevé, mais les employés doivent se préoccuper de leurs propres contributions à la sécurité sociale et à la caisse de retraite, ce qu'ils ne peuvent

souvent pas se permettre, surtout s'ils ont une famille. Il s'agit donc en effet de « faux indépendants » parce que l'employeur les a leurrés pour sortir du système de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Qu'est-ce qui devrait être fait ?

Les employeurs déguisent de plus en plus les relations de travail en « travail indépendant » et les employés « faux indépendants » devraient être couverts par la protection de la directive. Nous devons essayer de définir des caractéristiques du « faux indépendant ». Un débat est en cours aux Pays-Bas sur la manière de distinguer l'employé du travailleur indépendant. Beaucoup de personnes aux Pays-Bas estiment que si, en tant qu'employé, une entreprise vous fournit des contrats, c'est qu'il s'agit probablement de votre employeur. Et si le taux horaire auquel vous êtes payé est inférieur au minimum légal pour cet emploi dans le pays, vous êtes dans ce cas économiquement dépendant et donc un employé. Ce sont des éléments qui devraient être pris en compte.

Ce débat n'existe-t-il pas aussi dans d'autres Etats européens?

En effet, en février de cette année, en Belgique, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, la plateforme de livraison Deliveroo a décidé ne plus souhaiter accepter des employés en tant que personnes physiques (contrats signés avec eux en tant que personnes physiques) pour travailler uniquement avec les employés qui sont immatriculés

#SocialRights
À long terme,
les contrats zéro
heure devraient
devenir illégaux.

@a_jongerius



en tant que sociétés. Par conséquence, les employés ont été obligés de s'immatriculer en tant que sociétés travaillant pour Deliveroo et de signer des contrats d'indépendants. Pour moi, cela est inacceptable. Au niveau de l'UE, nous devons mettre en commun nos forces pour arrêter cette sorte de pratique de la part d'entreprises détenant des grandes plateformes.

Quel est votre objectif ultime pour la directive ?

Les « faux indépendants », par ex. les employés des plateformes en ligne, surtout ceux qui sont économiquement dépendants, doivent disposer de conditions de travail prévisibles et transparentes protégées par la directive. Nous ne devrions pas nous soucier de couvrir des indépendants comme les avocats qui disposent déjà eux-mêmes d'une position de négociation suffisamment forte. Pour les objectifs de la directive, les employés devraient, tel que la directive le propose, recevoir des informations au plus tard la première journée de travail ; les employés ne devraient pas payer pour suivre une formation ; les

employés devraient avoir le droit de recevoir une réponse écrite à une demande de transfert vers un emploi plus sûr dans l'entreprise ; et les accords collectifs doivent être protégés. De plus, les contrats doivent être clairs et concis et rédigés dans la langue de l'employé. Dans leurs contrats, les employés devraient savoir quand il leur sera demandé d'être disponibles pour travailler et le montant approximatif d'argent qu'ils auront le droit de recevoir à la fin du mois. Ils ne devraient pas avoir de clauses de non-concurrence les empêchant de travailler pour d'autres entreprises actives dans le même secteur. Dans le secteur hôtelier, il y a par exemple du personnel chargé de l'entretien qui doit signer des clauses de non-concurrence. Cela n'a absolument aucun sens.

Que pensez-vous des contrats zéro heure ?

Le problème est l'absence totale de prévisibilité des heures de travail. Cela signifie que les employés ne savent pas quand ils vont travailler et environ combien ils vont gagner. Les travailleurs qui ont des contrats

de zéro heure ne peuvent trouver d'autres emplois parce qu'ils ne savent pas quand ils vont travailler. Et il est risqué pour eux de dire non quand on leur offre du travail dans le cadre du contrat zéro heure vu que l'entreprise peut arrêter de les contacter. C'est donc effectivement une « flexibilité unilatérale en faveur de l'employeur » pour que l'employeur dispose de personnel lorsqu'il le souhaite. Les contrats zéro heure deviennent une pratique habituelle dans de nombreux secteurs (par ex. commerce, nettoyage, services de plomberie) au Royaume-Uni. Je souhaiterais donc voir cette directive clôturée avant que les documents du divorce entre l'UE et le Royaume-Uni ne soient achevés pour que le Royaume-Uni soit dans l'obligation de l'appliquer afin que les employés en bénéficient.

À long terme, les contrats zéro heure devraient devenir illégaux. D'après moi, les employeurs devraient avoir l'obligation de remettre aux employés un contrat définissant quand les employés vont travailler et combien d'heures le premier jour de travail. Si après trois mois,

il s'avère que les employés travaillent davantage, ils ont droit à recevoir un nouveau contrat mentionnant le nombre d'heures effectuées.



> AUTEUR

Agnes Jongerius est eurodéputée, membre du groupe des Socialistes et des Démocrates et est coordinatrice de la commission Emploi du Parlement européen. Elle était auparavant présidente de la confédération des syndicats néerlandais FNV (actuellement le plus grand syndicat des Pays-Bas avec plus d'un million de membres).

BREXIT



| La Marche pour l'Europe, une manifestation anti-Brexit à Londres, au Royaume Uni, en 2016

BREXIT : LES POLITICIENS BRITANNIQUES ÉCOUTENT-ILS LES JEUNES ?

par Caroline Macfarland

Le référendum britannique sur l'UE en 2016, gagné par les partisans du « Leave » avec 52 % contre 48 %, a engendré beaucoup de discussions sur une nation divisée. Caroline Macfarland expose sa vision sur ce que pourrait être un meilleur dialogue public et sur la manière dont il pourrait susciter l'intérêt des jeunes générations. Elle explique aussi comment restaurer la confiance dans les décisions en cours de négociation et acceptées en leur nom.

Après le référendum au Royaume-Uni sur l'UE, j'étais, comme beaucoup d'autres personnes de la génération du millénaire, déçue et frustrée du vote en faveur de la sortie de l'UE. Toutefois, j'ai aussi vu le Brexit comme une opportunité pour la politique britannique, et ce pour plusieurs raisons. Forcément, comme il s'agissait du changement politique le plus important depuis une génération et que cela pourrait prendre une décennie pour le mettre en oeuvre, le « projet » du Brexit devrait regarder sur le long terme et représenter les positions des jeunes générations. Le processus, lui aussi, devra réunifier un pays perçu comme clairement divisé. Le vote a été une décision entre

« Privilégier les informations pratique le partage des connaissances sur le #Brexit »

@carolinemacf
@commonvisionuk



le statu quo et « l'inconnu », pas un mandat démocratique pour un type particulier de Brexit ou un ensemble de priorités de négociation avec l'UE. Il y aurait donc des opportunités innombrables de faire entendre sa voix dans les changements à venir. Par ailleurs, il avait montré que les jeunes n'étaient pas indifférents à la politique. C'était peut-être un

avertissement nécessaire, pas seulement pour que les jeunes s'intéressent de nouveau au système politique, mais pour que le processus politique soit également plus réactif face à nos attentes.

Des échecs persistants dans les débats politiques et médiatiques

Malheureusement, il semble que j'étais trop optimiste quant à certaines des opportunités que pourraient apporter la politique et le processus du Brexit. Le débat politique britannique est resté très binaire. Beaucoup de personnes et d'organisations continuent de s'identifier comme partisans du « maintien » ou du « départ » et ce plutôt que de formuler des aspirations partagées pour la Grande-Bretagne dans laquelle ils souhaitent vivre. Le débat sur le Brexit reste monopolisé par les politiciens, les économistes et les universitaires, sans effort concerté par le gouvernement pour négocier un dialogue politique plus inclusif et répondre à l'intérêt public avec des informations factuelles accessibles. Il n'y a pas eu un seul jour depuis deux ans sans que le Brexit ne fasse les gros titres, mais ce sont les querelles de personnalité et les « luttes de pouvoir » parmi les politiciens qui sont relayés, et non des analyses sérieuses sur les négociations et les conséquences sur notre vie quotidienne. Tout cela a abouti à ce qui est communément appelé la « fatigue du Brexit »

au sein des populations de tout âge, même celles s'intéressant habituellement à l'actualité.

Les jeunes générations restent préoccupées par le Brexit. Toutefois, le langage, les mécanismes et le ton du débat dominant ne sont pas propices à un engagement délibératif, et il y a très peu de documents spécifiques et adaptés qui visent à accroître le savoir politique et économique et la participation effective.

Pour des informations pratiques et pas la spéculation des médias

En attendant que l'accord entre le Royaume-Uni et l'UE soit présenté au Parlement britannique, nos politiciens et nos médias doivent passer de discours politiques et de querelles de personnalité, à des informations pratiques et un partage des connaissances sur la façon dont le Brexit affecte notre vie quotidienne. L'année dernière, lors d'ateliers pour les jeunes mené par Common Vision dans tout le Royaume-Uni, nous avons souvent entendu des phrases inutiles comme « le Brexit, ça signifie le Brexit », « le meilleur accord pour la Grande-Bretagne » ou « pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord ». Celles-ci n'aident pas à impliquer les gens ou à améliorer leur compréhension du processus. Beaucoup de faits ou de chiffres cités dans les médias ont été contestés ou désapprouvés, il est donc souvent difficile de savoir à quelles sources faire confiance pour

avoir des informations fiables et comment séparer les faits et les opinions. Les discussions sur « l'économie » ont tendance à se concentrer sur le PIB et des concepts insolubles et de niveau élevé plutôt que sur les effets et implications concrètes sur la vie quotidiennes des jeunes. Par ailleurs, les débats portent sur le court terme et prennent en compte les besoins du marché du travail actuel plutôt que ce qui peut convenir à la génération suivante.

Prenons l'exemple d'une question essentielle d'intérêt pratique pour les jeunes : travailler et étudier à l'étranger dans des pays de l'UE. Toute sortes d'études et d'enquêtes (y compris celles menées par UK Youth, le British Youth Council et les groupes militants My Life My Say et Undivided) ont montré que la liberté de circuler est une priorité indéniable pour les moins de 30 ans. Au lieu de spéculer sur le soutien personnel de divers politiciens pour divers accords de transition une discussion plus fructueuse examinerait comment un accord éventuel pourrait permettre de poursuivre les échanges éducatifs, culturels et de compétences.

Refléter les identités et les préoccupations de la génération du millénaire

En tant que citoyens mondiaux aux identités multiples de nombreux jeunes qui ont voté pour rester ont eu le sentiment, à leur grande déception, que la Grande-Bretagne votait pour tourner le dos à la collaboration

BREXIT

internationale. Mais il n'est pas nécessaire que ce soit le cas. Les recherches ont montré que la génération du millénaire est plus en faveur des mesures de protection de l'environnement et considèrent les dommages environnementaux et le changement climatique beaucoup plus comme un problème politique que les générations plus anciennes. Traduire ces valeurs en engagements politiques, par exemple respecter les normes environnementales de l'UE, serait une façon de représenter les préoccupations des jeunes.

Des discussions positives et axées sur les valeurs

C'est peut-être la grande incertitude autour de l'accord final du Brexit qui engendre cette pénurie de connaissances et de renseignements accessibles au public. Mais il est possible d'aller au-delà des aspects techniques du processus et de discuter des valeurs qui pourraient ou devraient soutenir les décisions qui seront prises à l'avenir.

Alors que certains politiques ont parlé positivement de la continuité des relations entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit, il y a bien plus à défendre à l'avenir sur les scènes nationales et internationales.

Notamment en termes d'héritage politique et culturel partagé avec les autres membres de l'UE et d'ambitions de solidarité, d'amitié et de confiance au-delà des frontières nationales. Préserver la solidarité européenne et les valeurs partagées doit être un objectif plus explicite si l'on veut répondre aux identités plus internationalistes des jeunes générations.

Voilà quelques suggestions sur la façon dont les discussions politiques au Royaume-Uni pourraient compte des opinions et priorités des jeunes. Toutefois, cette charge n'incombe pas uniquement aux politiques. Diverses campagnes appellent les politiques

à « écouter » les jeunes, mais n'informent et n'éduquent pas les décideurs politiques sur les opinions et les priorités des jeunes. Sans idées proactives présentées au plan politique, que doivent écouter les politiques ? C'est pour cela qu'il incombe aux organisations de la société et aux groupes militants de s'éloigner des débats binaires et diviseurs pour aller vers une meilleure compréhension des préoccupations des jeunes et de la façon de les traiter par des politiques spécifiques, de manière créative et ambitieuse. Nous ne devons pas abandonner la possibilité d'étudier les opportunités.

“

IL INCOMBE AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ ET AUX GROUPES MILITANTS DE S'ÉLOIGNER DES DÉBATS BINAIRES ET DIVISEURS POUR ALLER VERS UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES PRÉOCCUPATIONS DES JEUNES

”



> AUTEUR

Caroline Macfarland est la fondatrice et la directrice de Common Vision (CoVi) [www.covi.org.uk], un think tank pour les "milléniales" (génération Y), qui analyse les comportements, les attentes et les valeurs des enfants du millénaire sur les objectifs intergénérationnels à long terme, autour du bien commun. Common Vision pense que la force des idées positives peut détoxifier le débat public.



| Les géants des technologies tels que Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft (GAFAM) sont particulièrement habiles dans le recours aux paradis fiscaux, déclare Robert Sweeney

L'ÉQUITÉ FISCALE ET SES MÉCONTENTES

par Robert Sweeney

Les traités successifs de l'UE et la capacité de la Banque centrale européenne (BCE) à mettre la pression sur les nations récalcitrantes prouvent que le niveau de discipline fiscale imposée aux États de la zone euro est sans précédent historique. En même temps, les charges croissantes exercées sur les États en raison de l'augmentation des pressions au niveau environnemental, distributionnel et démographique impliquent une demande de plus en plus grande de dépenses publiques. Vu que les électeurs aux revenus moyens et ceux de la classe ouvrière se tournent vers la droite et semblent de moins en moins vouloir payer davantage d'impôts, il doit se passer quelque chose. Il ne peut en être autrement.

Une conférence récente organisée par la Fondation européenne d'études progressistes, l'Institut Syndical Européen, la cellule de réflexion Think Tank for Action on Social Change (TASC) et d'autres organisations ont

abordé le problème de l'impôt des sociétés des multinationales. Elle a traité de nombreuses questions, notamment celui du rôle des géants du numérique, les paradis fiscaux, les effets de la concurrence fiscale sur les pays en développement, les questions

de transparence et de communication des données, ainsi que l'efficacité des mesures récentes pour freiner ou ralentir l'évasion fiscale des multinationales.

Ces questions sont naturellement pertinentes pour les paradis

fiscaux européens. Comme nous en avons discuté au cours de la conférence, en raison de l'importance des investissements dans la propriété intellectuelle, qui peuvent être entrepris en théorie n'importe où, les géants des technologies tels que Google, Apple,

Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM) sont particulièrement habiles dans le recours aux paradis fiscaux. L'évasion fiscale n'est bien sûr pas limitée au secteur des technologies. Un rapport récent d'Oxfam, présenté à la conférence, a répertorié l'Irlande, la Belgique et le Luxembourg comme des pays clés dans le domaine des stratégies d'évitement des banques européennes. Non seulement les paradis fiscaux diminuent les capacités fiscales des États européens, mais ils causent aussi des dommages significatifs aux pays en développement. Les étapes en vue d'une plus grande harmonie fiscale font face à une résistance vigoureuse comme l'illustre le refus de l'Irlande jusqu'à tout récemment de percevoir 13 milliards d'euros d'impôts, somme que l'UE estime être due par Apple.

Il y a cependant des raisons non négligeables de l'opposition à une plus grande harmonisation de la fiscalité des entreprises. Je suis d'avis que malgré la diminution du taux effectif au niveau international, les revenus provenant des bénéficiaires des entreprises florissantes ont, du moins en Irlande, atteint un niveau record. De manière significative, les plaintes provenant de la France, de l'Allemagne et d'autres puissances

#FairTaxation
#GAFAM Le niveau de discipline fiscale imposée aux États de la zone euro en particulier est sans précédent historique.

@sweeneyr82



“
UN PAYS TEL QUE LES PAYS-BAS A LONGTEMPS ÉTÉ UN PAYS SOPHISTIQUE SUR LE PLAN TECHNOLOGIQUE. C'EST POURQUOI UNE TRANSITION ÉLOIGNÉE DES ACTIVITÉS BASÉES SUR LES PARADIS FISCAUX SERAIT PROBABLEMENT ASSEZ GÉRABLE.
 ”

majeures selon lesquelles les régimes des paradis fiscaux constituent un avantage inéquitable sont hypocrites, et c'est le moins que l'on puisse dire. En règle générale, les pays riches sont devenus riches en grande partie en protégeant leurs propres industries. Les vertus des marchés libres et du libre-échange étaient alors prêchées par les riches et les pays riches (et dûment reprises par les programmes économiques du monde entier). À ce jour, la réalité, bien sûr, est autre. Pour prendre seulement un exemple parmi tant d'autres, l'UE a discuté pendant 13 ans avec les États-Unis dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour savoir qui verse le plus d'argent en subsides octroyés à leurs compagnies aériennes respectives, Airbus et Boeing. De plus, le soutien et le développement par l'état

américain ont joué un rôle central dans la création de l'aviation moderne, sans lequel les avions commerciaux de Boeing n'auraient certainement pas été rentables sur le plan commercial. L'UE ne se préoccupait guère non plus des grands plans de sauvetage destinés aux systèmes bancaires en Irlande, à Chypre et ailleurs.

Donc, en s'adressant à l'évasion fiscale des GAFAM et des autres entreprises, il faut reconnaître la réalité: le soutien public et les avantages inéquitables sont la règle et pas l'exception dans le capitalisme de marché étatique. Un pays tel que les Pays-Bas a longtemps été un pays sophistiqué sur le plan technologique. C'est pourquoi une transition éloignée des activités basées sur les paradis fiscaux serait probablement assez gérable. Des pays

comme l'Irlande, Malte et Chypre ont, par comparaison, des niveaux de vie significativement plus bas en dépit du revenu par habitant affiché. De plus, les pays européens de la périphérie ont, pour des raisons historiques, longtemps lutté pour créer de la valeur ajoutée et des exportations complexes à partir de leurs secteurs domestiques. Ils croulent bien sûr sous la richesse en comparaison avec les pays en développement qui souffrent de bas revenus en raison de l'évasion fiscale des multinationales. Cependant, les mesures en vue de l'harmonisation fiscale doivent être assorties d'essais sérieux de modernisation industrielle. Mais cela est l'objet d'un autre travail.



> AUTEUR

Robert Sweeney est chercheur, spécialiste des inégalités à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et à la cellule de réflexion Think Tank for Action on Social Change (TASC). Il effectue des analyses politiques sur les inégalités en Irlande et dans l'UE. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Leeds. Sa thèse a mis l'accent sur les marchés financiers et les investisseurs, les activités bancaires, la macroéconomie internationale et le logement. Il s'intéresse aussi aux débats sur les écoles alternatives et la méthodologie dans l'économie et la propriété.

DÉMOCRATIE



| L'Europe a abandonné toute l'industrie électronique et l'industrie de la data aux californiens, chinois et coréens, selon Laurent Alexandre

GAFAM VERSUS UNION EUROPÉENNE

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Laurent Alexandre

La décision de mettre en place une taxe sur le numérique pour que les pays est au coeur des débats entre les Etats membres. Toutefois l'impact des GAFAM semble aller au-delà des retombées économiques. Laurent Alexandre revient sur le retard pris par l'union européenne.

Comment analysez-vous la réaction de l'Europe et des Etats face aux géants du numérique ?

L'Europe ne comprend pas l'économie de la donnée. La régulation du cybermonde va être un enfer mais elle n'a pas saisis que l'intelligence artifi-

cielle s'éduque à partir d'une montagne de données et que ceux qui les détiennent sont les nouveaux maîtres du monde, ceux qu'on appelle GAFAM (pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ou le versant chinois BATX (pour Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi)

Donc la web-tax proposée par la Commission européenne n'est pas franchement une bonne idée ?

Non, il faut faire payer les GAFAM car ils éludent trop l'impôt. Mais ce n'est pas en leur faisant payer des impôts que

nous allons régler le problème, le problème c'est que nous n'avons pas de GAFAM européen !

Que devrait-elle faire ?

L'Europe est dans un piège. Elle régule des acteurs qui ne sont pas européens mais elle n'a pas de pouvoir. La vassalisation, à la

#GAFAM Total vient d'annoncer qu'elle confie son exploration pétrolière à Google @dr_l_alexandre



fois numérique et technologique de l'Europe, ne peut pas être freinée facilement. Pour contrôler cette nouvelle aristocratie de l'Intelligence artificielle et le système qu'ils ont créé, il faut une expertise multidisciplinaire c'est-à-dire des compétences technologique, de compréhension et d'interaction entre le droit, la politique, l'économie de la data et la technologie que la classe politique n'a pas.

L'Intelligence artificielle n'est pas si vieille, comment en est-on arrivé là si rapidement ?

On a rien vu arriver. On est passé d'une Europe leader des télécommunications, avec Nokia qui raflait 50% du marché mondial, à une Europe qui a abandonné toute l'industrie électronique et l'industrie de la data aux californiens, chinois et coréens.

La situation est-elle remédiable ?

L'Europe n'a pas fini de paniquer. Un bon exemple est à prendre du côté de Total, qui vient d'annoncer qu'elle confie son exploration pétrolière à Google. Total n'a pas d'autres choix car elle n'est pas capable de développer de l'intelligence artificielle à la hauteur des GAFAM. Airbus explique aussi combien Google lui est indispensable ! Nous allons être ultra-dépensants !

Vous êtes très pessimistes ?

L'Europe n'a pas commencé à réfléchir à une stratégie et la gestion de la donnée comme le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) va aggraver le sous-développement de l'Europe. Cela va freiner le développement des acteurs européens plus que les GAFAM et BATX, qui sont déjà des géants et qui ont des armées d'avocats et de lobbysites. En bref, ils s'en sortiront.

Comment le combat aurait-il pu être mené ?

Par de nouvelles élites mais on ne décrète pas des élites. Dans le monde d'aujourd'hui, ceux qui connaissent l'intelligence artificielle vont préférer gagner des millions que d'aller siéger au Parlement européen !

Peut-on transformer cette élite ?

On ne va transformer la sociologie de gens qui font de la politique en un claquement de doigt. On va donc garder d'un côté, des politiques plutôt technophobes et de l'autre, une opinion plutôt populiste, qui n'est pas prête à un raisonnement du type : il faut lancer la guerre technologique contre les GAFAM et BATX, il faut investir plus dans la recherche et dans l'université, etc...

Pourquoi ?

Les citoyens veulent un renforcement de la protection par l'état providence. Ils ne veulent pas qu'on renforce la compétitivité de l'offre.

Comment arriver à porter un discours qui défende l'Etat providence, tout en investissant massivement dans les nouvelles technologies ?

C'est très compliqué mais attention, il n'y aura plus d'Etat providence si on devient une colonie numérique et si on ne devient que des consommateurs et non des producteurs.

Les élites américaines sont très portées sur les technologies ?

Non, mais elles ont moins d'impact sur le cours de la technologie que les nôtres.

Qu'est-ce qui pourrait inverser cette tendance ?

Beaucoup de pédagogie et un changement à la fois de la gauche et de la droite européenne.

Que reprochez-vous à la droite européenne ?

Elle est plutôt technophobe, notamment parce qu'elle a peur du développement de l'intelligence artificielle et de la biologie par rapport à la procréation et

aux projets trans-humanistes.

Et la gauche ?

Elle n'aime pas cette nouvelle économie car elle génère des milliardaires, des inégalités et que dans des secteurs, l'intelligence artificielle menace la clientèle syndicale et politique de la gauche.

Lequel des deux va évoluer le premier ?

Aucun des deux, je le crains.



> AUTEUR

Spécialiste des révolutions technologiques et de leurs enjeux, **Laurent Alexandre** est chirurgien, neurobiologiste et énarque, fondateur de Doctissimo, et de plusieurs entreprises de high-tech. Chroniqueur dans plusieurs médias, il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence dont *La Mort de la Mort*, *La Défaite du Cancer* et le tout dernier, *La Guerre des Intelligences*.



| Au 1^{er} rang des projets de la ville, le retour à la Loire, une des colonnes vertébrales de Nantes.

FAIRE LA VILLE DURABLE, C'EST D'ABORD TISSER DES LIENS

par Johanna Rolland

Le repli semble être ce qui caractérise aujourd'hui l'attitude de certains États. Repli sur ses frontières, sur ses richesses, sur son identité. Il nous faut au contraire inventer un nouvel humanisme, qui cultive la relation, la rencontre au lieu de bâtir des oppositions. Les métropoles sont le bon échelon pour cela, particulièrement en Europe où les villes ont toujours tenu une place essentielle dans l'élaboration d'idées nouvelles. Parce qu'elles sont proches des besoins et des acteurs, parce qu'elles sont à taille humaine, les villes peuvent expérimenter, innover, à travers les services publics locaux, en soutenant les entreprises, les associations, les initiatives citoyennes. C'est cela le progressisme : tisser des liens pour répondre de façon innovante et efficace aux transitions que nous vivons.

Nantes est de ces métropoles progressistes. Dans notre ville, nous voulons faire de ces défis une opportunité pour réinventer une

ville viable, vivable et équitable. Pour devenir une métropole de référence en matière de transitions, une métropole qui participe à un développement équilibré du territoire, au service

de la lutte contre les inégalités. Je crois profondément que c'est à l'échelle des villes, des territoires que s'invente demain et que la mise en réseau des métropoles européennes peut

renforcer notre capacité à innover, à inventer d'autres modèles de développement.

Cette ambition, nous nous en donnons les moyens. A travers

par exemple le Grand Débat Transition Énergétique que nous avons organisé en 2017. A l'issue, nous avons élaboré une feuille de route pour la transition énergétique dans la métropole. Une transition que nous voulons au bénéfice de 100 % des habitants, en utilisant 100 % des ressources renouvelables locales, et en misant sur la participation citoyenne, sur les initiatives de tous les acteurs du territoire. Lors de ce débat, nous nous sommes nourris des retours d'expérience d'autres villes européennes, que ce soit Copenhague, Hambourg, Barcelone ou Malmö. Pour inventer une transition sur-mesure. Ainsi, tous les toits de Nantes seront demain valorisés, pour produire de l'énergie, de la nourriture ou pour purifier l'air, formant ainsi une véritable canopée urbaine qui vit au rythme de la nature. Cet engagement, il contribue à la qualité environnementale de la ville comme à la réinvention de modèles économiques viables et durables, dans lesquels nous maintenons une réelle activité industrielle innovante et nous créons des emplois non-délocalisables, adaptés aux enjeux du territoire.

Inventer une nouvelle urbanité qui tisse des liens, qui intègre les multiples circulations passe par la place nouvelle donnée à la nature en ville. Nous en avons fait un de nos engagements phare en matière de ville vivable. Dans tous les projets urbains que nous menons, dans tous les quartiers, nous avons choisi de mettre la nature au centre, avec au 1er rang, le retour à la Loire, notre colonne vertébrale. Il y a pour cela d'abord un impératif écologique : plus de nature en ville, c'est construire

“

UNE TRANSITION (ÉNERGÉTIQUE) QUE NOUS VOULONS AU BÉNÉFICE DE 100 % DES HABITANTS, EN UTILISANT 100 % DES RESSOURCES RENOUVELABLES LOCALES, ET EN MISANT SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

”

une ville qui respire, autour de ses espaces verts mais aussi de ses cours d'eau. Mais la nature en ville, c'est aussi pouvoir offrir une grande variété d'espaces naturels qui répondent à tous les besoins, dans tous les quartiers, pour tous les âges. Avec de l'exigence et de l'ambition dans les paysages que nous dessinons, pour vivre cette ville « grandeur nature ».

Notre engagement pour la ville durable passe enfin bien sûr par une ville équitable. Une ville facile pour toutes et tous, qui permette à chacun de déployer ses envies, son énergie, ses projets

*#EuropeanCities
Notre engagement
pour la ville durable
passe par une
ville équitable*

@Johanna_Rolland



sur le territoire. En respectant le rythme de chacune et chacun. Cela passe par des actions très nombreuses et variées : l'inclusion de tous les publics dans la ville, quel que soit leur âge, leur origine, leur parcours ou leurs usages de la ville. Nous y travaillons avec les Nantais-e-s, en valorisant le dialogue citoyen sous toutes ses formes, des projets de quartier à l'élaboration de nos politiques publiques. En soutenant les écosystèmes de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire, des industries culturelles et créatives, de l'innovation en santé, de l'activité portuaire, du tourisme, nous contribuons à maintenir et à renforcer une activité économique diversifiée sur le territoire qui permette aux Nantais-e-s de trouver un emploi à la mesure de leurs qualifications et de leur ambition. Et nous attirons aussi de nouveaux talents, de nouvelles entreprises, séduits par la

qualité de ville et la qualité de vie qu'on trouve à Nantes.

Cet exemple nantais, marqué par le jeu collectif, l'innovation, l'expérimentation, il est singulier. Il s'inspire bien sûr des expériences menées ailleurs. Il se nourrit du travail avec nos partenaires historiques comme Cardiff ou Sarrebruck, un dialogue qui s'est élargi à de nombreuses autres métropoles européennes à travers notre investissement au sein d'Eurocities. Mais je crois profondément que c'est sur leur singularité que doivent miser les métropoles progressistes en Europe. Faire une ville durable, ce n'est pas reproduire un modèle. C'est identifier ses atouts, ses ressources, ses acteurs. C'est mettre au jour ses réseaux et travailler à tisser toujours plus de liens, pour toujours plus d'humain. Une ville, c'est d'abord les gens qui la font vivre et nous devons permettre qu'ils puissent continuer d'y vivre facilement et sereinement au quotidien et d'y projeter des rêves, des horizons, des imaginaires.



> AUTEUR

Johanna Rolland est maire de Nantes depuis 2014. Elle est la première femme à diriger cette municipalité.



| Pollution de l'air à Paris, France

LE COMBAT POUR UN AIR PUR, UN PROBLÈME SOCIAL

par Kathleen Van Brempt

Selon l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'exposition à la pollution de l'air dans toute l'Europe cause environ un demi-million de décès prématurés. La pollution de l'air est avant tout un problème social. Ce sont les groupes les plus vulnérables et les plus désavantagés socialement qui souffrent le plus : les jeunes enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées. La pollution crée ainsi un autre type d'inégalité et aggrave celles existantes.

Tant que près de 90 % des citoyens Européens sont exposés à des niveaux de pollution de l'air jugés préjudiciables à la santé humaine, le combat européen pour un air de meilleure qualité devra se poursuivre. C'est pour cela que le Parlement européen s'est vigoureusement opposé aux plans de la Commission européenne de retirer le projet "Air Pur pour l'Europe" de son programme de travail. Cela a forcé la Commission à faire marche arrière et à le poursuivre ce qui a abouti, entre autre, à un accord entre le Parlement et le Conseil portant sur une directive révisée sur le plafond des émissions nationales assortie de plafonds nationaux plus ambitieux en matière d'émissions. Les réductions de pollution, qui ont été convenues, diminueront les impacts de la pollution de l'air sur la santé d'environ 50 % d'ici 2030.

Le Parlement européen a également examiné minutieusement la réglementation défectueuse de l'Europe sur les émissions des voitures. La commission d'enquête « Dieselgate » a été très claire sur le fait que, en particulier, les réglementations "Euro 5" et "Euro 6" sur les voitures diesel ont échoué en ce qui concerne les émissions d'oxydes d'azote. Il ne fait aucun doute que l'introduction d'un véritable test sur les émissions pour l'homologation des nouveaux véhicules va, avec l'accord sur un nouveau règlement sur l'homologation et la surveillance des véhicules, améliorer la performance environnementale des nouvelles voitures arrivant sur le marché européen.

Mais cela en soi ne réglera pas le problème. Il se pourrait que les limites « à ne pas dépasser » pour les voitures "Euro 6" aillent au delà de 110 % au cours des trois prochaines années. D'autant que lorsque les normes d'émission "Euro 6" seront enfin respectées, les normes européennes seront à la traîne de celles qui sont en vigueur en Chine et aux États-Unis. Par ailleurs, on estime que 37 millions de voitures diesel et de camionnettes très polluantes continuent de circuler sur les routes de l'UE.

Les limites des zones à faibles émissions

Les villes cherchent des moyens de restreindre l'accès des voitures les plus polluantes via des Zones à faibles émissions (LEZ), mais l'actuelle classification Euro des voitures ne convient pas à cet objectif. En raison de procédures de test obsolètes et irréalistes, certaines voitures diesel "Euro 6" autorisées dans les LEZ pourraient bien être plus polluantes que les modèles plus anciens qui sont interdits. Cela rend inefficaces les LEZ basées sur les classes Euro. L'alternative des interdictions directes du diesel entraînera une augmentation des exportations de voitures très polluantes vers les États membres de l'UE centrale et orientale. Les problèmes de la qualité de l'air seront exportés, pas résolus.

Il faut donc prendre de toute urgence d'autres mesures. Tout d'abord, comme cela est recommandé par la commission d'enquête Dieselgate, la Commission doit proposer des normes d'émission "Euro 7" plus

strictes pour les voitures du parc automobile à partir de 2025. Ces normes d'émission doivent être conformes aux limites plus strictes existant en Chine et aux États-Unis. Ensuite, l'UE doit obliger les fabricants automobiles à réparer la flotte "Euro 5/6" actuelle, avec des ajouts d'équipements, afin de respecter les normes d'émission « en utilisation normale » exigées par la législa-

#AirQuality « Les réductions de pollution qui ont été convenues diminueront les impacts de la pollution de l'air sur la santé d'environ 50 % d'ici 2030. » @kvanbrempt



tion "Euro 5/6". En troisième lieu, nous devons mettre en place un réseau de télédétection à l'échelle de l'UE pour surveiller les véritables émissions mondiales de la flotte automobile, identifier les véhicules excessivement polluants et suivre les voitures susceptibles d'être illégalement manipulées. Enfin, sur la base des résultats de ce réseau de télédétection et d'essais sur route indépendants, nous devons mettre au point un système d'étiquetage des voitures pouvant être utilisé par les villes pour avoir des Zones à faibles émissions efficaces. Les échanges transfrontaliers de données doivent permettre aux visiteurs étrangers d'avoir un accès automatique aux villes avec des LEZ basées sur la reconnaissance

automatique de plaques d'immatriculation (ANPR). Ces échanges transfrontaliers de données permettront également aux autorités responsables de l'application des LEZ de percevoir des redevances auprès des véhicules étrangers non conformes.

Grâce à ces mesures supplémentaires, nous serons en mesure d'améliorer la santé de nos citoyens et de rétablir la confiance dans les institutions de l'UE. La pollution de l'air est de toute évidence un sujet où l'UE peut prouver sa valeur ajoutée.



> AUTEUR

Kathleen Van Brempt est députée européenne et vice-présidente du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen.



© shutterstock

1 400 000 personnes sont décédées prématurément en 2014 dans les 28 États membres de l'UE. Elles ont été exposées à un air de mauvaise qualité (Organisation mondiale de la santé et l'Agence européenne pour l'environnement)

AMÉLIORER L'AIR QUE NOUS RESPIRONS

par Teresa Ribera

« Chaque bouffée d'air que vous respirez compte » déclarent les habitants de Pékin. Ils reprennent le concept de la 'Blue Skies Diplomacy' la « diplomatie du ciel bleu ». Une position adoptée par le gouvernement chinois au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) qu'ils ont accueilli en 2015.

Vous pouvez « voir » la pollution à Delhi ou à Pékin. Et parfois, vous pouvez aussi la « voir » à Madrid ou à Paris, mais ne pas voir la pollution ne signifie pas que vous respirez de l'air pur. D'après Teresa Ribera, il est temps de changer nos habitudes pour retrouver une meilleure qualité d'air.

En cette période de bouleversement environnemental, la qualité de l'air est reconnue comme une priorité. Elle lie le quotidien des citoyens aux politiques environnementales. Il existe des éléments décisifs derrière ce besoin de changement. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Agence européenne pour l'environnement, 400 000 personnes sont décédées prématurément en 2014 dans les 28 États membres de l'UE. Elles ont été exposées à un air de mauvaise qualité. Il est également nuisible aux écosystèmes, aux systèmes des sols et des cours d'eau, il a un impact sur la biodiversité, l'agriculture et, au final, sur les modèles socio-économiques.

Des mesures politiques ont été prises depuis longtemps. Pendant des années, des mesures ont été adoptées pour améliorer la qualité de l'air. Mais « l'amélioration » technique n'est plus suffisante. Elle est devenue une priorité majeure dans la politique et l'économie, un sujet de société qui mérite que l'on se

#AirQuality
«Aujourd'hui nous remarquons des citoyens défendant leur droit de profiter d'un environnement sain devant les tribunaux»
@Teresaribera
@iddrilefil



“

LA MOBILITÉ ET L'AIR FRAIS CONSTITUENT DES PROBLÈMES DE GRANDE ENVERGURE QUI SONT LES MOTEURS D'UN CHANGEMENT IMPORTANT DANS LES MODÈLES SOCIAUX.

”

mobilise davantage en apportant des réponses adéquates. 82 à 85 % de la population urbaine totale en Europe est exposée à des concentrations s'élevant à PM_{2,5} (particules fines en suspension) et plus, d'après les références de l'OMS et de l'UE. Ce pourcentage atteint les 95 à 98 % pour l'ozone (O₃).

Les sources de pollution sont multiples et variées. Outre les émissions industrielles, le chauffage des maisons ainsi que l'utilisation d'engrais et les carburants polluants représentent une préoccupation majeure pour la population. Face à ces pratiques il existe plusieurs évolutions intéressantes.

De plus en plus de citoyens interpellés par la qualité de l'air

La prédominance des voitures ou autres moyens de transport sont

une manière simple d'identifier l'impact sur la qualité de l'air et les biens publics étant donné que la source du problème est un débat au sein de l'espace public.

Prenons l'exemple de Paris où le débat public relatif à l'utilisation des berges le long des rives de la Seine est très enflammé. 1419 hectares sur un total de 2800 hectares dédiés aux rues et aux places sont destinés à l'usage des voitures (200 hectares pour le stationnement), ce qui empêche d'autres usages potentiels pour les citoyens.

La mobilité et l'air frais constituent des problèmes de grande envergure qui sont les moteurs d'un changement important dans les modèles sociaux. La technologie n'est plus l'unique facteur référent pour le changement. Pendant longtemps, le manque de choix ou le manque de demande a freiné les décideurs politiques, mais ce n'est

plus le cas. Aujourd'hui, nous remarquons de plus en plus que des citoyens défendent leur droit de profiter d'un environnement sain devant les tribunaux. Ils se battent contre l'industrie automobile ou le manque d'ambition des autorités locales et nationales. Les maires de nombreuses villes ont compris qu'il est nécessaire qu'ils soient à la tête de ce changement. La participation des citoyens et l'action au niveau local représentent des outils puissants, mais seuls, ils ne font pas le poids. Les gouvernements européens et les institutions de l'UE ont la possibilité et l'obligation de traiter ce problème dans le cadre du paquet énergie-climat. Ceci est un plan d'action pour la mobilité et le transport qui exerce un impact sur la santé des citoyens et sur l'industrie ainsi que sur la confiance dans la capacité de l'UE à construire un avenir commun attractif pour ses citoyens.



> AUTEUR
Teresa Ribera est directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)



© shutterstock

Le niveau du salaire minimum défini par la loi dans un pays donné doit être cohérent avec les niveaux de productivité de ce pays-là, déclare l'économiste Rémi Bazillier.

LES AVANTAGES D'AVOIR UN SALAIRE MINIMUM LÉGAL

Interview avec Rémi Bazillier

Progressive Post : Pourquoi est-ce nécessaire d'avoir un salaire minimum légal (c.-à-d. déterminé par la législation d'un pays) ?

Un salaire minimum est un outil efficace pour accroître les niveaux de vie et lutter contre la pauvreté. Le pouvoir de négociation

des travailleurs a été érodé par la mondialisation, la concurrence accrue et la financiarisation de l'économie. Dans ce contexte, la compétition entre les travailleurs peut entraîner une course vers le bas, ce qui est sous-optimal pour l'ensemble de l'économie car cela tend généralement à faire baisser la demande globale.

Les opposants au salaire minimum ont tendance à affirmer qu'il détruirait des emplois, particulièrement les emplois peu qualifiés. Partagez-vous leur opinion ?

Les contextes sont très différents d'un pays à un autre. Le niveau du salaire minimum défini par

la loi dans un pays donné doit être cohérent avec les niveaux de productivité de ce pays-là. Mais globalement, la plupart des études universitaires n'ont pas réussi à trouver un impact significativement négatif lié au fait d'avoir un salaire minimum pour l'emploi. Dans certains cas, c'est le contraire. Un salaire minimum

peut favoriser la création d'emplois lorsque les salaires sont trop bas sans aucune législation.

Le débat semble donc ouvert...

Un argument supplémentaire est que le fait d'avoir un salaire minimum est une politique qui pousse les entreprises à investir dans la productivité et la qualité. Si les entreprises sont confrontées à des coûts du travail plus élevés, elles doivent améliorer leur productivité et rester compétitives. Il agit par conséquent comme incitation pour les entreprises dynamiques à orienter de préférence leurs investissements vers la R&D, à avoir une meilleure gestion des ressources humaines et à améliorer la qualité des biens et/ou des services qu'elles produisent.

Ce que vous dites, c'est que les entreprises réagissent à leur environnement institutionnel?

Dans un environnement de bas salaires, les niveaux de productivité sont également bas. Les stratégies alternatives faisant augmenter les salaires pourraient générer des résultats plus positifs, avec des travailleurs plus productifs.

Quel est l'avantage d'avoir un salaire minimum dans autant de secteurs ?

Il est nécessaire de définir un salaire minimum afin d'éviter la concurrence déloyale entre les entreprises et les travailleurs. Les normes minimales doivent être définies au moins au niveau du secteur. Les producteurs vendant les mêmes biens et services doivent suivre les mêmes

règles. Mais il faut aussi un salaire minimum intersectoriel. Comme nous l'avons vu dans le cas allemand, avant l'introduction d'un salaire minimum national, l'absence de salaire minimum dans certains secteurs (comme l'agriculture) a mené à de grandes disparités dans les salaires d'un secteur à l'autre, ce qui augmente les inégalités. Cela a aussi créé des distorsions sur le marché au niveau européen pour ces secteurs spécifiques, avec beaucoup de sociétés se livrant au dumping social.

Pourquoi êtes-vous favorable à un salaire minimum dans toute l'UE ?

Les pays de l'UE sont en concurrence les uns avec les autres et cela peut avoir des conséquences néfastes sur le niveau de vie des travailleurs. Fixer un salaire minimum dans chaque pays de l'UE est une nécessité économique et sociale. Le niveau national doit

de productivité, et ensuite de faire en sorte que les niveaux de productivité et de salaire convergent à moyen terme.

Sur quelle base appuyez-vous votre raisonnement ?

Nous avons vu les conséquences économiques des déséquilibres macroéconomiques trop importants entre les pays excédentaires et déficitaires au sein de l'Union européenne. Un pays avec un excédent commercial gagne plus avec ses exportations qu'il ne dépense sur les importations, ce qui fait de lui un pays exportateur net. Ces déséquilibres sont un facteur de création de l'instabilité et des crises. Les disparités en termes de salaires sont aussi un facteur majeur ayant un impact sur ces déséquilibres. Les pays avec un excédent commercial, ou les pays exportateurs nets, doivent augmenter leurs salaires afin de réduire ces déséquilibres. Il s'agit là d'une nécessité macroéconomique. La fixation d'un salaire minimum est le bon outil pour atteindre cet objectif.

Quel est le meilleur exemple de pays avec un salaire minimum ?

Il n'y a pas de « meilleur exemple ». Chaque pays a sa propre histoire, ses propres institutions et son propre cadre réglementaire. Dans les pays nordiques où la négociation collective est forte, les syndicats sont capables de négocier un salaire minimum avec de bons résultats. Dans d'autres contextes, comme en Allemagne, le salaire minimum était nécessaire en complément des conventions collectives sectorielles. En France, la négociation collective est beaucoup plus faible et il faut que le salaire

minimum national soit défini au niveau de l'État. Chaque pays doit définir sa propre manière d'atteindre ces objectifs. Mais lorsque les syndicats et la négociation collective sont faibles, l'intervention de l'État est nécessaire.

*#MinimumWage, #EUminimumwage
« Fixer un salaire minimum dans chaque pays de l'UE est une nécessité économique et sociale. »*

@remibaz



> AUTEUR

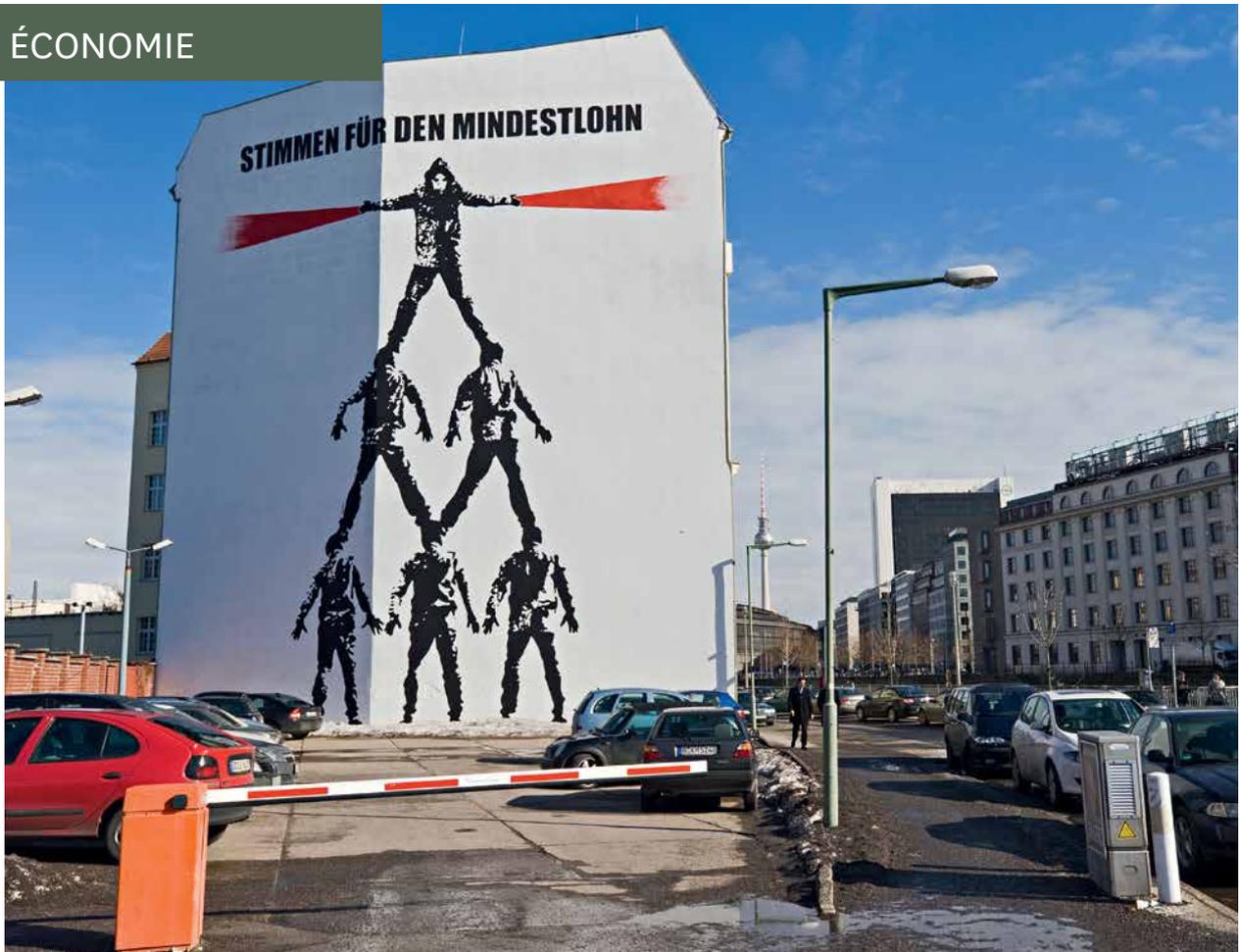
Rémi Bazillier est professeur des universités en économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, à Paris. Ses domaines de recherche comprennent l'économie du développement, l'économie ouvrière et le développement durable. Il est également membre du Conseil scientifique de la FEPS et programme Next Left depuis plusieurs années.

*#MinimumWage, #EUminimumwage
« Dans un environnement de bas salaires, les niveaux de productivité sont également bas. »*

@remibaz



prendre en compte le niveau de productivité. L'objectif n'est pas de fixer le même niveau de salaire minimum pour chaque pays, mais de définir un niveau minimum qui respecte le niveau



| "Stimmen für den Mindestlohn" (Voix pour le salaire minimum), peinture murale Die "Menschenpyramide" (pyramide de l'homme) par Victor Ash à Berlin, Allemagne

POUR UN SALAIRE MINIMUM DANS L'UE

par Guillaume Balas

L'Union européenne fait face à des défis économiques et sociaux majeurs qui n'ont pas été traités depuis la création du marché unique de l'UE et de la zone euro. La fixation d'un salaire minimum est un moyen d'éviter la menace persistante du dumping économique, fiscal et social au sein de l'Union européenne mais également de poursuivre le processus d'intégration européenne. Guillaume Balas présente certaines des options que les décideurs politiques doivent prendre en compte.

L'une de mes propositions en tant que rapporteur d'une résolution du Parlement européen sur le dumping social approuvée par les eurodéputés en septembre 2016, était la suivante : que chaque pays membre de l'UE dans l'Union adopte un salaire minimum d'au moins 60 % de son salaire moyen national.

À cet égard, l'idée d'un salaire minimum est un instrument efficace conçu pour lutter contre la pauvreté et le risque de déflation dans toute l'Europe. Cette première étape en direction d'une meilleure coordination des marchés du travail européens aurait aussi un impact positif sur la coordination globale des politiques macroéconomiques.

Je défends le principe des planchers salariaux minimums fixés dans tous les pays de l'UE selon leurs pratiques nationales respectives, notamment le rôle joué par les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et syndicales) dans le processus de la fixation des salaires. Toutefois, il faudrait que certains secteurs spécifiques en Europe aient un mécanisme de fixation de salaire commun, comme le secteur du transport

routier. Divers aspects, comme la fragmentation des opérations de marché, la question des opérations de transport international et la complexité des règles à appliquer, mènent à un contournement inacceptable du droit du travail et des droits sociaux.

Je suis, par conséquent, en faveur d'un salaire minimum européen pour les opérations de transport routier international, qui pourrait s'appuyer sur les normes économiques et sociales les plus ambitieuses actuellement en vigueur en Europe et qui pourrait être défini plus précisément en association complète avec les partenaires sociaux et les acteurs politiques au niveau national et européen. Cela éviterait la concurrence déloyale et enverrait le signal clair que l'Union européenne est capable de définir des politiques concrètes en accord avec une convergence sociale ascendante.

Accords sectoriels

Des accords sectoriels peuvent être adoptés si nous sommes capables de réunir les partenaires sociaux dans un domaine spécifique. Cela pourrait être

la bonne méthode dans le secteur de la construction, dans les activités transfrontalières et comme cela a déjà été mentionné, dans le secteur du transport routier international. En tant que précondition pour ces accords, les institutions européennes doivent clairement indiquer la base de ce genre de discussions : cela pourrait être l'opportunité de donner un contenu concret au Socle européen des droits sociaux. À cet égard, le seul élément nécessaire en Europe, c'est la volonté politique. Je livrerai cette bataille avec de nombreuses forces progressistes en Europe dans les prochains mois.

#MinimumWage, #EUminimumwage "Chaque pays membre de l'UE doit adopter un salaire minimum d'au moins 60 % de son salaire médian national."

@BalasGuillaume



> AUTEUR

Guillaume Balas est député du Groupe de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. Il siège à la Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement.



© shutterstock

I Les salaires dans les restaurants à service rapide sont souvent bas

SALAIRE MINIMUM : UN SYSTÈME EUROPÉEN BASÉ SUR L'ÉGALITÉ

par Özlem Onaran

Un système européen de salaires minimums peut aider à sortir les gens de la pauvreté et contribuer également à l'égalité, à une productivité plus forte et à des budgets du secteur public plus sains. La mise en place d'un salaire minimum légal suffisamment élevé fait partie des outils politiques les plus efficaces pour s'attaquer à la croissance inquiétante de la pauvreté au travail.

Certaines données montrent qu'un salaire minimum plus élevé peut substantiellement réduire l'inégalité. L'Organisation internationale du travail (OIT), entre

autres, s'est exprimée à ce sujet. Notre récente recherche menée à la Fondation européenne d'études progressistes - Centre de recherche en économie politique de Greenwich (FEPS-GPERC) montre que le salaire

minimum est aussi très efficace pour augmenter la part de salaire en proportion du revenu national. Cet effet est pertinent pour les travailleurs de tous les groupes de compétence et dans les secteurs des services comme

de la fabrication. C'est également une politique clé pour réduire les écarts salariaux élevés entre hommes et femmes.

Une augmentation du salaire minimum réduit non seulement

la dépendance des personnes aux prestations sociales ou à la dette, mais améliore aussi la demande et la croissance dans une économie basée sur les salaires comme celle de l'Europe. Les personnes à faible revenu dépenseraient une plus forte proportion de leur revenu et cela entraînerait des effets positifs sur la croissance et l'investissement dans chaque pays européen, en particulier là où les politiques visant à augmenter les salaires sont coordonnées, comme le montre notre récente recherche FEPS-GPERC-TASC-ECLM. Ces politiques incluent l'amélioration de la législation syndicale, la couverture de la négociation collective, la législation sur l'égalité de rémunération, les dépenses publiques dans l'infrastructure sociale ainsi que l'augmentation du salaire minimum pour stimuler la part salariale dans chacun des pays membres de l'UE.

Au niveau de l'UE, le salaire minimum peut aussi être utilisé comme outil de convergence, avec des taux minimums spécifiques au pays définis par rapport au salaire médian de chaque pays, d'une manière similaire à celle élaborée par Schulten et Watt en 2007. Cette politique serait ensuite intégrée dans une politique de coordination des salaires plus large permettant de réaliser une convergence ascendante dans les salaires pour soutenir la cohésion socio-économique.

Une stratégie de salaire vital est nécessaire

Sur le moyen terme, nous avons besoin d'une stratégie qui

rende décent le salaire minimum légal grâce à des hausses progressives. Après chaque augmentation, les effets sur l'emploi peuvent être évalués avant de procéder de nouvelles majorations. Une fois le niveau de salaire vital atteint, les augmentations allant au-delà pourraient être liées à la fois à l'inflation et à la productivité moyenne du travail, comme Pollin l'a décrit. Au cours de la période de transition des ajustements progressifs aboutissant au salaire minimum légal, les taux du salaire vital doivent être utilisés au sein des organisations du secteur public et doivent être imposés aux entreprises privées travaillant en tant qu'entrepreneur ou fournisseur du secteur public. Même après la convergence du salaire minimum national vers un salaire vital, les autorités locales doivent alors être capables de définir leurs propres normes de salaire vital à des niveaux plus élevés que le salaire minimum légal national étant donné que les coûts de la vie sont différents selon le lieu.

Effets positifs du salaire minimum

Les études portant sur les effets du salaire minimum montrent qu'il n'y a pas de preuve significative d'une association négative entre le salaire minimum et l'emploi. Dans le cas du Royaume-Uni, le salaire minimum a réduit l'inégalité sans effets négatifs significatifs sur l'emploi. En Allemagne, l'introduction d'un salaire minimum de 8,50 € en janvier 2015 (maintenant augmenté à 8,84 €) s'est en fait traduit par

une contraction du chômage et du chômage des jeunes. Le mythe sur les effets négatifs du salaire minimum sur l'emploi des jeunes a aussi été discrédité par une recherche sur l'industrie de la restauration rapide, un employeur important de jeunes travailleurs. Le salaire minimum y a par ailleurs conduit à une augmentation et non une diminution des emplois de jeunes aux États-Unis. En fait, augmenter le salaire minimum peut aussi accroître les taux de participation de la force de travail, étant donné qu'un emploi mieux rémunéré devient attrayant.

Les effets positifs du salaire minimum ne se trouvent toutefois pas seulement dans la quantité du travail mais, de manière cruciale, dans sa qualité. Un salaire minimum plus élevé réduit le renouvellement du personnel parmi les travailleurs et crée une stabilité de l'emploi pour les travailleurs à bas revenus, ce qui en retour permet aux entreprises d'accroître leur productivité. De plus, il s'avère qu'ils améliorent le bien-être général des employés au travail et l'équilibre travail-vie privée et qu'ils contribuent à une meilleure ambiance sur le lieu de travail. Ce n'est pas un hasard si une étude menée par la Greater London Authority a trouvé que 80 % des employeurs pensent que le salaire vital a amélioré la qualité du travail.

Pour résumer, une politique coordonnée des salaires minimums européens est une situation gagnant-gagnant pour atteindre un

développement équitable, une convergence, une productivité plus forte et des budgets du secteur public sains.

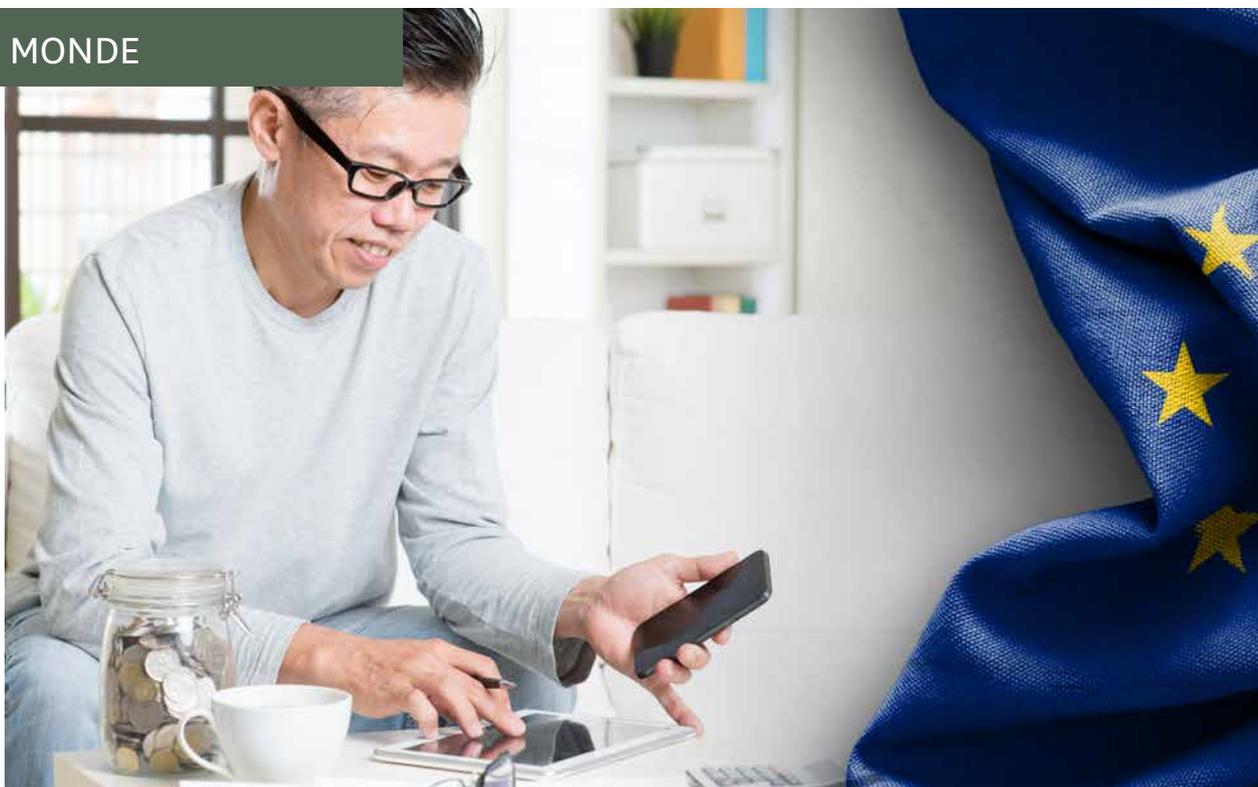
**#MinimumWage,
#EUminimumwage**
Une politique coordonnée des salaires minimums européens: une situation gagnant-gagnant pour atteindre un développement équitable, une convergence, une productivité plus forte et des budgets du secteur public sains

@GPERC_UoG



> AUTEUR

Özlem Onaran est directeur du Centre de recherche en économie politique de Greenwich et professeur d'économie à l'Université de Greenwich.



© shutterstock

| Entre 2015 et 2016, les investissements directs à l'étranger (IDE) européens ont augmenté de 49 %

ÉVALUATION DES RELATIONS UE-CHINE

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Jo Leinen

Lors d'un entretien avec The Progressive Post, l'eurodéputé Jo Leinen donne son avis sur les relations UE-Chine et notamment sur les nouvelles Routes de la soie initiées par la Chine, les investissements chinois dans l'UE, comme l'achat du port du Pirée en Grèce, et sur la coopération à venir entre l'UE et la Chine.

Comment définiriez-vous la relation supposée « gagnant-gagnant » entre l'UE et la Chine au bout de cinq ans ?

L'initiative Route de la soie (Belt and Road - BRI) de la Chine représente un défi et une opportunité pour l'Europe. Un défi parce qu'il s'agit d'une initiative chinoise unilatérale de s'ouvrir au monde

(avec les standards de la Chine) et une opportunité pour l'Europe de se rapprocher de la Chine dans le cadre de nombreux projets d'infrastructure (Europe de l'Est, Asie et Afrique).

N'y a-t-il qu'une seule position européenne vis-à-vis de la Chine ?

Malheureusement, les 28 États membres de l'UE ont

des positions assez diverses. J'espère que la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, pourra présenter une nouvelle feuille de route entre l'UE et la Chine, en juin 2018. L'UE doit absolument parler d'une seule voix et tenir un langage commun avec la Chine, sinon nous n'aurons

#China-#EU

Nous ne jouons pas sur un pied d'égalité en termes de règles de marché et de compréhension politique

#NewSilkRoad



aucune influence et nos intérêts et valeurs s'en trouveront affaiblis.

Étant donné la réaction du public vis-à-vis des derniers accords commerciaux, comme avec le Canada et les États-Unis, êtes-vous préoccupé par l'opinion publique européenne envers la Chine ?

Oui, bien sûr, la Chine représente un défi parce que son système politique est différent et qu'elle n'a pas une économie de marché. Les produits provenant de Chine et arrivant sur notre marché sont partiellement subventionnés et il existe des restrictions majeures en termes de financement et d'investissements en Chine. Nous ne jouons pas sur un pied d'égalité en termes de règles de marché et de compréhension politique. Beaucoup de gens dans l'UE s'inquiètent que nous soyons en mauvaise position et donc les perdants dans cette relation commerciale.

Comment pouvons-nous être sûrs que la parité et l'équité seront assurées par cette nouvelle initiative ?

Il est de l'intérêt de l'UE de développer une bonne coopération avec la Chine, mais nous devons nous assurer de jouer sur un même pied d'égalité et que nos actions soient réciproques. Nous voulons plus d'accès au marché et aucune discrimination du gouvernement chinois envers nos sociétés, en ce qui concerne leurs activités en Chine. Par ailleurs, nous devons examiner nos instruments de défense commerciale, qui sont en train

d'être ajustés et améliorés, sur le contrôle des investissements provenant de Chine afin de savoir s'ils répondent à nos standards.

Pensez-vous que la Chine a adopté la bonne attitude avec son initiative «16+1», qui vise à étendre la coopération de la Chine à 11 États-membres et 5 pays des Balkans ?

Le fait que la Chine soit active dans l'UE et qu'elle investisse en Pologne ou en Roumanie, comme elle le fait en Allemagne et au Portugal, ne pose aucun problème. Ce serait un problème pour moi si elle portait atteinte à nos normes et à nos règles.

Cela vous a-t-il posé un problème lorsque la Chine a acheté la totalité du port du Pirée en Grèce ?

Le port du Pirée est florissant. C'est un élément positif pour la Grèce ainsi que son économie. La politique d'austérité a obligé le gouvernement grec à vendre le port. Aucune société de l'UE n'a été capable d'égaliser le niveau de l'offre chinoise. Il est important de noter que la Chine investit principalement dans des projets d'infrastructure (ports, chemins de fer, systèmes énergétiques et réseaux de distribution entre autres). Nous avons besoin d'une vue d'ensemble, au niveau de l'UE, de ce qui est en train d'arriver et nous devons analyser si la Chine a plutôt des actifs que des investissements dans des secteurs d'infrastructure clés, et s'il s'agit d'une stratégie politique visant à influencer les États membres.

Nous devons analyser si la #Chine a plutôt des actifs que des investissements dans des secteurs d'infrastructure clés, et s'il s'agit d'une stratégie politique visant à influencer les États membres.

#NewSilkRoad



Pourriez-vous imaginer la même réaction de la part de l'Allemagne et des Pays-Bas, si la Chine avait essayé d'acheter le port de Hambourg ou de Rotterdam ?

Et bien, en Allemagne, la Chine est en train d'acquérir les entreprises technologiques les plus sophistiquées (le fabricant d'appareils ménagers chinois, Midea Group, a repris l'entreprise de robotique allemande Kuka). On ne veut pas voir la Chine « faire son marché », avec des entreprises publiques qui achètent nos meilleures entreprises européennes. Il y a des limites à ce que l'UE peut accepter, du moins tant qu'il n'y a pas de réciprocité permettant aux sociétés de l'UE de faire la même chose en Chine.

En avril, 27 des 28 ambassadeurs de l'UE en Chine ont signé une lettre critiquant l'initiative sur les nouvelles Routes de la soie de la Chine. Est-ce la bonne approche envers la Chine ?

Il s'agit d'un avertissement de nos ambassadeurs de ne pas

être naïfs et un appel à l'UE pour qu'elle s'unisse. Nos ambassadeurs en poste à Pékin sont bien plus proches de la réalité de la Chine que nos gouvernements et institutions à Bruxelles. J'ai trouvé cela utile qu'ils mettent le doigt sur certains développements problématiques concernant la Chine.

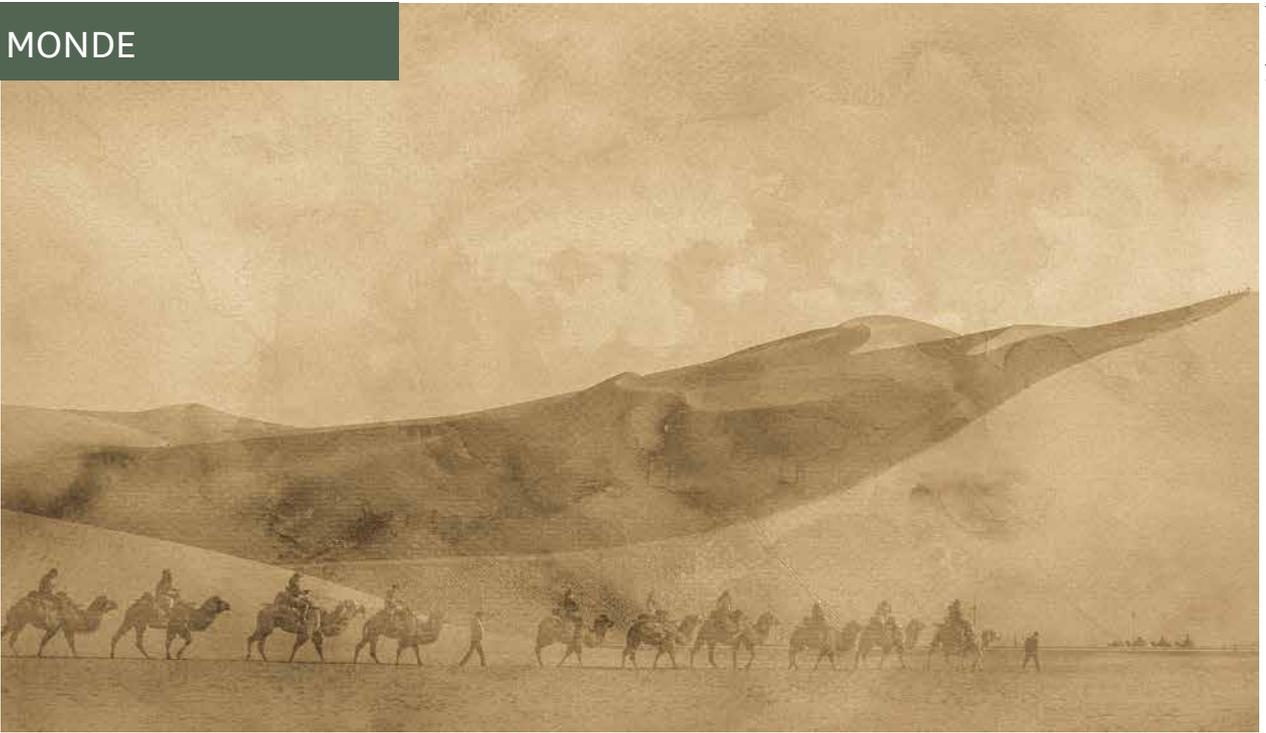
Êtes-vous optimiste quant à la future coopération UE-Chine ?

Oui, parce que nous avons besoin les uns des autres dans le cadre d'une gouvernance mondiale. Quand vous voyez à quel point les États-Unis sont incertains et à quel point la Russie pourrait bien rester problématique encore de nombreuses années, il ne nous reste pas tant de partenaires que cela dans le monde pour réaliser les grandes choses qui sont nécessaires : la protection du climat à grande échelle, le développement économique en Afrique, etc.



> AUTEUR

Jo Leinen est membre du Parlement européen et vient du groupe des Socialistes et Démocrates. Il est eurodéputé depuis 1999 et occupe le poste de président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la Chine depuis 2014.



l "L'imagination spatiale de l'initiative les routes de la soie (BRI) est plus vaste et moins précise géographiquement" a déclaré C. Cindy Fan

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE : CARTOGRAPHIER L'IMAGINAIRE

par C. Cindy Fan

Les représentations spatiales telles que les cartes sont essentielles pour comprendre et interpréter les politiques de la Chine. Les cartes officielles sont disponibles pour certaines politiques, alors que les chercheurs et les observateurs ont également créé leurs propres représentations spatiales des politiques. Dans les deux cas, les visualisations spatiales aident à traduire les politiques en impacts potentiels sur les populations et les lieux pour consolider la manière dont les régions peuvent être conceptualisées à des fins politiques.

Ces dix dernières années, les politiques régionales de la Chine ont hésité entre se concentrer sur les régions côtières orientales et aider les régions intérieures. Au début des années 1960, Mao

a encouragé le programme "Troisième front" (sanxian), qui avait pour objectif de préparer les principales bases industrielles des régions intérieures pour la défense nationale. Barry Naughton, un chercheur universitaire qui étudie la Chine, a très

bien cartographié les différentes phases du Troisième front, en se concentrant sur les provinces intérieures de Sichuan, Guizhou, Hubei, Shaanxi et Gansu. En évitant la côte orientale vulnérable sur le plan militaire, des sites éloignés difficiles d'accès

ont été choisis par le gouvernement chinois pour recevoir de nombreux investissements. Dans l'ensemble, cependant, ces activités n'ont pas produit des retours satisfaisants.

La montée de Deng vers la fin des

années 1970 a rendu possible la Doctrine de la porte ouverte, ce qui a permis l'industrialisation vers l'exportation par le biais "des zones économiques spéciales" côtières. Les 14 "villes côtières ouvertes" et les politiques préférentielles avaient pour objectif d'attirer les investissements étrangers. Une nouvelle conceptualisation politique pour les régions a été présentée par le biais de la nouvelle division des "Trois ceintures économiques" (sanda jingji didai). Elle a été introduite lors du Septième plan quinquennal (1986-1990) et a attribuée différents rôles aux régions orientales, côtières, centrales et occidentales. Cette division a légitimé la croissance rapide des provinces côtières telles que Guangdong, en faisant littéralement écho à la première partie de la célèbre déclaration de Deng : "Laissez certaines personnes et régions devenir riches d'abord ; les autres suivront."

Dans les années 1990, il était clair que la deuxième partie de la déclaration de Deng ne se profilait guère à l'horizon. La hausse perçue et documentée des inégalités régionales a nécessité l'émergence d'une nouvelle vision du développement régional qui devait se concentrer sur l'aide aux populations les plus pauvres des régions intérieures pourtant riches en ressources. Le "programme de développement occidental" (xibu da kaifa), annoncé en 1999 par Jiang Zemin, avait pour objectif d'encourager la croissance économique de 12 provinces intérieures, qui représentent à elles seules plus de 70 % du territoire de la Chine. Cependant, en dépit d'investissements publics considérables

dans ces provinces, ces dernières ont continué à se retrouver loin derrière les provinces côtières orientales. En somme, la vision régionale d'un développement équilibré n'est restée au final que dans l'imagination des décideurs politiques.

Comparé à ce qui précède, la conceptualisation spatiale de la Nouvelle Route de la Soie (Belt, Region Initiative (BRI en anglais) est plus vaste et moins précise géographiquement. En vertu de son titre, l'initiative BRI suggère des relations et des activités spatiales. Tandis que les médias officiels comme l'agence de presse Xinhua ont publié des cartes de la "Ceinture économique de la route de la soie" moderne et de la "Route de la soie maritime du 21ème siècle", ce qui constitue l'initiative BRI, ces cartes ne sont nullement définitives. Au lieu de cela, les deux ceintures de l'initiative BRI sont fluides, sans restriction et elles évoluent dans l'espace. Bien que la conceptualisation spatiale des deux ceintures ait principalement entouré des parties de l'Eurasie, de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique et d'Asie du Sud-est, elles s'étendent déjà rapidement en Océanie, Amérique latine et au-delà. En bref, aucune carte ne peut identifier, définir et limiter l'expansion géographique et le potentiel géopolitique de l'initiative BRI de manière précise. En fait, la flexibilité du concept et le manque de netteté représentent précisément la manière dont la Chine établit des relations diplomatiques et économiques avec des pays dans toutes les directions, car les deux ceintures imaginaires se développent à travers les terres et les mers.

*#NewSilkRoad
La vision régionale
d'un développement
équilibré n'est
restée au final que
dans l'imagination
des décideurs
politiques.
@CCFAN*



En outre, comparé aux politiques régionales précédentes, l'initiative BRI n'est pas conçue pour donner la priorité à certaines régions de Chine au profit d'autres. En revanche, on s'attend à ce que le pays entier soit impliqué et que les cartes de la Chine liées à l'initiative BRI tendent à inclure des régions plutôt que des catégories comme les "Trois ceintures économiques". Néanmoins, étant donné que les villes chinoises centrales et occidentales comprenant Yiwu, Xi'an, Chongqing et Urumqi sont identifiées comme des destinations de la Ceinture économique de la route de la soie, on s'attend à ce que l'initiative BRI favorise l'urbanisation et le développement économique dans leurs régions limitrophes. Un tel développement peut également aider à alléger le défi de la Chine en matière de migrations, car des centaines de millions de personnes, dont la plupart vivent et travaillent dans les villes côtières orientales sans hukou- système de permis de résidence qui date de la Chine ancienne - urbain, sont séparées de leurs familles qui ne peuvent pas les suivre. Bien que des réformes du système hukou (y compris l'annonce récente par le premier ministre Li Keqiang de donner le hukou

urbain à 100 millions de travailleurs migrants d'ici à 2020) soient prévues pour aider les migrants à rester dans les villes, les Chinois ruraux tendent à préférer les grandes villes côtières et à éviter le hukou urbain dans les villes plus petites et intérieures.

Si l'initiative BRI réussit à rendre les villes intérieures plus attrayantes, elle peut devenir un outil efficace pour résoudre le problème des migrations en Chine.



> AUTEUR

C. Cindy Fan est professeur de géographie et d'études asio-américaines à l'Université de Californie, à Los Angeles (UCLA). Elle s'intéresse à la recherche sur les migrations et le développement régional en Chine. Elle a été la première femme et asiatique à être nommée Vice-doyenne des Études internationales et de l'Engagement global à l'UCLA.



La BRI divise l'Europe avec des politiques stimulantes comme la stratégie numérique, mais la diplomatie bilatérale de la Chine en Europe joue également ce rôle

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE ET L'EUROPE : UN DESTIN TOUJOURS UNI DANS LA DIVERSITÉ ?

par Alisée Pornet

Tout au long de l'année 2017, plusieurs auteurs ont discuté de l'ouvrage *Le destin de l'Europe* (Ivan Krastev) où le continent est mis au défi par la crise des réfugiés et est contesté dans « sa conquête des idéaux » (François Jullien) par la dure réalité d'une communauté politique qui a trop longtemps été menée par des problèmes économiques. Alisée Pornet apporte quelques éléments de réponse à la Belt and Road Initiative chinoise.

D'une certaine manière, la force des idéaux de l'Europe a résisté alors que ses plans économiques ont décliné suite à la crise de la dette. La Chine fait son entrée en Europe avec des flux financiers importants (plus d'un milliard de dollars américains) et des projets exposés à des risques d'endettement, d'après le Center for Global Development, surtout pour le Monténégro qui aspire à devenir un État membre européen). La plupart des projets de la Belt and Road Initiative vont à l'encontre du programme de l'UE pour libéraliser le commerce et faire pencher l'équilibre en faveur des entreprises subventionnées par la Chine, d'après un rapport de la délégation européenne. L'Union européenne reste distante et méfiante vis-à-vis de l'initiative BRI. Cependant, pour certains pays, comme la Hongrie, la Grèce et plusieurs pays situés à l'est de l'Europe, la BRI est considérée comme un programme attractif en raison de ses aspects à multiples facettes, notamment sur le numérique. L'économie numérique européenne a besoin d'après la Commission européenne de plus de 500 millions d'euros. Les entreprises chinoises investissent déjà de l'argent dans l'économie numérique. La plateforme commerciale électronique d'Alibaba (e-WTP) est en train de créer un mouvement pour contrer la mondialisation, en plaçant les petites et moyennes entreprises dans une situation où elles s'opposent aux industries traditionnelles et perturbatrices. Elle le fait au Pakistan, en Malaisie et en Turquie. Huawei développe la connectivité dans des zones rurales des Pays-Bas et de Malte.

#NewSilkRoad
« La Chine fait son entrée en Europe avec plus d'un milliard de dollars américains »

@Aliseepornet



La BRI divise l'Europe

La BRI divise l'Europe avec ses politiques stimulantes comme la stratégie numérique, mais la diplomatie bilatérale de la Chine en Europe joue également ce rôle. 16+1, une initiative politique douce lancée en 2012 pour étendre la coopération multisectorielle avec 11 États membres de l'Union européenne et 5 pays des Balkans, bouscule le canal de dialogue habituel avec les pays de l'est de l'Europe. 16+1 fonctionne comme un bilatéralisme multiple, « une structure bilatérale qui mène à une distribution

inégale du pouvoir que la Chine exploite », d'après le rapport de la délégation européenne. Au-delà des portes de l'Union européenne, des groupes de réflexion chinois comme l'institut de recherche du BRI, travaillent en étroite collaboration avec des leaders des pays du centre et de l'est de l'Europe pour tisser des liens avec des sociétés commerciales et des gouvernements. Le centre pour le développement des connaissances internationales (CIKD), un nouvel organe créé en août 2015 sous le contrôle du Conseil d'État de Chine, fait référence à la Biélorussie comme un exemple réussi de zone économique spéciale située hors de la Chine.

La nécessité d'un contre-argument à la BRI

Et si la Belt and Road Initiative était exactement ce dont l'Union européenne a besoin pour se

redéfinir ? Est-ce un plan à la fois parfait, stratégique, idéologique et très séduisant pouvant être considéré comme donnant à l'Europe une sorte de choc électrique afin qu'elle passe à l'action ? La Belt and Road Initiative ne représente pas de menace ou de danger pour ceux qui peuvent rester unis. Certains événements récents montrent que 16+1 n'est pas insurmontable. Par exemple, 27 des 28 ambassadeurs de l'UE en Chine viennent de signer un rapport particulièrement critique de la BRI chinoise (à l'exception de la Hongrie). L'Union européenne doit élaborer un contre-argument solide à la BRI qui considérera la région orientale d'une manière nouvelle. L'Europe doit recréer une cohésion politique et symbolique, repenser sa relation avec la Chine, mais aussi avec ses nations eurasiatiques.

“

**LA BELT AND ROAD INITIATIVE
 NE REPRÉSENTE PAS DE MENACE
 OU DE DANGER POUR CEUX QUI
 PEUVENT RESTER UNIS.**

”



> AUTEUR

Alisée Pornet est chercheuse, spécialiste de la Chine. Elle est l'auteure de plusieurs articles pour les journaux et elle est en train d'écrire un livre sur la Belt and Road Initiative.



| Belles routes sinueuses sur l'ancienne route de la soie, la route commerciale de la soie entre la Chine et l'Inde à Sikkim

EUROPE, ROUTES DE LA SOIE DE LA CHINE ET INDE

par C. Raja Mohan

L'une des conséquences à long terme de la vaste initiative des nouvelles Routes de la soie (Belt and Road, BRI) de la Chine est la réorganisation de l'espace physique, économique et politique en Asie et en Europe, ainsi que dans les océans Indien et Pacifique. Tandis que les deux continents et les deux océans étaient vus jusqu'à récemment comme des zones géographiques distinctes, l'expansion économique et la projection de puissance militaire de la Chine permettent de construire l'Eurasie et l'Indo-Pacifique en tant que théâtres d'opération intégrés. Pour garantir ses intérêts dans ces régions émergentes, l'Europe doit absolument renforcer son alliance américaine traditionnelle grâce à une forte coordination stratégique avec les puissances asiatiques comme l'Inde et le Japon.

Sur le front économique, peu de personnes mettent en doute la valeur d'un renforcement des liaisons commerciales et de transport dans le bloc continental eurasiatique et dans ses eaux. Toutefois, le débat porte sur les conditions d'intégration de la Chine.

Critique de la BRI

L'Inde a fait valoir que les projets de la BRI ont tendance à être financièrement non viables, non durables du point de vue environnemental et à mener les pays bénéficiaires vers un énorme endettement. Les États-Unis ont qualifié l'économie de la BRI de « prédatrice ». Le Japon offre une concurrence à la BRI grâce à son propre « partenariat pour une infrastructure de qualité » (PIQ) à des conditions qui sont beaucoup plus raisonnables. L'Inde, le Japon et les États-Unis essaient également de coordonner leurs efforts afin de favoriser une infrastructure régionale dans la région indo-pacifique. Un soutien européen envers ces efforts renforcerait les choix pour les pays bénéficiaires et encouragerait la Chine à aller vers des normes internationales plus acceptables dans la promotion des liaisons en Eurasie et dans l'Indo-Pacifique.

Question de sécurité

Le domaine de la sécurité fait ressortir trois nouveaux facteurs. En premier, la pression militaire de la Chine sur la présence militaire avancée des États-Unis dans le Pacifique

occidental. Elle s'accompagne des efforts chinois visant à affaiblir les alliances menées par les États-Unis en Asie. En deuxième, le déséquilibre croissant de la puissance militaire entre la Chine et ses voisins. En troisième, le fait que la Chine utilise les projets de la BRI pour acquérir des bases et des installations militaires dans l'Océan Indien. Ensemble, ces trois facteurs n'ont pas facilité, pour les États-Unis comme pour les voisins de la Chine, le fait d'empêcher des changements non pacifiques dans le statu quo territorial et de limiter les perspectives d'hégémonie chinoise potentielle. De plus grandes contributions européennes sont essentielles pour la paix et la sécurité dans la région Indo-Pacifique. Les grandes puissances européennes traditionnelles aiment se mettre en avant. Mais l'Europe en tant qu'entité collective doit encore s'imposer comme force à prendre en compte dans la région. Bien sûr l'Europe a ses propres grandes préoccupations avec la Russie et le Moyen-Orient. Elle est incapable

#NewSilkRoad La #Chine utilise les projets de la #BRI pour acquérir des bases et des installations militaires dans l'océan Indien @MohanCRaja



“
L'EXPANSION
ÉCONOMIQUE ET
LA PROJECTION
DE PUISSANCE
MILITAIRE
DE LA CHINE
PERMETTENT
DE CONSTRUIRE
L'EURASIE
ET L'INDO-
PACIFIQUE
EN TANT QUE
THÉÂTRES
D'OPÉRATIONS
INTÉGRÉES.
”

d'atteindre les objectifs de dépenses en matière de défense fixés par les États-Unis pour ses alliés de l'OTAN. Pourtant, l'Europe ne peut pas rester sans rien faire dans la région indo-pacifique. Si elle devait voir l'Eurasie et l'Indo-Pacifique en tant qu'espaces stratégiques cohérents, elle se tournerait vers des approches plus globales, qui impliqueraient une coopération stratégique militaire plus accrue avec l'Inde et le Japon. Delhi et Tokyo sont prêtes à accueillir le retour de l'Europe à l'est et au sud.

*Delhi et Tokyo sont prêtes à accueillir le retour de l'Europe à l'est et au sud.
@MohanCRaja*



> AUTEUR
C. Raja Mohan est directeur à l'Institut d'études Sud-Asiatiques, à l'Université nationale de Singapour.



| Vue de la route de la Soie ou l'autoroute Karakoram

FAIRE DE LA ROUTE DE LA SOIE UNE VOIE À DOUBLE SENS

par Vassilis Ntousas

Un rapport portant sur l'initiative chinoise Route de la Soie Belt and Road (BRI), divulgué par le quotidien allemand *Handelsblatt*, il y a quelques semaines, a pris beaucoup de personnes par surprise à Bruxelles, une ville pourtant habituée aux querelles institutionnelles et batailles diplomatiques. Selon le journal, les 27 ambassadeurs de l'Union européenne en poste à Pékin (sauf l'ambassadeur de la Hongrie) ont rédigé un rapport qui critiquait vivement l'initiative chinoise (Belt and Road ,BRI), arguant qu'elle "allait à l'encontre du programme de libéralisation du commerce de l'UE et faisait pencher la balance en faveur des entreprises chinoises subventionnées".

Aussi inattendu que soit le "contenu anormalement mordant" du rapport divulgué, cette critique n'est pas nouvelle et ne devrait pas non plus être une surprise. La grande initiative presque mondiale de la Chine, a un partenaire naturel en Europe, car la Chine et l'Europe sont situées aux deux extrémités de la "route de la soie". Pourtant, l'accueil réservé à l'initiative est progressivement passé d'une adhésion sincère à une réticence croissante, voire carrément sceptique. Les critiques européennes voient une grande partie de la BRI comme un spectacle chinois joué en solo. Selon leur raisonnement, ces critiques font apparaître plusieurs résultats asymétriques en faveur de la Chine, l'engagement souvent instrumental et sélectif de Pékin envers le principe de parité et d'inclusivité combiné à l'absence d'une égalité des chances pour les sociétés et les États européens en termes d'accès au marché, de sélection des offres, de facilitation du commerce et de relations d'investissement.

*#NewSilkRoad
L'UE doit mettre
en place un
solide mécanisme
européen de
contrôle des
investissements
étrangers dans des
actifs stratégiques,
malgré l'opposition
de certains États
membres.
@VNtousas*



La Chine est progressivement vue moins comme un partenaire économique que comme un acteur géopolitique usant de son pouvoir économique pour acquérir une influence politique indue et une résistance diplomatique muette à sa conduite de politique étrangère.

Pékin est en train de prendre conscience de ce scepticisme généralisé, en voyant une

montre clairement, il ne s'agit plus d'un problème de diplomatie publique, c'est avant tout un problème concret de politique étrangère. C'est avant tout un problème de diplomatie.

La Chine sous surveillance

Étant donné que les yeux du monde sont plus tournés vers la

“
LA RÉPONSE DE L'EUROPE DOIT
ÊTRE FONDAMENTALEMENT
STRATÉGIQUE DANS
SA CONCEPTION ET NON
SIMPLEMENT RÉACTIVE DANS
SA MISE EN ŒUVRE
”

diminution des retours dans la promotion de la BRI en tant que stratégie exclusivement "gagnant-gagnant" basée sur la parité et le respect mutuel. Sa réponse officielle est qu'une grande partie de cette argumentation est fondée sur des perceptions erronées, pourtant, comme le rapport divulgué le

Chine, on s'est toujours attendus à ce que soient plus surveillées les façons dont Pékin choisit de mettre en œuvre le projet, amenant les critiques à s'interroger sur ses motivations et intentions. En ce sens, la Chine doit travailler de façon systématique, non pour dissiper cette critique sur son manque

de mérite perçu, mais pour le traiter directement. En ce qui concerne l'Europe, la raison est simple : une grande partie de cette argumentation pose de réels risques pour le succès et la longévité de l'initiative BRI. Pourquoi ? Parce que tandis que certaines de ses hypothèses sous-jacentes pourraient être injustifiées (ce qui est le cas), d'autres reflètent de réelles préoccupations profondément ancrées, liées à l'unité, la prospérité et la sécurité de l'UE.

Alors que l'effet voulu ou non voulu de la plus forte présence de Pékin sur le terrain se fait de plus en plus sentir, la Chine doit redoubler d'efforts pour prouver que, en réalité, l'initiative BRI est véritablement une voie à double sens et pas simplement un véhicule pour les investissements chinois à l'étranger. Qui plus est, elle ne doit pas prendre à la légère les avertissements sur la manière dont la fragmentation de l'Union peut être accélérée par les initiatives en lien avec la BRI, comme la politique 16+1 (l'objectif de la Chine d'intensifier et d'étendre la coopération avec les 11 États membres de l'UE et les 5 pays des Balkans). Bruxelles a raison, dans une certaine mesure, d'affirmer que de telles initiatives aggravent les divisions au sein de l'Union et entravent la capacité de l'UE à traiter avec la Chine de manière collective, en opposant maladroitement les États membres les uns aux autres (et à Bruxelles) afin de sécuriser les investissements chinois. En fait, le rapport de Handesblatt doit servir à rappeler vivement à quel point l'écart est mince entre être un acteur mondial expansif et

être (perçu comme) un acteur expansionniste, et donc servir de précieux avertissement quant à la dangerosité de cette critique populaire qui monte, qu'elle soit méritée ou déplacée. Tout au moins, ce danger réside dans la création d'un climat de méfiance qui peut entraver la coopération, même concernant des questions sur lesquelles les décideurs européens et chinois s'entendent largement.

Les enjeux sont élevés

Évidemment, une Europe qui utilise des termes très durs pour décrire ses relations avec la Chine se voit dans l'obligation, elle aussi, d'accomplir son devoir. Les enjeux sont tellement élevés que, sans la prise de mesures appropriées, ni un scepticisme passif, ni une patience qui s'étiole ne suffiront à résoudre les problèmes qui se posent. L'UE doit de toute urgence formuler une réponse politique holistique vis-à-vis de l'initiative Route de la Soie, qui prenne en compte des considérations économiques comme géopolitiques. Une attention exclusive portée à la géopolitique n'est pas juste, que ce soit pour Pékin ou Bruxelles, car elle risque de ne pas tenir compte de la nature extrêmement bénéfique de l'investissement chinois si les règles sont correctement appliquées. Mais il n'est pas non plus juste de souligner simplement l'opportunité économique qu'offre la BRI, tout en négligeant les (potentiels) défis géopolitiques.

La réponse de l'Europe doit être fondamentalement stratégique dans sa conception et non simplement réactive dans sa mise en œuvre. Un élément clé à cet égard serait de mettre en place un solide mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers dans des actifs stratégiques, malgré l'opposition de certains États membres. Ce dernier point est crucial : l'Europe ne peut pas se permettre de former une stratégie commune vis-à-vis de la BRI et de Pékin, car seule une Union unie sera capable d'exercer un poids diplomatique suffisant pour négocier collectivement dans le cadre de la BRI.

Nécessité de recalibrer la politique de l'UE

Pour faire cela, l'Europe doit aussi surmonter une grande partie de sa relative myopie politique dont elle a souvent fait preuve par le passé et qui a parfois mené au développement même de certaines des divisions entre les États membres. Par exemple, prenez la Grèce. Athènes aurait-elle vendu une participation majoritaire dans le port du Pirée, l'un des atouts d'infrastructure les plus essentiels du pays (et d'Europe), à la société publique COSCO si elle n'avait pas été forcée d'adopter depuis des années le stricte dogme de l'austérité, aux prises avec des mesures douloureuses en termes de coupes et de privatisations imposées par ses débiteurs ? Des questions comme celle-ci doivent faire

partie de la réalité lorsque l'Europe réajuste sa politique.

Avec le 20^e sommet UE-Chine qui approche à grands pas, il est évident que beaucoup de travail reste à accomplir des deux côtés. Pour que l'initiative BRI, un projet dont les ambitions sont très élevées et les proportions herculéennes, devienne une véritable voie à double sens, l'Europe comme la Chine doivent être en mesure de tirer totalement parti des opportunités de développement de l'autre partie. Il s'agit là d'une tâche immense dans un monde soumis à un isolationnisme, unilatéralisme et protectionnisme croissants. Mais c'est une tâche qui vaut la peine d'essayer.

*#NewSilkRoad :
Seule une Union
unie sera capable
d'exercer un poids
diplomatique
suffisant
pour négocier
collectivement dans
le cadre de la #BRI
@VNtousas*



> AUTEUR

Vassilis Ntousas est conseiller en politique en charge des relations internationales pour la Fondation européenne d'études progressistes.

FOLLOW UP



| Noma Bar - Artiste israélien, militant pour la paix

LES EUROPÉENS DOIVENT COMPRENDRE LA RÉALITÉ D'ISRAËL

par Isaac Herzog

Lorsque d'autres nations remettent en question les actions défensives d'Israël sans reconnaître le rôle joué par le Hamas et nos inquiétudes légitimes, elles diminuent leurs chances de persuader les Israéliens que les futurs compromis territoriaux en Cisjordanie servent nos intérêts.



L'Europe peut jouer un rôle constructif en mettant en avant une solution à deux États, mais un engagement couronné de succès exige une compréhension lucide de la réalité sur le terrain et des inquiétudes de la population israélienne.

Lors de ma récente visite à Bruxelles, j'ai rencontré de nombreux dirigeants de l'UE, notamment la haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini. J'ai trouvé un respect considérable pour Israël et un désir de coopération plus étroite, et dans le même temps, de l'impatience quant à certaines des politiques du gouvernement menées par le Premier ministre Benjamin Netanyahu. En tant que leader de l'opposition d'Israël, je partage ces frustrations,

mais je suis aussi préoccupé par l'écart entre les perceptions de notre situation à Bruxelles et la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Cet écart nuit à l'efficacité de l'engagement de l'UE.

Solution à deux États

Nos amis européens doivent comprendre que la plupart des Israéliens accepteraient une solution à deux États. C'est parce qu'ils estiment que maintenir Israël en tant qu'état juif et démocratique est plus important que s'accrocher à la totalité de la « Terre d'Israël ». Néanmoins, ils ont des préoccupations tout à fait raisonnables concernant la sécurité, qui ne se sont amplifiées qu'à la suite des bouleversements dans notre région ces dernières années. Les pays les plus faiblement gouvernés au Moyen-Orient ont

ressenti la pleine puissance des extrémistes islamistes, notamment aux frontières sud et nord d'Israël. Alors que je suis convaincu que nous devons absolument nous diriger vers une solution à deux États tout en maintenant notre sécurité, je dois expliquer à la population israélienne comment nous empêcherons le Hamas et d'autres extrémistes (soutenus par l'Iran) de prendre le contrôle de la Cisjordanie, tout comme ils l'ont fait pour la bande de Gaza, et de lancer des roquettes sur Israël.

Les leçons de la bande de Gaza

Il n'est dans l'intérêt de personne de revivre l'expérience de Gaza en Cisjordanie. Sous la domination du Hamas, la population de Gaza est confrontée à une

grave détresse humanitaire. Les décideurs politiques israéliens savent que cela accroît le risque de conflit et ils soutiennent largement les efforts internationaux de remettre en état les infrastructures, notamment l'eau et l'électricité. Toutefois, notre capacité à changer la situation est limitée sans un partenaire crédible à l'intérieur de la bande de Gaza.

Le Hamas continue de se servir des matériaux de construction pour construire des tunnels et à utiliser les roquettes pour attaquer nos villes et nos villages. Israël aimerait voir l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas assumer les responsabilités, mais il ne souhaite pas le faire, sauf si le Hamas renonce aux armes. Le Hamas essaie par tous les moyens d'éviter cette concession. Ayant échoué à obtenir ce qu'il veut

“
JE SUIS PRÉOCCUPÉ PAR L'ÉCART
ENTRE LES PERCEPTIONS DE
NOTRE SITUATION À BRUXELLES
ET LA RÉALITÉ À LAQUELLE
NOUS SOMMES CONFRONTÉS.
CET ÉCART NUIT À L'EFFICACITÉ
DE L'ENGAGEMENT DE L'UE.
”

en attaquant Israël avec des roquettes et la création des tunnels, il envoie maintenant des milliers de personnes franchir notre frontière.

Avec notre retrait de la bande de Gaza en 2005, nous avons le devoir de défendre nos citoyens contre ceux qui tentent de prendre d'assaut Israël, beaucoup d'entre eux se livrent à la violence et nous avons le droit de recourir à la force en dernier recours. Pourtant, nous entendons fréquemment les dirigeants européens affirmer notre droit à nous défendre et l'instant d'après, exiger des enquêtes sur nos militaires, tout en ignorant la responsabilité de Hamas dans l'orchestration des confrontations répétées.

Nous devons tous tenir compte des dures leçons tirées de l'expérience de Gaza pour la Cisjordanie. La principale leçon que les Israéliens ont retenu du retrait de Gaza a été que mettre fin à l'occupation ne met pas fin au conflit en soi. Dans tout futur retrait de la Cisjordanie, nous aurons besoin de mesures de sécurité particulières pour empêcher une autre prise de contrôle du Hamas.

Les colonies israéliennes

Les Européens doivent aussi comprendre que, tandis que les colonies israéliennes représentent un défi dans l'accomplissement d'une solution à deux États, elles ne sont pas le défi principal. Ce ne sont pas les colonies, comme je l'entends souvent, qui ont rendu

*#Israel
#Palestine
Nous devons aussi faire face à l'idée erronée que boycotter Israël, y compris les colonies, favorisera la paix
@HerzogMK*



impossible la solution à deux États. La position de mon parti est que les constructions dans les zones de colonies isolées doivent s'arrêter, car elles ne servent pas les intérêts d'Israël. Toutefois, 85 % des colons vivent dans des blocs de colonies qui se trouvent sur 4 à 6 % de la Cisjordanie, et les annexer à Israël dans le cadre d'un échange de terres a été accepté par les Palestiniens lors des discussions précédentes. Pour les colonies isolées, il existe

plusieurs solutions si nous faisons preuve de créativité. Nous devons donc éviter d'encourager les opposants à la paix en concédant à tort que les colonies ont détruit la solution à deux États, alors que ce n'est pas le cas.

Nous devons aussi faire face à l'idée erronée que boycotter Israël, y compris les colonies, favorisera la paix. Les premières victimes des boycotts contre les colonies sont les milliers de Palestiniens qu'elles emploient. Pendant ce temps, les mesures de boycott renforcent le discours de la droite israélienne qui prétend que les interventions européennes sont unilatérales ou même antisémites. Ces perceptions ne facilitent pas les choses pour ceux d'entre nous en Israël qui veulent travailler de manière constructive avec les acteurs internationaux en vue de faire avancer la paix.

En somme, pour aider ceux, en Israël, qui veulent parvenir à une solution à deux États, les Européens doivent adopter des positions qui soient équilibrées, qui reflètent une compréhension claire de la réalité sur le terrain et qui traitent les préoccupations légitimes partagées par tous les Israéliens. Celles-ci comprennent la reconnaissance du rôle central des Israéliens pour assurer qu'Israël soit l'état nation du peuple juif ; reconnaître le besoin de mesures de sécurité particulières afin d'empêcher que l'expérience de Gaza se répète en Cisjordanie et rejeter les initiatives de boycott contre-productives.

“

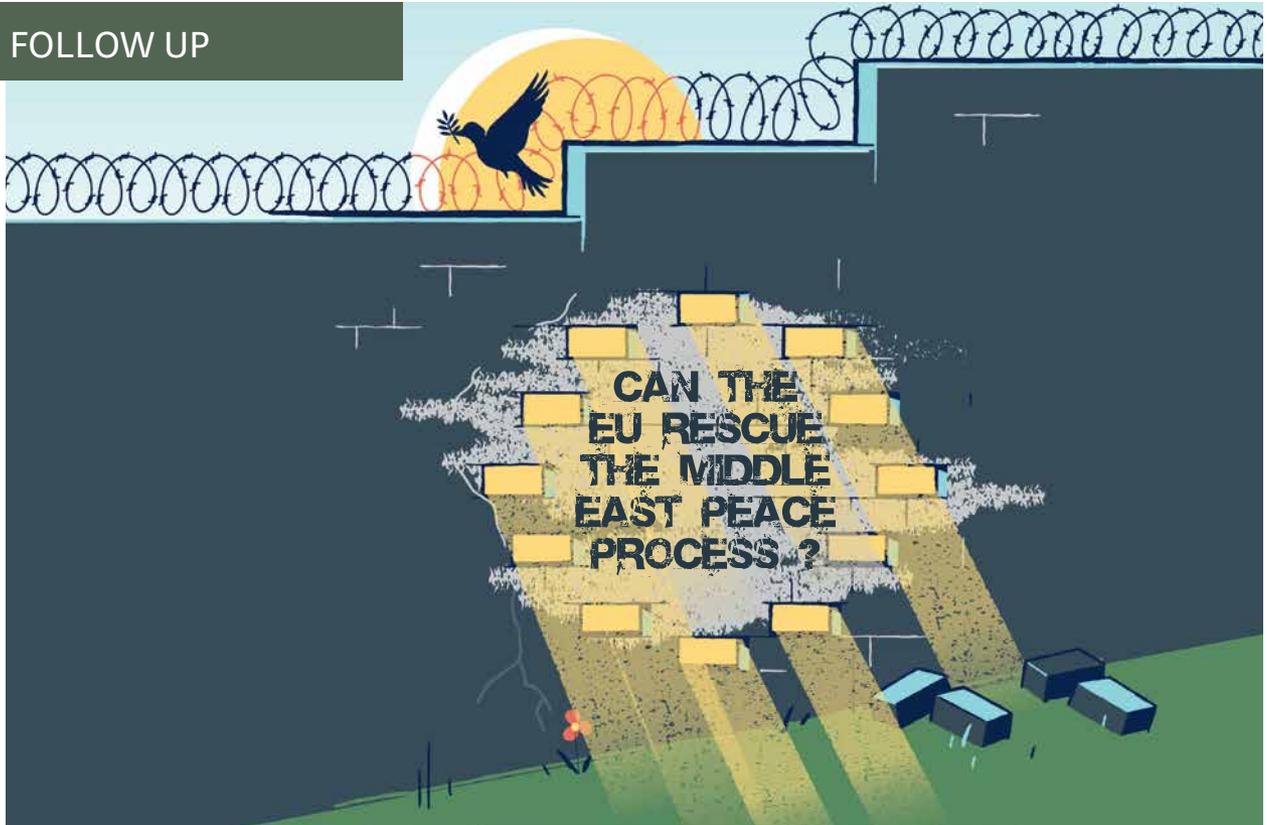
**LES EUROPÉENS DOIVENT ADOPTER
DES POSITIONS QUI SOIENT
ÉQUILIBRÉES, QUI REFLÈTENT UNE
COMPRÉHENSION CLAIRE DE LA
RÉALITÉ SUR LE TERRAIN ET QUI
TRAITENT LES PRÉOCCUPATIONS
LÉGITIMES PARTAGÉES PAR
TOUS LES ISRAÉLIENS.**

”



> AUTEUR

Isaac Herzog est le leader de l'opposition et membre de la Knesset pour l'Union sioniste et le Parti travailliste.



| Couverture du Progressive Post n°6 - Automne 2017

TENSIONS ISRAËLO-PALESTINIENNES : POUR UN NOUVEAU PARADIGME DES PROGRESSISTES

par Victor Boștinaru

En tant qu'Européen, mais aussi en tant que social-démocrate, je ne peux que me joindre au peuple juif pour célébrer le 70e anniversaire de la création de l'État d'Israël. Après tout, le sionisme était un rêve socialiste qui a réussi et Israël est aujourd'hui un État prospère, innovant et démocratique. Cependant, il est important de garder à l'esprit que le prix qui a été payé était élevé et que les blessures demeurent profondes et difficiles à cicatrifier du côté palestinien et du côté israélien.

“

**JÉRUSALEM N'EST NI JUIVE, NI
CHRÉTIENNE OU MUSULMANE. ELLE
APPARTIENT À L'HUMANITÉ ET À TOUS
SES HABITANTS DONT 40 % D'ENTRE
EUX SONT DES PALESTINIENS.**

”

Je voudrais m'assurer que chaque personne qui lit ma modeste contribution comprenne que je suis à la fois un ami des Israéliens et des Palestiniens et que pendant toute ma carrière politique, j'ai essayé de voir ce conflit à travers le regard et les points de vue des deux côtés. En gardant cela à l'esprit, j'ai la conviction que chaque personne qui s'exprime à propos d'Israël a pris en considération le contexte géopolitique complexe dans lequel Israël devait survivre. Israël est un état juif dans un monde arabe et des tensions constantes et inhérentes ont existé entre cet État et le monde dans lequel il vit.

De plus, je crains que nous devions tirer la conclusion que l'unilatéralisme et l'occupation ont mené à l'échec de la paix et que les Israéliens doivent vivre dans un état d'insécurité constant. Les Palestiniens font face à de la violence répétée, et certains d'entre eux, à Gaza en particulier, n'ont ni liberté, ni futur, ni espoir.

Un paradigme basé sur l'égalité et la solidarité

Ceci dit, une majorité d'Israéliens souhaitent un État d'Israël progressiste, séculier et paisible, mais il n'y a aujourd'hui pas beaucoup de leaders israéliens pour s'adresser à eux et parler en leur nom. Surtout, les forces progressistes européennes et israéliennes devraient se rassembler pour combattre la rhétorique de la peur, la dérive populiste du gouvernement actuel et proposer un autre paradigme basé sur l'égalité et la solidarité. Ce qui est nécessaire c'est un paradigme qui permettra la reconstruction de l'équilibre délicat et fragile entre un État d'Israël fort, mais humain.

Le processus de paix semble être très loin étant donné que la tendance aujourd'hui a l'air de réduire le peu de progrès qui ont été réalisés dans les dernières décennies dans la voie d'une solution à deux États. La poursuite de la politique de colonisation, la continuation de

la violence, la situation désastreuse sur le plan humanitaire à Gaza et les activités clandestines illégales et militantes du Hamas exacerbent la méfiance des deux côtés. De plus, il y a de nombreux défis régionaux alors que cette région du Moyen-Orient s'enfonçe dans le chaos, pendant que la guerre syrienne entre dans sa huitième année et que l'agressivité de l'Iran augmente. Il est donc encore plus nécessaire que jamais de cultiver le vivre ensemble, d'investir dans la réconciliation, la compréhension, la solidarité et l'inclusion et de changer le paradigme de confrontation à l'intérieur d'Israël et avec ses voisins, les Palestiniens.

Le processus de paix a besoin d'un nouvel élan

Tout bien considéré, j'ai la conviction qu'il n'y a pas d'alternative à la solution à deux États et qu'il faut apporter un nouvel élan au processus, en engageant les Israéliens et les Palestiniens et en démontrant que connaître la paix véritable présente des avantages.

Finalement, il est essentiel de réaliser aujourd'hui que, sans trouver de moyen de partager Jérusalem, nous pourrions ne jamais connaître la paix. Jérusalem n'est ni juive, ni chrétienne ou musulmane. Elle appartient à l'humanité et à tous ses habitants dont 40 % d'entre eux sont des Palestiniens. Elle ne peut donc pas uniquement être la capitale de l'État d'Israël. Cela a été l'une des questions les plus sensibles de ce conflit

pour une raison. La diversité de Jérusalem devrait être préservée et encouragée, toute autre alternative changera l'âme de cette ville unique.

*#European
#Israelis
#Progressive forces
Les forces progressistes
européennes et
israéliennes devraient
se rassembler
pour combattre la
rhétorique de la peur,
la dérive populiste du
gouvernement actuel
et proposer un autre
paradigme basé sur
l'égalité et la solidarité*

@VictorBostinaru



> AUTEUR

Victor BOȘTINARU est Vice-président du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, responsable de la politique étrangère, de la politique de voisinage, de la sécurité et de la défense et des relations transatlantiques.

QUI SONT LES LEADERS ?

UN ÉLAN PROGRESSISTE

Villes vertes, villes innovantes, ville participatives, les villes d'Europe se sont transformées depuis les années 1970. Un processus de désindustrialisation au cœur de nos villes a permis la mise en place de structures plus sociales, plus technologiques, plus sensibles à la transition énergétique et surtout plus citoyenne.

330 villes dont de nombreuses capitales européennes, Bruxelles, Paris, Berlin, Lisbonne, Londres... sont devenues le fer de lance d'un mouvement progressiste. En tête de proue, des maires visionnaires qui ont l'ambition de retisser un lien avec leurs citoyens à travers des initiatives concrètes : budget participatif, centre de recherches, jardins partagés, transports et infrastructures écologiques, et des actions portées par des enjeux majeurs : les migrations, le respect de l'environnement, le bien-être et l'engagement citoyen.

Ainsi ces villes devenues de véritables laboratoires regroupent des énergies issues de différents domaines d'expertise : architectural, technologique, écologique, politique et culturel.

Notre carte d'Europe met en lumière une sélection de ces

maires et ces villes progressistes. Notre Focus fait un état des lieux des réflexions et des projets qu'ils mènent dans l'Union européenne et dans ces villes.



London, UK
Sadiq Aman Khan
Labour party
since 2016



Brussels, Belgium
Philippe Close
Socialist party
since 2018



Bergkamen, Germany
Roland Schäfer
SPD
since 1998



Hamburg, Germany
Peter Tschentscher
SPD
since 2018



Paris, France
Anne Hidalgo
Socialist party
since 2014



Karlsruhe, Germany
Frank Mendtrup
SPD
since 2013



Nantes, France
Johanna Rolland
Socialist party
since 2014



Barcelona, Spain
Ada Colau
CatComú
since 2015



Lisbon, Portugal
Fernando Medina
Social Party
since 2015





SOURCE / Database Mayors - PES Group in the European Committee of the Regions



I Les étudiants, les environnementalistes, les pacifistes et les militants anti-nucléaires ont encouragé le développement du concept qu'une ville devrait être un laboratoire de démocratie

POUR DES VILLES PROGRESSISTES EUROPÉENNES

Interview par Alain Bloëdt, Redacteur en chef du Progressive Post, avec Charlotte Halpern

La majeure partie des villes de l'union européenne est dirigée par des maires progressistes. Avec Charlotte Halpern nous avons essayé d'analyser pourquoi et comment cette tendance a évolué ces dernières années.

The Progressive Post : Depuis quand les villes européennes ont tendance à devenir progressistes ?

Charlotte Halpern - Il y a un tournant dans les années 1970 avec une concentration des classes moyennes et de personnes avec des niveaux de diplômes et de richesse plus élevés, jumelés à la croissance

d'intérêts communs pour la culture, le sport, la qualité de vie. En parallèle, on observait une désindustrialisation qui a pris des formes et rythmes différents, selon les pays européens.

Comment pourrait-on définir cette tendance progressiste alors ?

Au-delà du vote, c'est l'émergence de nouveaux mouvements sociaux urbains. Dans

les villes en Allemagne et Pays Bas, étudiants, écologistes, pacifistes, anti-nucléaires émergent et revendiquent de nouvelles formes de démocratie et de planification urbaine. Se développe l'idée de la ville comme laboratoire de la démocratie et du développement urbain, même si, attention, les inégalités restent très présentes.

Comment les villes luttent-elles aujourd'hui contre les inégalités ? Et le font-elles différemment des États ?

Elles ne le font pas toutes, loin de là. Mais disons que depuis cette période, les villes européennes ont accumulé davantage de capacités d'action, en lien avec les réformes de décentralisation. Elles



**#Migrants and
#Car sont deux
enjeux pour
#EuropeanCities**

@CharlotteHalpern



disposent de davantage de moyens que par le passé pour définir les agendas politiques, initier leurs propres projets, dans les domaines du logement, de la culture, du sport, de l'éducation. Leur capacité à définir un projet urbain, métropolitain permet de territorialiser les politiques publiques nationales, en matière de renouvellement urbain, de mobilité, de développement économique, pour localiser ces équipements à distance des cœurs de ville. Il

ne s'agit pas uniquement des grandes métropoles, je pense ainsi à Valenciennes, à Nijmegen ou Kassel.

Dans quels domaines, les villes s'opposent aux États ?

Il y en a beaucoup, pour des raisons de compétition politique, mais aussi des logiques institutionnelles, sur le partage des compétences et la fiscalité. Mais si je devais choisir un thème, le climat, la mobilité, la pollution, lesquels sont des thèmes liés, dans les grandes villes, à la transition énergétique. En effet, les gouvernements urbains sont de plus en plus interpellés et ne se limitent plus seulement à des actions symboliques, ils développent des solutions pionnières au sein de leur espace national, ou de l'UE.

A quelles villes songez-vous ?

A Berlin, par exemple, qui a été la première à introduire, en 2008, une « zone environnementale », et ce manière pionnière en Allemagne. Dès le début des années 2000s, Malmö a développé des normes d'efficacité énergétique du bâtiment qui ont ensuite été reprises dans les standards nationaux. Cela s'explique certes par la couleur politique du gouvernement mais aussi le besoin oppressant de faire face à ces enjeux de pollution urbaine, de production élevée de CO2 dans un environnement contraint.

Considérez-vous que les villes-monde (Paris et Londres pour l'Europe)

et les villes capitales (Vienne, Lisbonne, ...) ou de tailles similaires (Milan, Manchester, Rotterdam, Constanza...) influencent la société ?

Longtemps, on croyait que les capitales étaient des villes trop dépendantes de leur États pour se positionner de manière autonome, sur la scène internationale. Elle étaient soi-disant ingouvernables ! Mais en étudiant de près ces villes-capitales, on observe qu'il se passe énormément de choses. Sur la mobilité urbaine, par exemple, alors que c'est un bazar administratif et institutionnel, où la rivalité politique est intense, on observe, plus qu'ailleurs, une réduction de la voiture la plus importante et la plus significative.

Comment expliquez-vous cette évolution ?

Les maires mènent avec d'autres villes, mais aussi avec leurs États nationaux, une compétition pour mettre à l'agenda un certain nombre de sujets. Mais attention, cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils peuvent traiter directement ces sujets et/ou qu'ils n'ont encore d'énormes problèmes à les traiter, en attestent les crises récentes d'infrastructures dans le S-Bahn à Berlin, le RER à Paris ou les transports ferroviaires bruxellois !

Est-ce que cette compétition est bien saine pour nos démocraties ?

On peut s'interroger si ce décrochage n'est pas l'expression d'un entre-soi, une société urbaine qui se poserait en autonomie par

“

**LES GOUVERNEMENTS
URBAINS SONT
DE PLUS EN PLUS INTERPELLÉS.
ILS DÉVELOPPENT
DES SOLUTION PIONNIÈRES**

”

rapport aux choix qui se font au niveau national et qui pose, de fait, la question de la solidarité entre rural et urbain, au niveau national voire européenne.

Quelle est la part d'influence des résidents de ces villes ?

Elle est essentielle bien sûr. Mais il faut ajouter l'ensemble des utilisateurs non-résidents qui les impactent. Paris, par exemple, compte 2 millions d'habitants et un nombre plus important encore d'utilisateurs au quotidien que ce soit des touristes ou travailleurs. Cela pose le problème de la représentation de ces différents intérêts, de savoir qui finance ces interventions

urbaines et comment les bénéfiques, les nuisances sont répartis.

On a pu encore constater, lors des dernières élections nationales en Hongrie et Autriche, que les habitants de Budapest et Vienne ne votaient pas comme leurs compatriotes. Comment expliquez-vous cette dualité ?

IL y a de nombreux facteurs, notamment liés à l'évolution de la structure économique nationale, aux réformes des politiques sociales, du logement etc. Le statut, le rôle de

ces villes est un rapport de force continu et ce bras de fer peut se crispier sur certains sujets. À Vienne, par exemple, il y a eu, il y a quelques années, une discussion fascinante de par les proportions que cela a pris au niveau national sur la piétonisation d'une rue célèbre. A partir de là, cette décision a été reprise dans les discours politiques et la presse nationale, en lien avec des enjeux de patrimoine historique, d'identité et des budgets alloués à la ville de Vienne.

Cette opposition se cristallise-t-elle dans tous les domaines ?

Dans des registres très différents, l'accueil des migrants et la place de la voiture ont beaucoup cristallisé ces dernières années à Vienne, Budapest, Milan et Copenhague. Mais d'autres sujets pourraient naître.

Qui l'emporte en général entre l'Etat et la ville ?

Cela dépend de la capacité de la ville à accumuler des ressources suffisantes mais aussi à négocier cette autonomie avec sa banlieue, précieux relais d'influence et partenaire.



Charlotte Halpern, chercheuse en science politique, Sciences Po, Ecole urbaine et Centre d'études européennes et de politique comparée, CNRS, Paris, France. Elle vient de co-éditer *Villes sobres. Nouveaux modèles de gestion des ressources* aux éditions Presses de Sciences Po

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS



| Des mots écrits par des réfugiés et des volontaires sur les murs de Lesvos, une île grecque abritant un centre de régugiés

POURQUOI L'UE NE PEUT IGNORER LES VILLES ET LES RÉGIONS ?

par Karl-Heinz Lambertz

L'Europe doit fait face à de grands défis et les villes et régions sont bien souvent en première ligne. Prenez l'exemple de la crise des migrants : sur le terrain ce sont d'abord les villes et régions qui ont dû s'organiser. À Catane, à Athènes, sur les îles grecques aussi, et dans bien d'autres lieux et pays, des responsables locaux et régionaux ont organisé l'accueil de milliers de migrants dans des conditions très difficiles. À travers ces exemples, Karl-Heinz Lambertz souligne l'importance de maintenir une politique de cohésion au sein de l'Union.



Je suis convaincu de la nécessité d'envisager et de refonder l'Europe depuis le terrain.

Les acteurs locaux et régionaux sont parmi les mieux placés pour évaluer la valeur ajoutée de l'Union pour les citoyens et pour relayer leurs attentes. C'est une expertise et une force de proposition et d'action dont on ne peut pas se passer pour envisager le futur de notre Union.

Tout comme le niveau européen influence le niveau local et régional, il faut que le niveau local et régional puisse véritablement influencer le niveau européen. Les villes et régions doivent être pleinement associées à l'élaboration des politiques européennes et être reconnues comme des acteurs européens à part entière.

Il faut travailler ensemble, à tous les niveaux, et voir à quel niveau il est préférable, dans l'intérêt des citoyens, de prendre les décisions et de les appliquer. C'est le principe connu sous le terme technique de 'subsidiarité' et dont le Comité des Régions est le gardien au niveau européen. Cependant, ceux qui veulent détourner ce principe pour déposséder l'Union de ses compétences au profit des Etats membres se trompent. Pour moi, il s'agit de rendre l'Europe plus proche des citoyens, pas de l'affaiblir. Cela passe notamment par le renforcement du rôle des

POUR MOI, IL S'AGIT DE RENDRE L'EUROPE PLUS PROCHE DES CITOYENS, PAS DE L'AFFAIBLIR.



villes et régions dans l'intérêt de l'Union.

Mixité des villes, reflet de l'identité et du projet européen

Les écarts économiques et sociaux entre Européens restent très importants. Si la sécurité physique est fondamentale pour le bien-être des Européens comme nous l'ont rappelé les tragédies qui se sont déroulées dans plusieurs villes européennes ces dernières années, la sécurité doit aussi être environnementale et sociale.

Plus d'un citoyen européen sur cinq vit dans un ménage en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les espaces urbains, et notamment

métropolitains, sont les espaces les plus dynamiques économiquement mais aussi ceux où se concentrent les plus grandes inégalités. Les villes européennes ont été plus fortement frappées par la crise que les zones rurales notamment au niveau du chômage.

Ces chiffres ne doivent cependant pas faire oublier les difficultés des habitants des zones rurales où l'accès aux services publics reste souvent déficient. C'est pourquoi le Comité européen des Régions défend des modèles équilibrés de coopération entre les zones urbaines et les zones rurales. La politique de cohésion, en lien avec le pilier "développement rural" de la Politique Agricole Commune est un instrument qui a fait ses preuves pour favoriser un tel rapprochement et dont il faudrait renforcer l'impact sur les zones rurales.

Menace sur la politique de cohésion

Les négociations budgétaires ne sont jamais simples mais il faut que les Etats membres s'accordent sur un budget européen pour les citoyens. Les Européennes et les Européens ont besoin d'un budget qui les protège des conséquences négatives de la mondialisation, qui favorise l'inclusion sociale et territoriale, mais leur permette aussi de faire face aux nouveaux défis comme les migrations, le changement climatique, la digitalisation de l'économie ou encore la sécurité.

La politique de cohésion constitue une contribution solidaire essentielle au renforcement de l'Union Européenne. Avec la gestion partagée entre l'Europe, les Etats, les régions et les villes, elle est la politique la mieux indiquée pour répondre concrètement à ces préoccupations et à ces nouveaux défis. C'est une politique d'avenir qui fonctionne bien.

Au terme de la période budgétaire 2014-2020, cette politique aura aidé au total 7,4 millions de chômeurs à trouver un emploi, permis à 8,9 millions d'Européens d'obtenir une qualification, facilité l'accès à l'eau potable et à internet à des millions de foyers, soutenu 1,1 millions de petites et moyennes

entreprises, financé des projets de recherche, amélioré des milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées, et accompli tant d'autres choses.

Il serait incompréhensible et dangereux de renoncer à une politique qui soutient si efficacement les Européennes et les Européens. Comment pourrait-on prétendre bâtir une Union sans garantir la cohésion sociale, économique et territoriale ?

C'est pourquoi les membres du Comité des Régions demandent que la politique de cohésion concerne toutes les régions et continue de représenter au moins un tiers du futur budget européen.

Villes laboratoire du changement

D'un point de vue économique, les villes concentrent les plus grandes ressources en recherche et en innovation et sont les plus compétitives. Presque toutes les capitales nationales sont les villes les plus développées de leur pays.

Les villes sont également plus efficaces en termes d'énergie et offrent la possibilité de mettre sur pied des modes de vie à bas-carbone. Cependant, d'un point de vue social, même si l'amélioration des transports peut réduire les embouteillages,

#Eurocities
Cette politique de cohésion aura aidé 7,4 millions de chômeurs à trouver un emploi

@Karl-HeinzLambertz



rendre les entreprises plus productives et connecter les quartiers en difficulté; même si les universités et centres de formation peuvent aider à l'intégration des migrants et des réfugiés, promouvoir l'innovation et procurer les compétences manquant au marché du travail, les villes restent des espaces inégalitaires.

Et c'est cette situation qui impose aux acteurs locaux de trouver de nouvelles solutions pour faire face. Il y a des villes emblématiques, on cite souvent Paris, mais partout dans mes déplacements, je vois chez les acteurs des communes, villes et régions la même volonté de trouver de nouvelles solutions, pragmatiques et innovantes.

Pour être des forces de changements, nos collectivités locales doivent travailler ensemble à l'échelle européenne, échanger leur idées, unir leur forces et leurs talents. C'est le but du Comité des régions.



> AUTEUR

Karl-Heinz Lambertz est président du Comité européen des régions (CdR) depuis juillet 2017, après en avoir exercé les fonctions de vice-président durant un mandat de deux ans et demi. Il est également membre du Sénat belge, en tant que représentant de la Communauté germanophone.

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS



I Certains le considèrent un défi impossible à la frontière de l'utopie, dit Pier Giorgio Oliveti

POUR ÊTRE « SMART », LES VILLES DOIVENT RALENTIR

par Pier Giorgio Oliveti

Il ne s'agit pas d'être littéralement « lent », mais plutôt que les villes doivent être « réfléchies » et attentives à leur propre modèle de développement. Les relations communautaires, le patrimoine culturel et la beauté, la relation équilibrée entre la ville et la campagne, la défense de la biodiversité naturelle et l'agroalimentaire sont au cœur du projet Cittaslow. Pier Giorgio Oliveti nous rappelle la nécessité de ralentir pour créer de nouveaux environnements.

Il y a vingt ans, quatre maires de quatre petites villes italiennes, Greve, Bra, Positano et Orvieto, ont donné vie à un réseau de municipalités visant à transférer le concept de « lenteur positive » proposé par Carlo Petrini et le concept de « slow food » au gouvernement local des territoires. Aujourd'hui, il y a plus de 240 villes dans ce réseau, provenant de 30 pays à travers le monde. De l'ancien concept des villages fortifiés italiens et européens des municipalités médiévales (« Libero Comune »), est née une approche nouvelle et très moderne de l'autonomie urbaine, plus attentive aux valeurs présentes dans les territoires individuels, à l'environnement naturel, à la culture et aux problèmes sociaux.

Cittaslow, a en quelque sorte anticipé ce qui est maintenant

sur toutes les lèvres : la possibilité de centres de petite ou moyenne taille et plus généralement de territoires individuels, d'être des sujets actifs et non passifs de leur développement dans un monde de plus en plus confrontés à des phénomènes globaux positifs et négatifs. Respecter et valoriser l'identité dynamique des lieux, de la mémoire collective, du paysage comme synthèse entre espace géographique et territoire et affirmation des politiques d'économie communautaire semblent relever de l'utopie pour certains. Mais, en réalité, après de nombreuses années d'activités, les maires et les communautés ont montré exactement le contraire partout. Malgré un contexte général problématique caractérisé par des changements et une dérégulation constants et rapides, Cittaslow a proposé des exemples de résistance active par rapport aux modèles de « faux

*#EuropeanCities
Cittaslow : Il y a
des projets et des
actions à partager
ensemble*

@cittaslow_intl



développement », de développement éphémère sans avenir.

Plutôt que de prendre la parole lors des conférences, les maires de Cittaslow préfèrent développer progressivement les territoires « slow », s'engager à 360 degrés dans le local, mieux résister aux tempêtes globales les plus insidieuses (les données statistiques nous confortent dans ce sens).

En résumé, un maire du réseau Cittaslow propose à ses citoyens des projets et actions à partager ensemble. Les domaines concernés sont l'agriculture durable, le marché local et virtuel, l'art et l'artisanat fonctionnel, l'éducation et l'école. L'objectif est d'encourager l'émergence de citoyens « slow » de nouveaux types d'énergie, de transports durables et de qualité, de formes participatives de la gouvernance, une nouvelle forme de citoyenneté et d'inclusion sociale, un tourisme de type Cittaslow (non industriel mais basé sur des spécificités identitaires).

En près de vingt ans, ces maires et ces communautés de Cittaslow ont travaillé concrètement pour améliorer l'Italie et le monde. Ils l'ont sans doute fait

de manière discrète, sans faire beaucoup de bruit, atteignant dans de nombreux cas des objectifs élevés de durabilité (c'est-à-dire de développement durable) au niveau local. Ce n'est pas par hasard que l'un de nos plus grands inspirateurs est Angelo Vassallo, le vice-président international de Cittaslow, le « maire des pêcheurs » qui a dirigé une ville, Pollica, et son territoire, le Cilento, mettant en place le modèle Cittaslow face à une myriade de difficultés avec beaucoup de force et de passion, persuadant un à un ses concitoyens ... Aujourd'hui, Stefano Pisani, notre président, poursuit son travail avec courage et innovation, à Pollica et Acciaroli comme dans tous les pays du monde, avec tous les maires de Cittaslow. C'est un défi collectif que nous pouvons accepter et réussir pour le bien de la planète, si la conscience en Italie de cet instrument extraordinaire que nous avons perfectionné et que nous appelons Cittaslow, augmente également. Et sans aucune rhétorique.



> AUTEUR

Pier Giorgio Oliveti est Secrétaire Général de Cittaslow International.



Le logo du projet Cittaslow montre un escargot pour encourager les gens à ralentir et à réfléchir davantage

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS



Le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) de l'UE fournit des ressources financières vitales pour relever les défis de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, déclare Anna Lisa Boni

DES SOLUTIONS URBAINES POUR LES DÉFIS EUROPÉENS

par Anna Lisa Boni

L'UE a été secouée ces dernières années par un état de confusion engendré par le populisme et l'euroscpticisme et, de manière plus visible, par l'afflux de milliers de nouveaux arrivants. Ces défis se sont retrouvés dans nos villes. Les régler au niveau local est maintenant plus indispensable que jamais pour l'UE, et cela devrait se refléter dans le budget européen des sept prochaines années.

Les villes sont quotidiennement confrontées à un large éventail de difficultés et s'efforcent continuellement d'améliorer la vie de tous les résidents. Cela peut se faire par l'acquisition de nouvelles compétences ou le renforcement des anciennes. L'intégration des migrants et des réfugiés en est un bon exemple. Les villes n'ont d'autre choix que de faire face à la situation qui leur est présentée. Ne pas le faire aurait des répercussions désastreuses pour la cohésion sociale, la santé publique et la protection des droits fondamentaux.

Un défi particulier consiste à fournir des logements abordables, et beaucoup de villes souffrent déjà d'une pénurie de logements et de la spéculation du marché. L'accueil des nouveaux arrivants ajoute une pression supplémentaire à une situation déjà précaire, conduisant à des difficultés comme le surpeuplement. C'est particulièrement vrai dans des villes comme Athènes, Munich ou Vienne, qui ont toutes accueilli des dizaines de milliers de nouveaux venus ces deux dernières années (en plus de changements démographiques déjà considérables).

L'une des principales missions d'intégration que rencontrent les villes européennes est d'assurer un accès à l'éducation pour les

mineurs non accompagnés et les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés. Cela fait des années que la plupart des villes européennes sont impliquées dans l'éducation des migrants et des personnes issues de l'immigration, mais le récent volume des nouveaux arrivants présente de nouveaux défis.

Étant donné cette situation, il est important que les villes soient soutenues dans ce rôle, et que leur expérience et leurs connaissances permettent d'orienter les prises de décision à d'autres niveaux du gouvernement. Par ailleurs, les responsabilités doivent être partagées uniformément dans toute l'Europe, à tous les niveaux du gouvernement.

Les villes ont prouvé qu'elles avaient la volonté et la capacité d'agir rapidement face à ces situations. Pourtant, elles n'ont pas suffisamment accès aux principaux fonds européens pouvant servir à l'intégration des migrants et, trop souvent, les fonds n'atteignent même pas les villes.

Le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI) de l'UE fournit des ressources financières vitales pour relever les défis de l'accueil et de l'intégration des réfugiés. Toutefois, il devrait être mis à disposition directement au niveau local afin de permettre aux villes de gérer l'accueil et l'intégration des migrants et des réfugiés.

Si les gouvernements nationaux ne sont pas en mesure de dépenser le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), les fonds devraient être réalloués aux villes
@annalisaboni2
secrétaire générale
@EUROCITIESweet



En outre, si les gouvernements nationaux ne sont pas en mesure de dépenser le FAMI, les fonds devraient être réalloués aux villes ayant urgemment besoin de mettre en œuvre des politiques d'accueil et d'intégration.

L'établissement du prochain budget de l'UE donne l'occasion de s'assurer que les actions des villes dans le domaine de la migration s'accompagnent d'un financement adéquat.

L'Agenda urbain pour l'UE, à travers son partenariat sur l'Inclusion des migrants et des réfugiés, représente une étape dans la bonne direction, car il amène les villes et des gouvernements à discuter et mettre en œuvre des solutions.

Avec des projets financés par l'UE, comme CITIES GROW qui se concentre sur l'intégration

des migrants par le travail, nous sommes en mesure de partager les meilleures pratiques des villes entre les villes, et de proposer des solutions évolutives aux autres niveaux de gouvernement.

Les villes ont l'expérience et les connaissances permettant d'aider l'UE à atteindre ses objectifs, mais nous avons besoin de moyens pour réaliser cela. Le prochain budget de l'UE doit refléter cet état de fait en reconnaissant le rôle des villes et en assurant que le financement soit ciblé de la meilleure manière afin d'aider tous les résidents à réussir.



> AUTEUR

Anna Lisa Boni est secrétaire générale de EURO CITIES. EURO CITIES met en réseau les gouvernements locaux de plus de 140 des plus grandes villes d'Europe et de plus de 40 villes partenaires qui, entre elles, gouvernent environ 130 millions de citoyens dans 39 pays.



| L'extrême droite a dévoilé son monstrueux visage lors des élections dans différents pays, dont la France et la Pologne

COMMENT STIMULER LA GAUCHE ET ARRÊTER L'EXTRÊME DROITE ?

par Marc Tarabella

Alors que les élections européennes de 2019 approchent, une ombre sous la forme des partis conservateurs d'extrême droite plane sur tous les États membres et ébranle les différentes institutions européennes. L'expansion de l'extrême-droite peut être expliquée en particulier par un manque d'action de la part des partis démocratiques, par la manière dont les institutions fonctionnent et par l'écart entre les zones rurales, les banlieues et les centres-villes des grandes métropoles. Le député Marc Tarabella examine comment la gauche peut renforcer sa position dans l'électorat et comment arrêter la progression de l'extrême droite.

Lorsque nous observons les résultats des élections au cours des dernières années dans les différents États membres de l'Union européenne, nous constatons une hausse significative de l'extrême droite, des partis populistes et conservateurs à la campagne et à la périphérie où habite près de 59,6 % de la population européenne. C'est le cas par exemple de la Pologne où une part croissante des voix ont été remportées par ces partis, de 1,13 % à 25,04 % de 2013 à 2018, ou de la France où l'extrême droite est passée de 17,90 % des voix obtenues en 2012 à 27,88 % pour l'année 2015.

Un faible niveau d'éducation, mais aussi et surtout le manque d'équilibre salarial et de sécurité sociale en raison de la diminution de l'aide provenant de l'État providence sont les raisons de cette augmentation de la présence de l'extrême droite en Europe. Les habitants des zones rurales en particulier souffrent de la mondialisation. Ils sont pour la plupart privés de toute formation, en raison des difficultés qu'ils éprouvent pour accéder à la formation et à l'éducation.

#EuropeanCities
#SocialRights
Faire de la
formation des
victimes de la
mondialisation
une priorité
de la politique
européenne

@marctarabella



Cela signifie qu'ils ne sont pas en mesure de saisir les possibilités de développer leurs capacités. Les forces néolibérales ont donc divisé et provoqué le début de la chute de l'Union européenne en renforçant les nouvelles forces populistes, nationalistes et xénophobes qui demandent le retour des frontières nationales et des solutions égocentriques.

Renouveler les priorités de l'UE

À travers ces votes contre les partis traditionnels et pour l'extrême droite, les citoyens européens demandent une meilleure qualité de vie et davantage de protection en termes de sécurité, d'emploi et de droits sociaux. C'est la raison pour laquelle je suis fermement convaincu que c'est l'Europe elle-même, telle qu'elle existe aujourd'hui, guidée par les intérêts néolibéraux et oligarchiques, qui représente un obstacle au développement futur des citoyens.

C'est pourquoi j'ai la conviction que nous devons repenser le projet européen par l'intermédiaire d'un « New Deal » vert et civique basé sur les valeurs communes de justice sociale, de liberté individuelle, de durabilité et de solidarité, c'est-à-dire les valeurs qui servent l'intérêt général. La conjugaison de ces valeurs garantira l'avenir de l'Union européenne et elle limitera la hausse des forces de l'extrême droite qui n'offre aucune alternative au système actuel. De plus, combiner ces valeurs apportera une réponse à la rage justifiée de ceux qui ont été oubliés par la mondialisation et de ces perdants.

Pour le parti des socialistes européens et moi-même, il est impératif qu'en Europe, chaque citoyen soit en mesure de bénéficier d'un salaire et de conditions de travail décentes et puisse recevoir des qualifications de niveau supérieur ou une formation de qualité élevée. Aujourd'hui, seulement 33,4 % et 27,9 % de la population, âgée de 30 à 34 ans des zones rurales et périphériques de l'Union européenne, sont diplômés de l'enseignement supérieur. C'est pour cela que nous devons faire de la formation des victimes de la mondialisation une priorité de la politique européenne. Et ce afin qu'elles acquièrent les compétences pour occuper de nouveaux emplois et pour affronter la sombre menace du populisme et de l'extrémisme. Nous devons montrer que l'Union européenne est la solution et pas le problème de ce dont les citoyens font l'expérience.

Le rôle de l'UE

Il est essentiel que l'Union européenne définisse les règles communes de conditions de travail décentes, de la santé et de la sécurité au travail parce que beaucoup d'efforts doivent encore être accomplis pour remédier aux différences entre le Nord et le Sud, mais aussi l'Est et l'Ouest. Il est donc temps pour nous progressistes de mettre l'accent sur les classes ouvrières et les habitants des zones rurales et périphériques de l'UE ayant un faible niveau d'instruction. Malgré son souhait de bien faire, la Commission

européenne, finit par maintenir les citoyens éloignés du projet européen et crée ou renforce un sentiment de méfiance envers les institutions de l'Union.

Nous devons nous assurer qu'il existe des emplois de qualité et la protection sociale pour tous, un développement économique équitable, la prospérité pour tous et des démocraties dynamiques, entièrement égalitaires et non discriminantes. Le Parti socialiste européen et moi-même sommes prêts à renouveler la politique de l'Union européenne et à mettre en œuvre ces différentes priorités afin de restaurer la confiance des citoyens dans les institutions de l'Union et d'éloigner l'ombre de l'extrême droite populiste.



> AUTEUR

Marc Tarabella est membre du Parlement européen depuis 2009. Il est à la tête de la délégation socialiste belge et est membre de la commission de l'agriculture (AGRI) et de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO). Il est également le Secrétaire général de PES local, l'organisation qui regroupe les Élus locaux socialistes d'Europe.

VILLES PROGRESSISTES VS ÉTATS CONSERVATEURS



© shutterstock

I Dans les années 2015/2016, 170 volontaires ont appelé la mairie de Bergkamen pour servir d'interprète ou accompagner les réfugiés

BERGKAMEN : UN MODÈLE POUR LES VILLES GÉRÉES PAR LES SOCIAUX-DÉMOCRATES ?

Interview avec Roland Schäfer

Roland Schäfer a remporté les dernières élections dès le premier tour, avec près de 70% des votes. Près de 60% des membres du conseil municipal sont sociaux-démocrates. Un grand nombre des politiques qu'il a mises en place sont de véritables success stories pour les socialistes et les sociaux démocrates, ainsi qu'une source d'inspiration pour les autres villes gérées par les partis et les maires progressistes. Son interview nous dresse le tableau d'une ville inspirante pour les autres villes progressistes.

Selon vous, pourquoi beaucoup de grandes villes en Europe sont gérées par des maires progressistes ?

Environ la moitié des 140 plus grandes villes dans l'UE (c.-à-d. plus de 250 000 habitants) sont gérées par des maires appartenant aux partis sociaux-démocrates, progressistes ou socialistes. En Allemagne, pour les grandes villes de plus de 100 000 habitants, 45 sur 76 sont gérées par des maires sociaux-démocrates. Il y a toujours des raisons spécifiques à la région expliquant ce succès, mais une raison sous-jacente est historique. Au début de l'industrialisation, des entreprises ont vu le jour dans ou près des grandes villes. Elles se sont rapidement développées lorsque les ouvriers ont afflué pour travailler dans les usines. Ce sont les partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont traité les grands problèmes comme la pauvreté, le manque

de logements et les services publics inexistants. Les travailleurs ont compris que les partis de gauche s'occuperaient vraiment de leurs besoins et ont donc voté pour eux.

S'agit-il des seules raisons ?

Notre principal objectif politique porte sur la cohésion de la société dans les villes et la solidarité. Les gens en ont conscience et votent pour nous. Les nouvelles demandes de la société, y compris celles qui sont liées au changement climatique, à l'énergie renouvelable et à la numérisation, sont des questions que les socialistes et les démocrates de toute l'Europe prennent au sérieux. Nous répondons aux intérêts de la majorité et pas seulement à des groupes privilégiés de la société.

Selon vous, les villes vont-elles avoir tendance à être gérées à l'avenir par la gauche ou par la droite ?

Il y a un mouvement vers les partis populistes auquel nous devons faire face. Même si beaucoup de villes ont des maires sociaux-démocrates, la majorité dans les conseils municipaux n'est pas forcément du même bord. Les partis populistes peuvent causer de graves problèmes. Un exemple flagrant est celui de Rome, où le maire vient de Cinque Stelle [Cinq étoiles], un parti populiste eurosceptique.

Des préoccupations du même ordre existent en Allemagne, avec la montée du parti populiste de droite, Alternative für Deutschland [Alternative pour l'Allemagne]. Ils prétendent tous détenir des solutions simples, mais il n'y a pas de solutions simples aux problèmes complexes.

Que peuvent faire les progressistes pour s'opposer aux populistes ?

Dans les villes, nous pouvons aider la police à créer des espaces ouverts avec beaucoup de lumière et moins d'espaces sombres, à organiser des patrouilles communales à la recherche des ordures et à donner aux gens le sentiment que les villes se soucient de leur sécurité et de leur propreté. Les populistes parlent beaucoup des délits causés par les réfugiés, mais dans ma ville, le pourcentage de réfugiés commettant des délits est à peu près le même que celui des résidents locaux. J'encourage aussi les villes à organiser un contact direct entre les réfugiés et les citoyens.

Comment avez-vous géré la vague de réfugiés en 2015/2016 à Bergkamen ?

Les gens avaient peur à Bergkamen. Pourtant, plus de 170 volontaires ont appelé la mairie pour servir d'interprète, accompagner les réfugiés et leur distribuer des vêtements, surtout pour les enfants. Une centaine de ces bénévoles sont

#Europeancities
« Recommandation aux maires des villes de l'UE : écoutez les citoyens en personne ou par le biais des médias sociaux et répondez-leur. »

@RoScha15
@TheProgressives



toujours actifs aujourd'hui. Ils ont créé leur propre association. Les églises ont fourni de grands espaces pour la distribution des repas. Un café des réfugiés a été créé pour donner des leçons d'allemand et des informations sur les actes de la vie quotidienne, par exemple comment utiliser les bus ou les vélos dans la ville. Ce sont principalement des bénévoles qui s'en sont chargés, avec un soutien financier de la ville. La ville coopère aussi avec cinq mosquées sunnites.

Comment avez-vous intégré ces personnes ?

Nous avons un « Comité en charge de l'intégration » constitué de membres du conseil municipal directement élus par la population étrangère de Bergkamen. L'adjoint au président est toujours un étranger. En ce qui concerne Bergkamen, les étrangers sont principalement des Turcs. Les membres du comité peuvent

#Europeancities
« Notre principal objectif politique porte sur la cohésion de la société dans les villes et la solidarité. »

@RoScha15
@TheProgressives



donner leurs opinions sur des sujets de tous les jours en rapport avec la ville. Les étrangers peuvent ainsi faire entendre leur voix dans la manière de gérer la ville. À la fin du Ramadan, lorsque les musulmans rompent leur jeûne, nous organiserons un événement public en plein air avec de la musique. Des organisations d'étrangers, ainsi que les parents et les enfants, sont invités dans les écoles pour les fêtes de fin de trimestre. Les gens peuvent donc déguster des plats turcs et arabes en plus du Bratwurst allemand. Dans l'école où vont mes enfants, environ la moitié de la classe est d'origine turque. Les parents amènent la nourriture et la musique de leur pays. C'est un excellent moyen de favoriser l'intégration entre les Turcs et les Allemands.

Que conseillez-vous aux autres villes de l'UE en termes de politiques d'intégration ?

Être présent en public et sur les médias sociaux. Être aussi proche que possible des gens et les écouter. Trouver des moyens de leur permettre de parler avec vous. Chaque semaine, je reçois les gens dans mon bureau pendant deux heures, et ils peuvent venir me parler de leurs problèmes. De temps en temps, je vais sur un marché public pour entendre ce que les gens ont à me dire. Les gens m'envoient

aussi beaucoup de commentaires sur la page Facebook de la ville ou sur ma page Facebook ou mon fil Twitter personnels. Mon conseil aux maires des villes : lorsque ce n'est pas possible de changer les choses, n'ayez pas peur de le dire de manière ouverte et transparente. Par exemple, les gens peuvent se plaindre qu'un immeuble privé est horrible, mais je ne peux rien y faire, sauf s'il pose un danger public.

Quel est le secret de la

#Europeancities
« Permettez aux étrangers de faire entendre leur voix dans la manière de gérer la ville en les incluant dans des comités en charge de l'intégration. »

@RoScha15
@TheProgressives



réussite des sociaux-démocrates à Bergkamen ?

Elle repose en partie sur la structure sociale de la ville. À l'origine, il y avait l'industrie charbonnière (qui n'existe plus désormais), et il y a maintenant une grande usine chimique Bayer qui emploie 2 000 ouvriers. Il y a donc

une tradition de citoyens sociaux-démocrates qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. Nous nous appuyons sur cela. Par exemple, face aux grands problèmes financiers qui ont balayé l'Europe, nous n'avons pas tout fermé, comme les bibliothèques publiques et les bains publics, mais les avons laissés ouverts et avons appliqué la gratuité ou de petits tarifs. Nous avons fait face aux problèmes financiers différemment. Les gens ont accepté nos efforts de rendre la ville agréable et habitable. Nous avons aussi créé des entreprises municipales pour qu'elles fassent le travail des services publics précédemment privatisés. La ville s'est associée avec deux villes voisines pour organiser les services de fourniture d'électricité, de gaz et d'eau potable et nous proposons maintenant un service moins cher et meilleur que les sociétés privées.

Que doivent faire les partis sociaux-démocrates du pays pour faire avancer leurs programmes progressistes de gauche ?

L'UE n'existera pas sans villes fortes. Environ 70 % de la législation de l'UE doit être appliquée au niveau communal. Il nous faut bâtir l'UE de la base vers le sommet. Au niveau communal, les gens peuvent voir les avantages de l'UE.



> AUTEUR
Roland Schäfer est maire de Bergkamen depuis 1998, une ville de taille moyenne d'environ 50 000 habitants, située en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans l'ouest de l'Allemagne. Il occupait auparavant les fonctions de directeur général de la ville de 1989 à 1998. Il est également Président de PES local, l'organisation qui regroupe les Élus locaux socialistes d'Europe.



I Les participants de la 3^{ème} journée des couleurs à Thessalonique en Grèce

SURMONTER LES ATTITUDES CONSERVATRICES À THESSALONIQUE

par Leonidas Makris

La ville de Thessalonique a traditionnellement été un bastion d'une position politique profondément conservatrice. L'élection de Yiannis Boutaris en tant que maire de la ville en 2011 a été une surprise pour un lieu qui était autrefois gouverné par des personnalités pieuses, traditionnelles et nationalistes. Avant lui, l'alliance des intérêts politiques et religieux a atteint des niveaux sans précédent, ce qui a provoqué une réaction populaire à l'appui de sa candidature. Viticulteur non conventionnel, ex-alcoolique, fervent défenseur de la protection de la vie sauvage et homme d'affaires prospère, il s'empresse d'adopter des méthodes radicales (pour la ville et son passé) pour gouverner et promouvoir sa vision. Le fait que son premier mandat électoral ait coïncidé avec le point culminant de la pire crise économique qui ait jamais frappé le pays l'a contraint à trouver d'autres moyens de soutenir ses concitoyens.



© shutterstock

I Réfugiés vivant dans des tentes dans le centre de relocalisation Diavata à Thessalonique en attendant de continuer leur voyage à la frontière entre la Grèce et l'ARYM

A lors qu'il manquait de fonds pour commercialiser la ville, le maire de Thessalonique avait une vision claire de son rôle dans la région. Il a initié un plan pour la transformer en un port incontournable et en faire une zone commerciale desservant

l'arrière pays. Celui-ci s'étend bien au-delà des frontières nationales existantes. Le cœur de ce plan était d'envisager une ville ouverte qui serait tolérante, différente des époques hellénistique, romaine, byzantine ou ottomane. Il n'a pas hésité à contester les mythes et préjugés nationaux grecs, faisant de la ville une destination touristique fascinante en révélant son passé multiculturel. Il a osé le promouvoir comme le lieu de naissance de Kemal Ataturk, le fondateur de la République turque, un éternel ennemi de la Grèce. Il a rapidement dévoilé la présence juive vibrante, dominant la vie d'une ville qui était autrefois appelée la « Jérusalem des

Balkans » jusqu'à ce que sa communauté sépharade soit presque brutalement effacée par les nazis. Il a forgé des liens avec les voisins balkaniques de la Grèce en faisant avancer ce qu'il a appelé la « diplomatie des villes ». Et il a fait tout cela à l'inverse des stéréotypes grecs d'un peuple hostile à la plupart des pays voisins.

Un melting-pot avec une histoire multiethnique

À la surprise de la plupart des critiques conservateurs, la tentative de présenter Thessalonique comme un melting-pot avec une histoire multiethnique a

réussi à produire des résultats impressionnants. Par exemple, le nombre de nuitées de visiteurs à Thessalonique est passé d'environ un million en 2011 à près de quatre millions à la fin de 2017 ! Et la majorité d'entre eux viennent maintenant de pays ou de groupes ciblés par la stratégie municipale. Avec la coopération de la communauté juive locale, la ville a réussi à attirer des fonds afin d'ériger un musée dédié à la présence juive continue à Thessalonique. Ce sera un important monument culturel et éducatif commémorant la contribution unique de la communauté juive à la ville, soulignant tous ses aspects, y compris la tentative brutale de l'anéantir.

#Migration
#Eurocities attitude
amicale envers
les immigrants
et les réfugiés
@leonidasmakris



“

**FOURNISSANT AUX POLITICIENS
UN PLAN CONCRET ET UNE VISION CLAIRE
DE LA POLITIQUE PROGRESSISTE,
ILS PEUVENT ENCORE RÉUSSIR : LOCALEMENT AUSSI BIEN
QUE GLOBALEMENT.**

”

L'histoire du succès de la Gay Pride

En outre, le maire a tenté d'ouvrir la ville non seulement aux étrangers, mais à ses propres résidents. Ces dernières années, une Gay Pride très réussie est organisée chaque année. Promouvant la tolérance, le défilé a attiré de nombreux habitants et visiteurs ainsi que l'attention internationale et pas seulement du sud-est de l'Europe. Il a également convaincu les organisateurs de l'EuroPride que Thessalonique était la ville la mieux équipée pour accueillir cet événement paneuropéen en 2020. Sous l'administration de Yiannis Boutaris, la ville a adopté non seulement une attitude tolérante mais amicale à l'égard des immigrés et des réfugiés, visant à les intégrer de la meilleure façon possible. L'accent frappant du maire sur la politique sociale visant à protéger

les citoyens les plus vulnérables de la ville est une autre indication d'un programme politique progressiste mis en œuvre avec succès. Cela est confirmé par le fait que, en 2014, les habitants de Thessalonique ont récompensé le maire actuel par une victoire écrasante et un second mandat électoral. L'empressement de Boutaris à se différencier de ses prédécesseurs conservateurs et sa volonté d'innover dans de nombreuses politiques et secteurs pourraient devenir un paradigme pour le pays dans son ensemble.

La politique supranationale et infranationale est la clé

Pourtant, il semble que la politique du pays soit moins favorable aux initiatives progressistes que la politique au niveau local. Il suffit ici de dire que c'est

la nature des États-nations de fonctionner autour d'agendas politiques qui génère des divisions et qui donnent la priorité à la compétition ethnique, sinon à la rivalité. Dans un monde inévitablement et de plus en plus mondialisé, avec des questions et des problèmes qui touchent tout le monde, l'accent devrait être mis sur les politiques supranationales et infra-nationales. Bien qu'il semble évident que la coopération internationale soit une condition sine qua non pour faire face aux défis mondiaux, les grandes villes sont en même temps des lieux naturels de coexistence continue et d'interaction vivante entre toutes sortes de personnes. Ainsi, ce n'est pas une coïncidence s'ils sont toujours réceptifs aux programmes politiques progressistes. Ils les aident naturellement à mieux fonctionner. Et comme le démontre l'exemple du maire de Thessalonique, un

politicien qui ose défier l'establishment, même contre toute attente, a de bonnes chances de progresser. Fournissant aux politiciens un plan concret et une vision claire de la politique progressiste, ils peuvent toujours réussir : localement aussi bien que globalement.



> AUTEUR
Leonidas Makris est conseiller du maire de Thessalonique, Yiannis Boutaris en Grèce.



I Vienne est une ville leader dans le domaine de la construction de logements sociaux. 'New Social Housing' sera le thème de l'exposition internationale du bâtiment dans la ville en 2022

LOGEMENT SOCIAL : LE MODÈLE VIENNOIS

par Michael Ludwig

Ces dernières années, de nombreuses délégations internationales se sont rendues à Vienne. Leur objectif : s'informer sur son programme de logement subventionné. Comment fait Vienne ?

Beaucoup de solutions harmonisées constituent le « Modèle viennois » de logement social. Celui-ci fait l'objet d'un développement continu et adaptée à l'évolution des conditions sociétales structurelles. Un tel programme de logement solidaire mène vers une ville intégrée ou plutôt

vers le développement de ses quartiers, garantissant l'efficacité, le développement durable et l'intensification des innovations sociales mais aussi technologiques.

En outre, la continuité joue aussi un rôle essentiel. L'histoire du logement public remonte à près d'un siècle. L'ensemble

"Les politiques de logement sont d'une importance cruciale pour atteindre un niveau de vie élevé et l'harmonie sociale au risque de créer de profonde inégalité sociale."

#FBPE



des 220 000 logements sociaux subventionnés de Vienne date de la « Vienne rouge », lorsque l'ancien gouvernement socialiste a créé les premiers programmes de logement.

De nos jours, les logements sociaux sont disséminés dans toute la ville. 60 % de la population viennoise vit maintenant soit dans un logement subventionné, soit dans un logement social. En plus des appartements de la commune, le parc immobilier de Vienne compte 200 000 autres logements provenant d'associations de bienfaisance qui sont en permanence en lien avec le logement social.

Les politiques de logement actives sont inclusives

Les politiques de logement proactives représentent essentiellement un engagement politique. Le programme de logement viennois vise à augmenter continuellement le secteur d'appartements abordables. Au cours des dernières années, environ 300 millions d'euros ont servi à créer environ 7 000 nouveaux logements.

Le logement social à Vienne est destiné à la classe moyenne afin de permettre la meilleure mixité sociale possible. Cette démarche lui a permis d'éviter d'avoir des quartiers dits sensibles

La Ville a aussi adapté son programme de logement lorsque les conditions économiques ont commencé à évoluer en

2008, avec la crise financière mondiale. Le programme de logement SMART assure qu'au moins un tiers de tous les projets de logements neufs promus, soit des appartements avec un prix abordable, ne dépassant pas un apport en capital de 60 €/m² et 7,50 €/m² de loyer brut. La ville achète des terrains dès le début du programme car il faut de l'espace pour ces logements. Actuellement, la ville possède plus de 200 hectares (environ 494 000 acres) de réserves foncières.

Financer des subventions durables

La ville de Vienne utilise environ 650 millions d'euros chaque année pour subventionner les logements, et les investissements se font dans de nouveaux logements, le réaménagement et des allocations de logement.

Une grande partie de ces fonds sont versés sous forme de prêts pour assurer leur utilisation durable, surtout dans la promotion des nouveaux logements. En outre, les retours garantissent le financement futur des créations de logements. Par ailleurs, en tant qu'état fédéral, la ville de Vienne reçoit un financement fédéral annuel d'environ 150 millions d'euros.

Débat sur les nouvelles conditions de vie sociale

Des outils comme les politiques de logement sont d'une importance cruciale pour atteindre un niveau de vie élevé et l'harmonie

sociale. Sans elles, les villes risquent de développer une profonde inégalité sociale et des situations de crise.

Même si près d'un siècle de logement social à Vienne a permis des structures florissantes, la ville reste confrontée à de nombreux défis. L'accroissement de la population, l'augmentation des prix fonciers et de la construction ainsi que des revenus réels stagnants ou en déclin engendrent des conditions générales de plus en plus difficiles. La réponse de Vienne consiste en une série de mesures qui rendent la construction plus abordable et plus rapide mais qui augmentent également le taux de construction à moyen terme.

Dans le cadre de l'International Building Exhibition (IBA_Wien, Salon international du bâtiment) des experts, en lien avec le public, apporteront des réponses aux questions portant sur les Nouvelles conditions de vie sociale [Neues Soziales Wohnen]. Elles couvriront le secteur des constructions neuves ainsi que le réaménagement. Le

"L'ensemble des 220 000 logements sociaux subventionnés de la Ville date de la "Vienne rouge", lorsque l'ancien gouvernement socialiste a créé les premiers programmes de logement."

#FBPE



Salon international du bâtiment (les années de présentation sont 2020 et 2022) servira non seulement à accroître le rôle international majeur de Vienne mais permettra aussi de positionner la ville en tant que centre d'excellence européen pour le logement social.



> AUTEUR

Michael Ludwig est conseiller municipal exécutif pour le logement, la construction résidentielle et la rénovation urbaine depuis 2007. Il a été nommé maire de Vienne en mai 2018. Il a étudié les sciences politiques et l'histoire et vient du SPÖ (Parti social-démocrate d'Autriche).

"Les programmes de logements subventionnés ont permis d'éviter les quartiers sensibles d'un point de vue social."

#FBPE



VILLES : BIRMINGHAM



© shutterstock

| Vue aérienne du centre de la ville de Birmingham

DÉVELOPPER LES VILLES MIXTES ET OUVERTES DU FUTUR

par Jon Bloomfield

Les questions de race et de migration sont les plus sensibles dans les politiques européennes d'aujourd'hui. La social-démocratie paye actuellement un prix élevé pour ses erreurs néolibérales. Les villes montrent le chemin vers un avenir interculturel en proposant une « Troisième voie » qui encourage à avoir des villes ouvertes, d'une grande mixité. Cela évite le double danger de l'assimilationnisme, qui dit aux nouveaux arrivés « vous devez devenir comme nous » et du multiculturalisme qui va vers un développement distinct, où les communautés mènent des vies parallèles dans ce qu'Amartya Sen a appelé le « monoculturalisme pluriel ».

Dans toute l'Europe, les questions de race et de migration font beaucoup de mal aux partis établis, le parti de la gauche social-démocrate étant le plus touché de tous. Le rythme élevé des changements dans un monde en proie

à une rapide mondialisation a perturbé les économies, les communautés et les institutions traditionnelles. Aujourd'hui, ils ont fragilisé les idéologies et les partis politiques établis de longue date. Beaucoup se sont évertués à donner un sens à ce qui est arrivé.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, les migrants apportent une contribution essentielle à la vie de nombreuses villes européennes. La réalité est que des vagues successives de migration ont modifié à jamais le caractère des grandes villes européennes.

Vivre avec la différence est le grand défi de la politique européenne au 21^e siècle.

Un rôle crucial joué par les migrants à Birmingham

Mon prochain livre sur Birmingham intitulé "Our City: Migrants and the Making of Modern Birmingham", (Notre ville : les migrants et la création de la Birmingham moderne) montre à quel point ils ont été essentiels à la survie éco-

#EuropeanCities
#Immigration
 « Les villes sont le banc d'essai de l'intégration »
@jonbloomfield2



nomique de la ville et à son fonctionnement quotidien (de ses hôpitaux à ses taxis), l'impact social et culturel qu'ils ont eu et comment les tensions qui se sont manifestées ont progressivement diminué. Ce faisant, Birmingham a été transformée.

Les cinquante personnes que j'ai interviewées défient les scénarios-catastrophes dépeints par Enoch Powell il y a cinquante ans et le pessimisme de la presse de droite et d'auteurs comme David Goodhart. La présence des migrants a transformé Birmingham et le pays dans son ensemble. De ses équipes de football à sa culture gastronomique, de ses lieux de travail à ses écrans de télévision, ses musiques populaires, la Grande Bretagne et surtout ses villes se sont adaptées et ont changé. Elles montrent que les migrants ont un sentiment d'appartenance, qu'ils se sont enracinés, ont vu Birmingham comme leur

foyer et ont de l'affection et une affinité avec la ville et le pays. Leur intégration a été une histoire positive qui n'est que trop rarement racontée.

Une solution interculturelle pour le défi scolaire

Pour donner un exemple concret, les autorités chargées de l'éducation et les écoles ont abordé l'épineux problème découlant de l'obligation légale de permettre aux élèves, qui sont de plus en plus agnostiques ou dont beaucoup viennent de milieux religieux différents, de faire une prière chrétienne quotidienne. La réponse a été l'émergence d'assemblées générales dans les écoles, qui mettent en valeur les valeurs humaines, la morale et l'éthique tout en détachant cela de toute foi religieuse spécifique. Il s'agit d'une véritable innovation répondant à la réalité multiethnique de Birmingham et d'autres agglomérations. Elle doit être consolidée, étendue et recevoir une reconnaissance légale appropriée.

Lentement et irrégulièrement, les villes montrent le chemin vers un avenir interculturel. Pendant trop longtemps, un trop grand nombre des personnes qui soutiennent largement l'immigration ont négligé les questions de classe et se sont concentrées uniquement sur la diversité culturelle. Elles ont ignoré les pressions économiques et sociales concurrentielles qu'une migration à grande échelle fait vivre à ceux qui sont situés en bas de l'échelle du marché du travail. Et la social-démocratie est en

#EuropeanCities
#Immigration « Vivre avec la différence est le grand défi de la politique européenne au 21^e siècle »

@jonbloomfield2



train de payer le prix fort pour sa croyance naïve dans le fait que le modèle néolibéral de mondialisation de la fin des années 1990 et 2000 garantissait la continuité de la prospérité et supprimait les contradictions au sein du capitalisme. Blair, Mandelson et Brown (Royaume-Uni) ont été les principaux architectes de cette pensée ; Gerhard Schroder (Allemagne) et les Italiens ont rapidement suivi, tout comme PASOK (Grèce) et la gauche d'Europe de l'Est.

Les villes sont les bancs d'essai de l'intégration

Une ville interculturelle ne peut prospérer que si elle dispose d'une base économique solide et offre des opportunités à tous ceux qui sont issus de milieux à faible revenu, quelle que soit leur origine ethnique. Les villes sont les bancs d'essai de l'intégration. C'est là que les migrants et les réfugiés se rassemblent et où la capacité d'un processus interactif d'intégration est testée. Pour adapter une formule, l'inter-culturalisme propose une « Troisième voie » entre l'assimilationisme et l'impasse d'un mono-culturalisme pluriel et conservateur.

Une nouvelle politique est en train d'émerger, surtout au sein de la nouvelle génération, où des villes ouvertes, d'une grande mixité peuvent se développer. C'est le chemin à suivre pour toutes les municipalités si elles veulent créer des villes véritablement interculturelles, qui reconnaissent que les gens viennent d'horizons différents mais n'essayent pas de les « figer » ou de les cantonner dans des quartiers ghettos, mais cherchent plutôt à se développer de manière interculturelle et à promouvoir activement des lieux et des espaces pour la mixité et l'intégration. Cet esprit d'une ville ouverte qui puise les talents et les compétences de tous ses citoyens est bien rendu par le slogan de Berlin : « Personne ne demande d'où vous venez mais tout le monde veut savoir où vous voulez aller ? ». Dans les prochaines décennies, c'est le chemin que les villes européennes doivent suivre en toute conscience.



> AUTEUR

Jon Bloomfield est conseiller en chef d'un programme de l'UE sur le changement climatique. Il a dirigé pendant quinze ans l'unité européenne au conseil municipal de Birmingham et ensuite la région West Midlands.

VILLES : BRUXELLES



I A Bruxelles et dans les environs, les résidents viennent de 184 nationalités, dont 35% de non-belges (dont 85% sont européens)

MAÎTRE-MOT : ÉQUIPER LA VILLE !

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Philippe Close

The Progressive Post – Comment expliquez-vous la confiance plus forte des citoyens pour la politique locale au détriment du national ?

Philippe Close – La question est difficile à répondre dans un pays comme la Belgique où le vote est obligatoire et donc contraint les élus à s'intéresser à toutes les couches de la population. Je suis d'ailleurs un grand défenseur du vote obligatoire pour cela.

Pourquoi ?

C'est une vraie avancée progressiste de rendre le vote obligatoire. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si en Belgique, ce sont plutôt les partis de droite qui s'y opposent et les partis de gauche qui défendent le droit de vote.

D'où vient alors la méfiance ?

La méfiance vient d'une société de plus en plus individualisée qui « ubérise » de plus en plus la façon d'aider. On ne parle

plus beaucoup des mécanismes nés au 20ème siècle qui sont les soins de santé, la sécurité sociale, etc... Les citoyens veulent du direct, des résultats concrets, très vite, auxquels répondra plus rapidement le pouvoir local. Si vous allez voir votre ministre, ce sera plus lent et plus complexe ! Pourtant, la donnée supra-locale est importante et l'un ne va pas sans l'autre. On ne pourrait pas avoir un gouvernement des villes. Des mégapoles tels que Monaco,

Singapour, Hong-Kong, etc. ce n'est pas le modèle de gauche que je défends.

Mais cela fonctionne pour la gauche au niveau local ?

Oui mais ce serait une erreur pour la gauche de croire qu'on va tout gérer au niveau local et laisser la macro aux autres.

Comment arriver à freiner cette urbanisation ?

Le rêve de tout décideur, c'est la mixité inclusive. C'est ce qu'on est arrivé à Bruxelles,



#Eurocities
 #SocialDémocratie
 Créer de l'excellence
 dans les quartiers
 populaires
 @PhilippeClose



en mettant nos banlieues dans la ville. Même s'il y a des accidents, il n'y a pas de quartiers où il n'y a qu'une mono fonctionnalité.

Comment la gauche entend-t-elle résoudre cette mixité inclusive ?

Nous ne fonctionnons pas en grand projet mais en équipant des quartiers. Un maire social-démocrate va réfléchir structurellement et donc sur du long terme. Même si c'est un peu caricatural, c'est un

“
 PLUS NOUS ÉQUIPONS NOS
 QUARTIERS, PLUS NOUS
 AURONS UNE CLASSE
 MOYENNE, CE QUI PERMETTRA
 DE PAYER DES SERVICES
 SOCIAUX
 ”

#Eurocities
#SocialDémocratie
Conserver les classes populaires grâce à l'ascenseur social et attirer une classe moyenne jeune et contributive

@PhilippeClose



peu la tendance. C'est en soi très keynésien. Plus on équipe nos quartiers, plus on va réussir à ce qu'une classe moyenne contributive s'y installe, ce qui va permettre de payer les services sociaux.

Et concrètement, comment cela s'articule-t-il ?

Le meilleur exemple à Bruxelles ce sont nos hôpitaux publics. Nos hôpitaux universitaires sont situés dans des quartiers paupérisés mais soignent aussi bien les pauvres que les riches. On a réussi à créer de l'excellence dans les quartiers populaires. C'est sans doute une des forces de la social-démocratie.

Est-ce-que ce modèle résiste bien dans la durée ?

En 1996, on était prêt à fermer ces hôpitaux. Vingt ans plus tard, ils sont reconstruits, ils emploient 9 000 personnes et ils sont parmi les plus performants d'Europe. Ils ont un

avenir en dépit d'un système de structure complexe.

Quel est le défi alors ?

Parvenir à arrêter de densifier l'hyper-centre. La réflexion que doit porter la social-démocratie : quelle qualité allons-nous offrir ? Quelles nouvelles structures sont nécessaires (centre culturel, équipements sportifs, écoles, commerces de proximité, transport en commun, espaces verts) à côté de vos logements pour que vous ayez envie de choisir de vivre en ville ?

C'est une opération de séduction vers les jeunes ?

On a une chance à Bruxelles : on a un boom démographique et un rajeunissement, le signe d'une ville qui se porte bien. Les villes stables, qui ne veulent pas que cela bouge, ce sont plutôt les villes qui vieillissent.

Bruxelles, c'est aussi une ville extrêmement cosmopolite. Est-ce-une force ou une faiblesse ?

En effet, Bruxelles et sa région, c'est 184 nationalités, 35% de résidents non belges dont 85 % sont Européens. C'est une chance et une piste de développement incroyable qui,

d'ailleurs, exige selon moi le droit de vote aux élections régionales. Malheureusement, ce n'est pas l'opinion actuelle bien que la fusion des 19 communes de la Région – parfois discutée – offrirait de facto le vote aux étrangers puisque ce pouvoir leur ai offert aux élections locales comme aux élections européennes !

Pour attirer les jeunes, il faut aussi des offres d'emploi. Comme répondez-vous à ce défi ?

On ne peut pas devenir une ville uniquement de services. Il y a la ville administrative et

Chiffres clés de 2016



RESSOURCES HUMAINES

- **6.778** personnes salariées (contractuelles ou statutaires)
- **5.550** ETP (équivalents temps plein) salariés (contractuels ou statutaires)
- **1.237** indépendants **96** intérimaires et **425** détachements
- **55%** du personnel salarié domiciliés en Région bruxelloise
- **75%** de femmes salariées



DONNÉES ÉCONOMIQUES

- **834.348.027 €** de revenus
- **489.986.948 €** de frais de personnel (**59%** des charges)
- **652.257.366 €** d'investissements cumulés entre 2007-2010



HÔPITAUX

- **4** hôpitaux publics universitaires
- **7** sites
- **371.761m²** construits répartis sur plus de **26 hectares**

la ville industrielle. On ne va plus construire des usines de voitures comme avant mais l'industrie aujourd'hui, c'est l'industrie de la recherche, l'industrie digitale, l'industrie touristique, etc... c'est la ville intelligente qui va produire les métiers de demain

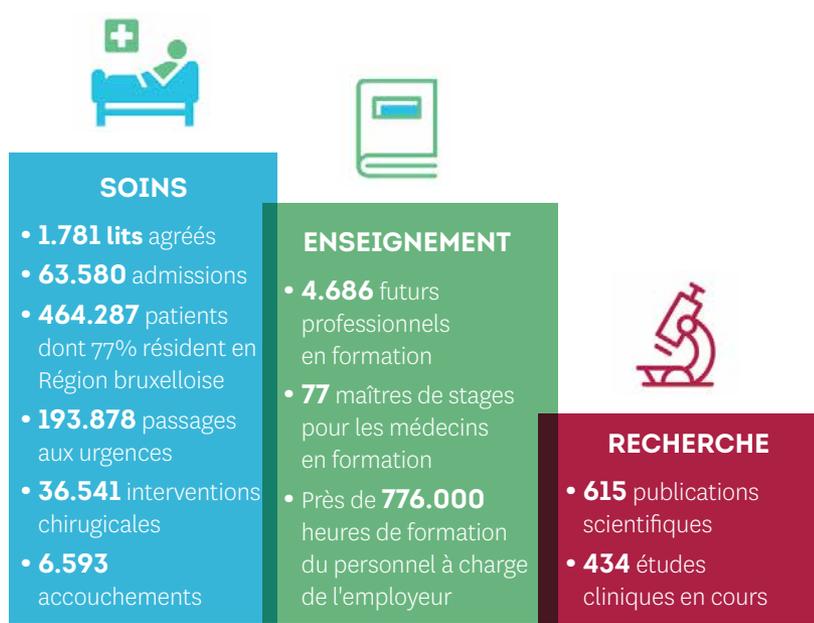
Comment financer l'équipement et répondre à la critique assénée traditionnellement aux mairies de gauche sur les dépenses publiques ?

Le souci porte surtout sur les normes européennes. Je suis pour la stabilité monétaire

et contre les politiques inflationnistes mais les règles imposées, qui nous poussent à investir, nous mettent des carcans pour qu'on rembourse dans l'année budgétaire !

N'est-ce qu'une question d'ordre budgétaire ?

Il faut savoir que 47% des investissements publics sont réalisés actuellement, en Belgique, par les pouvoirs locaux. Tout est privatisé. Il n'y a plus un pont, une route, une école qui est construit pas des employés communaux, mais c'est lent comme jamais ! Entre le moment où le maire décide et sa réalisation, c'est 7 ans !



Philippe Close est Bourgmestre de Bruxelles depuis 2017.

VILLES : PARIS



© BRUNO LEVY

| La Ville de Paris prévoit un investissement inédit de plus de 150 millions d'euros d'ici 2020 afin de devenir la capitale mondiale du vélo

CONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE DE DEMAIN DANS NOS VILLES

par Pauline Veron

Alors que la part urbaine de la population mondiale ne cesse de croître et dépasse aujourd'hui les 50%, la construction de villes durables et démocratiques représente un défi majeur pour le 21^{ème} siècle. Lieux de brassage, d'innovation, de création et de diffusion culturelles, mais aussi moteurs économiques, les villes sont en même temps confrontées de plein fouet aux crises sociales et environnementales de notre temps. Pauline Véron, adjointe à la Mairie de Paris nous raconte l'expérience du budget participatif de la capitale française.

Un peu partout dans le monde, des élu.e.s et des citoyen.ne.s tentent de relever ces défis en inventant de nouvelles pratiques démocratiques et de nouveaux usages de l'espace public. C'est dans cet esprit et avec la conviction que l'implication des citoyen.ne.s à l'action publique contribue à rendre nos villes plus durables et justes que nous avons voulu faire de Paris un laboratoire de la société de demain. Et ce en y expérimentant des formes multiples et innovantes de participation des habitant.e.s.

Ces dispositifs sont aujourd'hui à nos yeux incontournables pour au moins deux raisons. D'abord parce qu'ils constituent une réponse à la crise de confiance qui affecte les démocraties représentatives, comme en témoignent les 40% d'abstention aux dernières élections municipales à Paris, en renouant le dialogue entre élu.e.s et citoyen.ne.s. Ensuite parce qu'ils peuvent être utilisés comme outils d'inclusion et de justice sociale à destination de populations défavorisées et tenues à l'écart par les mécanismes classiques de gouvernement.

Nous avons ainsi développé plusieurs espaces, physiques et numériques, qui permettent aux Parisien.ne.s de s'informer sur les projets d'aménagement, de donner leur avis, de débattre, de soumettre leurs idées, de développer leur intelligence collective et de voter pour certaines propositions. Nous pensons que la pluralité de l'offre de participation

est la condition de sa réelle appropriation par le plus grand nombre et d'une véritable diffusion de la culture participative dans tous les champs de la vie collective. Le budget participatif constitue néanmoins le fer de lance de ce renouveau démocratique car il permet aux habitant.e.s de décider de l'utilisation de 5% du budget d'investissement de la ville, soit 100 millions d'euros par an, en votant pour des projets imaginés par les citoyen.ne.s. Il est ainsi à la fois un dispositif de

vivent la ville au quotidien. Le budget participatif a par exemple permis d'aller plus loin dans la végétalisation de la ville, sa piétonisation ou la définition d'un plan vélo très ambitieux, ou encore d'améliorer l'accueil des sans-abris à travers le financement de bagageries solidaires, de kits d'hygiène et la rénovation de nombreux lieux d'accueil. Ensuite, ces dispositifs sont créateurs de lien social et d'une véritable réflexion sur le vivre-ensemble grâce aux discussions, agoras et ateliers

afin de constituer une véritable redistribution des moyens et services publics et du pouvoir. Grâce à notre dispositif qui attribue un tiers du budget participatif aux projets des quartiers populaires, celui-ci peut par exemple devenir un véritable outil de justice sociale et spatiale.

La mise en place de ces outils nécessite une véritable volonté politique d'ouvrir et de partager le pouvoir de décision, une confiance dans l'intelligence collective des citoyen.ne.s ainsi qu'une adaptation et une transformation des méthodes de travail en interne. Ces efforts sont largement compensés par les immenses potentialités ouvertes par la démocratisation de la fabrique urbaine, en termes de qualité de vie, de lien et de justice sociale et d'empowerment des citoyen.ne.s. Autant de possibles qui devraient être au cœur des politiques urbaines progressistes de demain.

*#EuropeanCities #Democratieparticipative
5% du budget d'investissement de la
ville géré par les habitants soit 100
millions d'euros. @paulineveron*



créativité, de discussion et de vote qui confie aux citoyens un véritable pouvoir de décision.

L'impact démocratique de ces dispositifs est potentiellement considérable et nous semble constituer un modèle à développer dans les villes de demain afin que tou.te.s les citoyen.ne.s s'en saisissent pour leur donner toute leur portée. Quatre transformations majeures permises par la participation citoyenne méritent d'être soulignées. Premièrement, celle-ci représente un formidable outil de modernisation et d'amélioration de l'action publique. Adossé à l'expertise et aux aspirations des citoyen.ne.s, l'aménagement du territoire remplit ainsi une véritable fonction d'intérêt général et s'adapte aux usages et préoccupations de ceux qui

de co-construction de projets qui sont autant d'espaces de débat et de construction collective d'un projet politique et social pour notre ville. Ils constituent en outre un puissant outil de pédagogie. D'abord à travers la promotion d'une citoyenneté informée et active dès le plus jeune âge, puisque les enfants peuvent voter au budget participatif et disposent même d'un budget spécifique pour leurs écoles et collèges. Ensuite parce que mettre les citoyen.ne.s dans la peau des décideurs permet de les former au fonctionnement budgétaire, administratif et technique de la fabrique de la ville. Enfin ces outils ne sont réellement transformateurs que s'ils s'efforcent d'aller chercher les populations traditionnellement exclues du jeu politique



Pauline Veron est adjointe à la Maire, chargée de toutes les questions relatives à la démocratie locale, la participation citoyenne, la vie associative et la jeunesse. Maire du 9^{ème} arrondissement de Paris.

VILLES : KARLSRUHE



© ONUK

| Festival de la culture européenne de 2016. Dîner de bienvenue au théâtre, rassemblant en avril 2016 des habitants de Karlsruhe et des réfugiés (copyright ONUK)

LE FESTIVAL DE KARLSRUHE: « UPHEAVAL - AWAKENING. L'ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS »

par Suzanne Asche

L'art et la culture peuvent créer une atmosphère cosmopolite et encourager les gens à résister au racisme et à la xénophobie. Suzanne Asche nous présente l'événement le plus important par lequel l'art et la culture et le département des affaires culturelles de la ville de Karlsruhe essayent de défendre la démocratie et de rassembler des personnes d'horizons divers : le festival de la culture européenne de Karlsruhe.

Dans la ville de Karlsruhe, nous essayons de rassembler des personnes issues de divers milieux sociaux et groupes ethniques en organisant des festivals culturels autour de sujets politiques spécifiques.

Par exemple, depuis longtemps

déjà, nous organisons tous les deux ans le Festival de la culture européenne en association avec le département culturel de la ville de Karlsruhe et son théâtre public. Nous étudions des thèmes et des questions sociopolitiques qui se posent en Europe. En 2014, le festival a été nommé « 2014-1914 : Paix

+ Guerre » ; et en 2016, il a été nommé : « Migration : Bonheur, Souffrance, Pardon ».

De nombreuses dates clés prévues en 2018

En 2018, le festival est nommé « Agitation - Éveil. Égalité des

droits pour tous ». Nous avons choisi ce sujet car cette année, nous commémorons plusieurs anniversaires liés à des révolutions démocratiques. - En Allemagne, la révolution de 1918 menée par la République de Weimar, lors de laquelle les femmes ont obtenu pour la première fois la pleine égalité politique.

Nos objectifs sont clairs :

- Renforcer l'identité culturelle et sociale de la ville et des citoyens.
- Pour discuter des sujets sociopolitiques importants par le biais des arts et de la culture.
- Pour développer des idées de développement pour la ville (et de l'idéal européen) par le biais de la culture.
- Pour rassembler divers groupes et scènes culturelles dans la ville.
- Pour renforcer le rôle des arts et de la culture dans le développement culturel et social, et pour l'intégration.

- Le 10 décembre 1948, les Nations Unies ont proclamé la Déclaration universelle des droits de l'Homme. En même temps, en Allemagne, le Conseil parlementaire a commencé à rédiger la constitution allemande, appelée Grundgesetz [droit fondamental].

- En 1968, un malaise s'est installé en Europe durant lequel une jeune génération a défini de nouvelles valeurs, à revendiquer une plus grande justice sociale et a lutté contre la discrimination et l'exclusion de certains groupes de personnes.

- L'année 1968 a également marqué le début du nouveau mouvement féministe.

« L'égalité des droits pour tous » se base également sur l'image même de la ville de Karlsruhe comme capitale des droits de l'Homme et des droits fondamentaux. La ville de Karlsruhe accueille la Cour constitutionnelle fédérale et la Cour suprême fédérale d'Allemagne.

Ces dates sont une occasion de réfléchir sur la lutte pour l'égalité des droits pour tous par le

biais de l'art et de la culture et de dire « Non » à la montée du populisme, du racisme et du nationalisme en Europe.

Un large éventail de partenaires

Le théâtre voulait présenter ses propres productions dans les domaines de l'opéra, du théâtre, de la danse et bien autres encore ; mais aussi inviter des personnes extérieures. L'établissement a choisi une troupe de théâtre syrienne, qui travaille en Europe et réfléchit sur les problématiques syriennes et européennes. Ensuite, il a demandé à une troupe de théâtre de Téhéran de jouer une pièce sur la situation des femmes en Iran.

Le Département de la culture a invité toutes les institutions culturelles ainsi que de nombreux groupes et artistes de la ville pour réfléchir à leurs contributions au festival. Cette année, nous travaillons avec 34 partenaires issus des quatre coins de la ville, dont beaucoup ont invité des artistes européens. Ces derniers organisent plus de 80 événements, y compris

des expositions, conférences, séances de cinéma, pièces de théâtre, discussions, ateliers, conférences, concerts, défilés et bien plus encore.

Tous ont un point de vue unique sur les manières de défendre la démocratie, les droits de l'Homme et les effets des révolutions, des bouleversements et des changements qui ont eu lieu lors de ces deux siècles d'histoire en Europe, en Allemagne et à Karlsruhe.

#Culture
#Eurocities
Rassembler les personnes issues de divers horizons sociaux et groupes ethniques

@SuzanneAsche



Les deux principaux conseils pour les autres villes.

- Utiliser les arts et la culture pour trouver des idées pour le développement de la ville
- Construire un très fort réseau d'institutions culturelles (Karlsruhe l'a fait grâce à son festival)



> AUTEUR

Suzanne Asche est responsable du département des affaires culturelles de la ville de Karlsruhe.

VILLES : MALMÖ



© shutterstock

| La ville de Malmö et l'académie mettent en œuvre un processus pour faire des citoyens et des récits des citoyens la base d'une discussion plus approfondie sur la manière dont nous pouvons changer la société, explique Per-Anders Hillgren

CRÉER UN FUTUR COLLABORATIF

par Per-Anders Hillgren

Un défi clé que nous connaissons aujourd'hui est la perte de notre capacité individuelle et collective d'imagination. La capacité d'imaginer des scénarios entièrement différents de ce qui pourrait constituer une ville durable, d'impliquer et de solliciter les citoyens sur un pied d'égalité sera cruciale pour faire face à des changements de société de plus en plus complexes.

J'ai eu le privilège de passer de nombreuses années en tant que chercheur à explorer comment démocratiser l'innovation sociale dans la ville de Malmö, au sud de la Suède. Cette ville compte environ 330 000 habitants qui représentent 178 nationalités différentes. D'une part, les choses semblent aller dans la bonne direction à Malmö : le nombre d'emplois, de personnes diplômées de l'enseignement supérieur et l'embauche sont en augmentation et les taux de criminalité déclarés diminuent. D'autre part, il semble extrêmement difficile d'affronter certains problèmes plus complexes, surtout différentes formes d'inégalités. Je suis d'avis en grande partie, que ceci fait partie d'un défi de société plus vaste : la difficulté croissante de s'engager dans ce que mes collègues et moi-même nommons « créer un futur collaboratif ». C'est un processus qui met au défi les impasses institutionnelles et les visions du monde dominantes en même temps qu'il explore et crée des visions de futurs multiples, inclusifs et durables.

Trois composantes pour « créer le futur »

« Créer le futur » est un travail très difficile. Plusieurs raisons expliquent cela, par exemple l'échelle, la complexité et le caractère impitoyable des défis de société où des valeurs en conflit, une dépendance

de trajectoire et des hégémonies sont considérées comme acquises et auxquelles il est difficile de faire face. Je vais vous présenter trois composantes essentielles pour « créer le futur ». La première est l'importance de nourrir la capacité d'imagination des citoyens. Cela signifie d'être capable d'étendre le répertoire des possibilités de ce qui peut constituer des manières socialement, culturellement, écologiquement et économiquement durables de vivre et de prospérer ensemble. La deuxième est de faire pression avec opiniâtreté pour inclure davantage les citoyens lorsque nous explorons des possibilités et que nous décidons de la ville future. La troisième est de cultiver l'espoir.

Participation citoyenne

Mais comment pouvons-nous ensemble créer la ville future ? L'on dit souvent que la participation citoyenne est la clé d'une ville prospère et innovante. Cependant, le terme « participation » implique souvent que les cadres et les conditions de base sont déjà établis et que vous êtes invités à y « participer ».

De nombreuses personnes expriment aussi de la frustration par rapport à ce qui semble être une tension entre la recherche de l'inclusion et l'efficacité dans des projets d'innovation. Elles croient véritablement aux sociétés inclusives, mais elles choisissent encore de limiter

#Malmö
#Eurocities
Créer un futur collaboratif:
De nouvelles visions de futurs multiples
@Per-andershillgren



leurs engagements en raison d'une pression accrue en faveur de l'efficacité. Comment pouvons-nous mettre l'inclusion et les conditions mutuelles pour la collaboration en tête de l'ordre du jour ?

Les récits des citoyens de Malmö

Dans la ville de Malmö, certains acteurs ont déjà accompli les premières étapes dans cette direction. Des membres de Save the Children ont déjà amorcé un processus d'autoréflexion au cours duquel ils ont commencé à remettre en question la manière dont ils exercent leurs activités dans les communautés locales. Ils ont réalisé que leur logique interne et leur structure organisationnelle empêchent parfois la collaboration dans des conditions mutuelles. Ils font aujourd'hui partie d'un partenariat avec des représentants de la société civile, la ville de Malmö et l'académie. Ils mettent en œuvre un processus appelé « En avant Malmö » pour faire des citoyens et leurs récits la base d'une discussion

plus approfondie sur la manière dont nous pouvons changer la société. Ici, les fonctionnaires et les citoyens seront capables d'aller au-delà de leurs rôles et identités de tous les jours tout en ayant pour objectif non pas une, mais de multiples visions d'une ville de Malmö durable. Ce vaste répertoire et ce réseau inclusif renforceront, espérons-le, la résilience collective et sera aussi un moteur d'espoir petit, mais important.



> AUTEUR

Per-anders Hillgren est professeur en design et en innovation sociale au département des arts et de la communication. Il coordonne le réseau de recherche Collaborative Future Making à l'Université de Malmö. Il est passionné par l'exploration de nouvelles possibilités sur la manière de démocratiser l'innovation.

VILLES : HAMBOURG



© Claudia Hoehne

l L'Elbphilharmonie offre un programme d'éducation musicale proposant des concerts interactifs et des activités musicales, comme cette «journée familiale», pour différents groupes de personnes.

HAMBOURG : DES PROJETS INTERCULTURELS POUR PROMOUVOIR L'INTÉGRATION

Interview avec Laura-Helen Rüge

Les projets interculturels pour les migrants et les Allemands touchent de multiples domaines : théâtre, musique, beaux-arts, films, festivals.... En 2017, Hambourg disposait de sommes importantes pour les programmes destinés aux réfugiés. L'objectif du ministère de la Culture est en effet de soutenir la diversité et les projets d'équipes interculturelles, c'est-à-dire de permettre aux personnes qui vivent à Hambourg mais originaires d'autres pays de s'exprimer et de les aider à réussir au sein de la Ville.

#CulturalEurope
Hambourg possède un fonds pour les projets culturels afin d'aider les réfugiés à acquérir une autonomie et s'intégrer

@hh_bkm



Avez-vous des exemples de projets réussis, dans lesquels le financement de la ville de Hambourg a aidé les migrants à s'intégrer ?

En 2015, beaucoup de réfugiés sont arrivés à Hambourg. La plupart des théâtres, musées, espaces d'art alternatif et autres ont réagi chaleureusement. Les réfugiés ont pu dormir dans les salles du théâtre Deutsches Schauspielhaus. Le Thalia Theater a fondé « l'Ambassade de l'espoir », où les réfugiés peuvent, par exemple, apprendre l'allemand, demander un soutien juridique, jouer des rôles dans des pièces de théâtre.

Avec de nombreuses fondations de Hambourg, nous avons lancé un fonds pour des projets culturels. La ville a offert 200 000 euros et les fondations ont apporté le même montant. Cela nous a permis de dépenser 400 000 euros dans des projets culturels avec les réfugiés. Pour avoir accès au financement, ils doivent être conçus et planifiés avec ou par des réfugiés. L'objectif est de soutenir leurs idées, de les aider à agir de manière autonome pour s'intégrer dans la ville, réseauter les uns avec les autres et avec des Allemands et s'adapter au système bureaucratique allemand.

Dans quelle mesure cet effort a-t-il fonctionné ? Quels ont été les résultats positifs les plus importants (et peut-être surprenants) ?

La chose la plus importante pour tout le monde est d'appréhender que la diversité est une opportunité et que nous bénéficions tous de la diversité. Regarder le monde à travers les yeux de quelqu'un d'autre ouvre toujours de nouvelles options. Il y a un projet qui existe à Hambourg depuis 19 ans et qui est vraiment très spécial : Hajusom. Il vise à produire de l'art avec, par exemple, des musiciens et des artistes venant de différents pays. Le nom Hajusom reprend les deux premières lettres du nom des trois personnes du tout premier groupe, Hatice, Jusef et Omied, de jeunes réfugiés non accompagnés, qui avaient fui ou avaient été déportés ou sont devenus des citoyens de Hambourg.

Hajusom est une communauté d'artistes qui développent des productions théâtrales interdisciplinaires. Leurs pièces sont coproduites avec des théâtres à Hambourg, Düsseldorf, Münster et Berlin et sont jouées dans le monde entier lors de tournées internationales.

La communauté aide les réfugiés (qui sont en grande partie venus sans leurs parents) à trouver un endroit où vivre à Hambourg. Ils essaient de leur donner un emploi dans l'équipe et en règle générale, ils les aident quand ils le peuvent.

Est-il possible et souhaitable que des projets semblables voient le jour en Allemagne et dans d'autres villes de l'UE ?

Selon moi, Hajusom est un projet formidable parce que l'équipe travaille avec beaucoup de délicatesse avec les réfugiés qui ont subi des traumatismes pendant leur voyage jusqu'en Allemagne. Elle représente plus qu'un simple endroit artistique où travailler, c'est une communauté qui aide les gens à trouver leur chemin dans la ville tout comme dans le monde artistique. Il devrait y avoir plus de projets comme celui-là.

Comment la musique est-elle utilisée pour l'intégration culturelle ?

L'Elbphilharmonie est un programme d'éducation musicale qui propose des concerts interactifs et des activités musicales pour chacun des groupes. Il a prêté beaucoup d'attention à l'éducation musicale depuis le début. Il y a beaucoup de projets en cours, par exemple, ils proposent des concerts même pour les bébés.

Quel a été l'impact sur les citoyens bénéficiant de cette politique d'intégration culturelle ?

L'objectif du maire d'Hambourg est que chaque enfant vivant à Hambourg se soit rendu au moins une fois à l'Elbphilharmonie. Nous verrons si ça marche...

#CulturalEurope
L'objectif d'Hajusom est de produire de l'art avec des musiciens et des artistes venant de différents pays

@hh_bkm



> **AUTEUR**

Laura-Helen Rüge est en charge des projets interculturels au ministère de la Culture de la ville de Hambourg.

À VOIR

Human Flow

Ai Weiwei (2018)

En 2017, 65 millions de personnes sont déracinées à travers le monde. De l'Irak, au Bangladesh, en passant par la Turquie ou encore la Grèce du Nord, ce film raconte le périple de millions d'hommes, de femmes et d'enfants parcourant des milliers de kilomètres pour retrouver un foyer. Et pourtant le monde semble se rétrécir. Aujourd'hui, des gens de culture et de religions différentes doivent apprendre à vivre ensemble.

Ai Weiwei, le réalisateur d'*Human Flow*, est connu pour être un artiste de la scène artistique indépendante chinoise. Sculpteur, performeur, photographe, architecte...comme dans sa propre vie, son film dépasse les frontières.

En 2011, dans la ligne de mire de Pékin, il sera emprisonné 81 jours dans des conditions dégradantes

suscitant l'indignation dans le monde. Ce documentaire reste toutefois plus pédagogique que révolutionnaire.

L'artiste dissident offre un récit de 2 heures réalisés à partir de mille heures de rushes. Plus de 200 techniciens dans 23 pays ont contribué à transmettre l'ampleur de cette folie.

*Vivre le changement: des histoires inspirantes pour un avenir durable*Jordan Osmond et
Antoinette Wilson, 2018

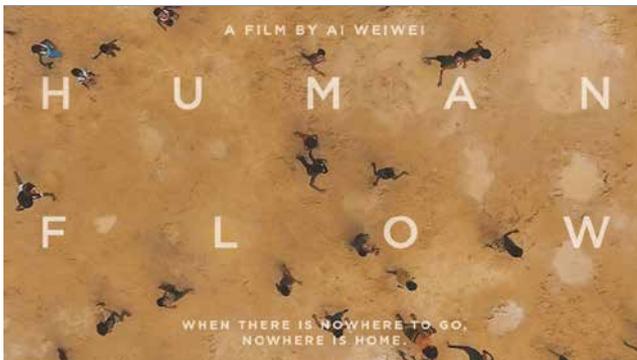
Nous sommes le changement : de nos jours, cette phrase est le leitmotiv des documentaires engagés pour un monde meilleur. L'avenir est entre nos mains mais pour cela il faut commencer à le préserver dans notre jardin voire dans notre assiette.

A travers des histoires inspirantes et inspirées par la nature, les réalisateurs Jordan Osmond et Antoinette Wilson ont récolté des récits à travers leur "roadtrip" en Nouvelle-Zélande.

A l'instar du film à succès "Demain", les initiatives de chacun semblent être la clef pour révolutionner nos modes de vies. Du compostier au garde forestier en passant par l'approvisionnement de légumes du potager à la cantine scolaire, chacun met la main à la pâte.

Les paysages de la Nouvelle

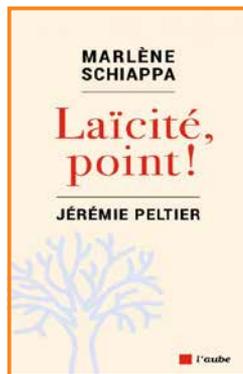
Zélande offre une bouffée d'air frais. Ici on ne montre pas ce qui ne va pas mais ce qui fonctionne. Le bleu et le vert domine intensément le visuel du film. Un monde merveilleux aux portes de chez nous. Ce film est un vrai bonheur et une vraie émulation.



À LIRE

Laïcité, point, Editions de l'aube, Paris, 2018

Marlène SCHIAPPA,
Jérémy PELTIER



Trop souvent flottante et vague dans le discours politique, la notion de laïcité trouve dans le livre de Marlène Schiappa et Jérémy Peltier un ancrage, en même temps qu'une définition, dans la République. Ou plutôt, comme chez Laurent Bouvet, dans une interprétation progressiste de la signification de la République française. Car si une touche de romantisme est bien présente dans la défense de celle-ci par ces deux intellectuels, respectivement secrétaire d'Etat dans le gouvernement d'Edouard Philippe et directeur des études de la Fondation Jean Jaurès, leur laïcité républicaine s'entend comme une déclinaison du « patriotisme constitutionnel » de Jürgen Habermas et non comme la défense d'un patrimoine historique, réservé à une nation ou un peuple. Aussi, si la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, portée par Aristide Briand à la chambre des députés, est souvent évoquée, elle l'est pour ses contenus constitutifs et non en raison de son origine nationale.

Le livre de Marlène Schiappa et Jérémy Peltier est également important parce que, plutôt que justifier la pertinence de la laïcité dans les termes généraux et classiques de la nécessité d'une préservation de la société politique de l'influence des clergés, il introduit la justification de son actualité en appelant qu'elle constitue la

condition de l'exercice des droits des femmes. Et ce ne sont pas seulement les pères fondateurs de la laïcité qui sont cités dans ce premier chapitre, inspiré par un discours de Marlène Schiappa au Grand Orient de France, mais des figures contemporaines comme la philosophe Catherine Kintzler dont on ne peut résister à reproduire les mots : « Sortir de l'intimité, être dans un lieu public sans devoir justifier leur présence est un droit fondamental. La laïcité peut libérer les femmes de cette assignation à la justification de la présence dans l'espace public. On ne peut pas les renvoyer cachées au nom de la religion ». Pour Schiappa et Peltier, la laïcité est donc tout sauf un dogme ou, selon leur terme, un « mot magique » : c'est une dynamique collective de libération appelée à encore franchir bien des étapes. Car, comme le rappellent aussi malicieusement qu'impitoyablement les deux auteurs « la loi de 1905 ne faisait aucune mention des femmes, et les organisations laïques n'ont pas toutes immédiatement défendu le droit de vote des femmes - c'est un euphémisme ».

Rigoureux, l'exposé de Marlène Schiappa et Jérémy Peltier n'est pas pour autant austère. Aussi, la laïcité est-elle définie en référence à la morale hédoniste comme un droit au plaisir, plutôt qu'au seul « péché », encore encombré par une référence religieuse.

La place de l'Europe dans le monde du 21^{ème} siècle, Académie royale de Belgique, Brussels, 2017

M. TELO (ed)



Le dernier livre de Mario Telo, constitue la synthèse scientifique et militante d'une succession d'ouvrages collectifs récemment parus en Grande-Bretagne et qui réunit des spécialistes de l'étude des transformations des organisations régionales présentes sur tous les continents.

La première originalité de son approche est de livrer un diagnostic de l'« état de l'union » qui ne cherche pas à définir l'intégration européenne à partir des notions de fédéralisme et de confédéralisme, aussi vagues que classiques.

Pour l'auteur, à défaut d'être une organisation régionale comme les autres, l'UE est une organisation régionale parmi d'autres.

Au contraire, le dynamisme des organisations régionales aux quatre coins du monde est peut-être un présage heureux pour ce qui ne fut à l'origine qu'une agence en charge de l'acier et du charbon.

Mais il ne peut non plus être exclu que les communautés économiques, politiques, voire de défense, en cours de constitution en Amérique, en Afrique ou en Asie remportent désormais des succès plus marquants qu'une UE minée par ses

contradictions et les dissensions entre ses membres.

La représentation de l'UE au sein du maillage planétaire des organisations régionales permet également d'appréhender les tentatives d'unifier notre continent à l'intérieur d'une dynamique historique dont le point de départ n'est pas le traité de Rome, mais l'incapacité de la Grande-Bretagne à maintenir, dans l'entre-deux-guerres, un ordre international fondé sur la liberté des échanges et la coexistence pacifique des États à l'intérieur d'un « concert européen » institué au siècle précédent.

Mario Telo se garde toutefois d'interpréter le « régionalisme », défini en tant que multiplication des associations de pays, comme un processus linéaire ou signifiant la dissolution des États dans un environnement cosmopolite. Non seulement il ne s'agit pas d'un processus qui se déroulerait historiquement comme un « long fleuve tranquille », mais l'époque actuelle voit, notamment en Asie et en Amérique, le développement d'une compétition entre des formes libre d'associations basées sur la mutualisation d'activités et le travestissement d'empires en organisations régionales.

À LIRE

*Security and Defence
Cooperation in the Eu:
A Matter of Utility and
Choice*



Christian DEUBNER (NOMOS)

Le monde d'aujourd'hui est truffé de défis politiques et de développement épineux faisant face à des processus de décision et à des acteurs complexes. L'Union européenne fait à présent face à un environnement fondamentalement différent, démontré par le net contraste entre la ligne d'ouverture de la stratégie globale de l'UE pour l'année 2016 selon laquelle « l'objectif, voire l'existence même de notre Union est remise en question » et la stratégie européenne de sécurité de l'année 2003 qui a commencé avec les mots suivants désormais infâmes « l'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre, ni aussi libre ».

En raison d'une variété de facteurs tels que le rétrécissement rapide de l'espace entre la sécurité interne et la défense externe, la renaissance de la géopolitique, une série d'attentats terroristes sur le sol européen et l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, une reprise des débats et une multitude d'initiatives politiques ont eu lieu au sujet de la manière de progresser pour la sécurité et la politique de défense européenne. La formation d'une planification militaire et de capacités de conduite uniques pour le commandement stratégique de quelques-unes des opérations militaires européennes de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC), et la création d'une coopération structurée permanente forment

uniquement une partie de ce paysage politique en mutation rapide.

Dans ce contexte, la tentative de Christian Deubner de démêler ce tableau d'efforts multidimensionnel et assez complexe est à la fois opportune et significative. Il est opportun parce qu'il a l'objectif de mettre la lumière dont l'on a tant besoin sur le tourbillon des développements politiques dans ce domaine en analysant l'interdépendance entre les politiques internes et externes en matière de sécurité de l'Union. Cependant, au lieu d'être simplement une autre addition au corpus croissant des travaux qui se focalisent en grande partie sur le même ensemble d'objectifs, cet ouvrage réussi également, de manière cruciale, à représenter une contribution très significative qui offre des aperçus nouveaux dans les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Se montrant à la fois analyste et critique, Deubner réussit à cet égard en vertu de la précision de l'ouvrage, de sa spécificité et de la dissection soignée des détails, à la fois du paysage théorique, mais aussi des faits sur le terrain.

Il est évident que cela n'aurait pas été possible sans l'ampleur de l'expérience, les connaissances et l'intérêt de l'auteur pour l'aide à notre compréhension mutuelle du sujet traité. Une telle tentative se serait également révélée impossible

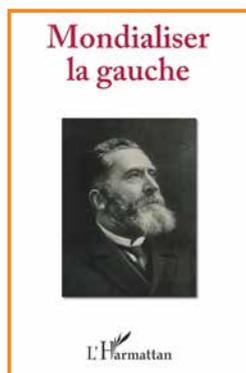
en l'absence d'une compréhension incroyablement riche et s'appuyant sur des bases historiques des motifs principaux derrière l'intérêt des États membres de l'UE pour faire progresser l'agenda de sécurité et de défense.

Faisant écho à ce que le sous-titre du livre suggère vis-à-vis de cet agenda, livre cet ouvrage devrait également être à la fois une question d'utilité et de choix. Tout d'abord, l'occasion de bénéficier d'une analyse incroyablement solide figurant dans celui-ci comme une manière de comprendre ce qui se passe actuellement dans ce domaine politique très technique ; deuxièmement, choisir de le faire sur la base de cet ouvrage, offre un diagnostic vraiment réaliste de la nature profondément incrémentale des progrès réalisés dans la sécurité et la coopération en matière de défense de l'Union. En prenant leurs distances à la fois par rapport à l'approche du triomphaliste et de l'alarmiste relative aux étapes entreprises jusqu'à présent dans ce domaine politique, les lecteurs seraient bien avisés de consacrer du temps à découvrir le matériel dense formant le contenu de cet ouvrage. Il représente une boussole précieuse pour interpréter une grande partie de la pratique de l'UE (ou de son manque de pratique) dans le monde complexe d'aujourd'hui.

À LIRE

"Mondialiser à gauche"

Gérald Fuchs, éditions
L'Harmattan, 2017



Le dernier livre de l'ancien Député français et européen, aurait pu tout aussi bien s'intituler « Manuel pour gauchiser la mondialisation ». Gérald Fuchs propose, en effet, de multiples solutions afin de « faire progresser le respect de la dignité humaine » à l'échelle mondiale, en ce début du 21ème siècle où, rappelle-t-il, s'accumulent d'immenses menaces : prolifération des armes nucléaires, dérèglement climatique, immigration des damnés de la terre.

Rappelant que la mondialisation actuelle est la cinquième du genre, le responsable Asie de la Fondation Jean-Jaurès, écorne la gauche française pour n'avoir jamais engagé un vrai débat sur la mondialisation.

Il offre parallèlement une analyse approfondie de l'idéologie de la mondialisation libérale avec le cas particulier de la finance et l'absence de régulation. Celle qui a entraîné la crise dont l'on commence à peine à sortir, 10 ans après son déclenchement aux Etats-Unis.

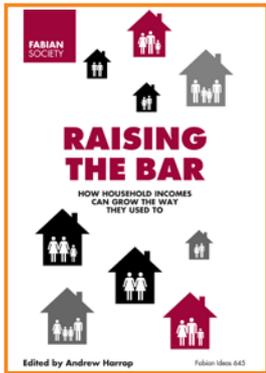
Derrière chaque analyse, il émet des propositions concrètes. Quinze au total comme par exemple la mise en place d'une Taxe carbone mondiale pour lutter contre le changement

climatique, l'instauration d'un taux mondial minimum d'imposition sur les bénéfices des sociétés dont le chiffre d'affaire dépasse un seuil à définir et opérant dans plus de trois pays.

Il propose également que tout projet de développement ou de transfert de technologie comporte un plan de formation de personnels locaux et un programme de bourses. Autre proposition pertinente pour faire changer cette mondialisation : que les firmes multinationales ainsi que leurs filiales et fournisseurs, respectent, les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Et à l'accusation d'utopisme qu'il anticipe devant de telles ambitions, il invite le lecteur à observer les objets autour de lui qui n'existaient pas avant et qui donne, écrit-il, « une autre vision des avenir possibles ».

À RÉFLÉCHIR

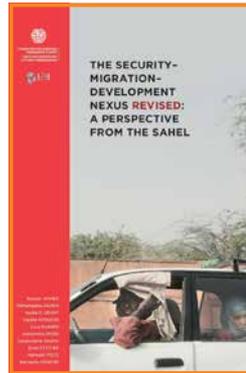


Placer la barre plus haut
Comment est-ce que les
revenus des ménages peuvent
croître comme auparavant ?

Anneliese Dodds, Chi Onwurah
 et Rachel Reeves

L'économie du Royaume-Uni connaît la croissance, mais de nombreux ménages n'en perçoivent pas les bénéfices. Des salaires qui stagnent, une augmentation de l'insécurité dans le travail, des réductions dans les dépenses publiques et des inégalités régionales, tout cela a contribué à rétrécir les revenus des familles. Que devons-nous faire maintenant pour que les revenus des ménages augmentent comme c'était le cas avant la crise financière ?

Ce recueil explore quelques-unes des idées pour créer une croissance économique durable. Croissance qui sera nécessaire pour que les niveaux de vie augmentent de manière importante et un moyen de s'assurer que la prospérité croissante est partagée équitablement.



Révision du lien
sécurité — migration
— développement : Une
perspective du Sahel

Bernardo Venturi

Le lien entre la sécurité, la migration et le développement en Afrique est crucial, mais certainement pas uniquement en raison du flux de migrants qui arrivent en Europe. Il est évident qu'ils sont connectés de plusieurs manières. Il est nécessaire d'apporter un éclairage supplémentaire aux effets concrets de leurs interactions. Dans ce cadre complexe, la région du Sahel représente une région importante où le lien sécurité — migration — développement est particulièrement présent et mérite une analyse plus approfondie. Cette recherche a pour objectif de conceptualiser à nouveau ce lien par le biais de l'analyse de cette relation dans la région du Sahel, et en particulier par rapport aux trois pays de l'étude : Niger, Sénégal et Soudan. La publication refond également les approches de l'Union européenne et des États-Unis par rapport à ces dynamiques. Elle explore les partenariats actuels et potentiels dans la région.



L'autre déficit
démocratique : une boîte à
outils pour l'UE en vue de
sauvegarder la démocratie
dans ses États membres

Le groupe d'experts de la
 Friedrich-Ebert-Stiftung

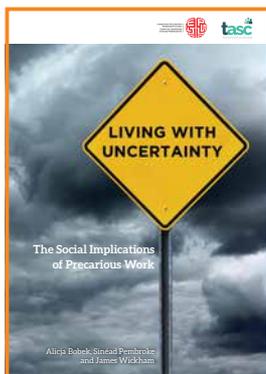
Cette publication présente des suggestions concrètes sur la manière dont l'UE peut sauvegarder et promouvoir la démocratie dans ses États membres. Elles incluent la surveillance, la conditionnalité des fonds de l'UE, l'application du droit par l'Union européenne, le soutien de la société civile par le biais d'un nouveau fonds pour les ONG et la nomination de son représentant spécial, des mesures pour garantir la pluralité des médias et des recommandations aux partis européens qui devraient exercer une influence sur les partis membres problématiques.



Les effets de la financiarisa-
tion de l'investissement : des
preuves issues de données au
niveau des entreprises pour
le Royaume-Uni, Cambridge
Journal of Economics

Daniele Tori et Özlem Onaran

Ce document effectue une estimation des effets de la financiarisation sur les investissements matériels au Royaume-Uni. Il utilise un panel de données basé sur des bilans d'entreprises non financières cotées en bourse fournis par Worldscope pour la période s'étendant de 1985 à 2013. Nous avons trouvé des preuves solides d'un effet néfaste, non seulement des paiements financiers (intérêts et dividendes), mais aussi des revenus financiers sur le taux d'accumulation. Les impacts négatifs des revenus financiers des intérêts et des dividendes sont particulièrement marqués pour la période précédant la crise. Nos résultats soutiennent la « thèse de la financiarisation » selon laquelle l'orientation croissante du secteur non financier vers des activités financières mène en fin de compte à des investissements matériels plus faibles et, par conséquent, à une croissance en stagnation ou fragile, ainsi qu'à des préoccupations à long terme pour la productivité.



Vivre dans l'incertitude : les conséquences sociales du travail précaire

Sinead Pembroke,
Alicja Bobek, James Wickham

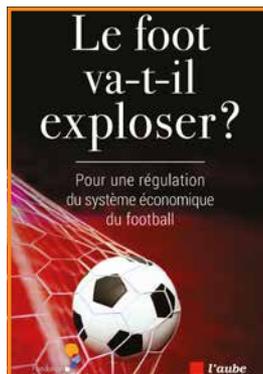
Ce rapport décrit la nature et l'étendue du travail précaire aujourd'hui en Irlande ainsi que ses effets sur les choix personnels et la qualité de vie de ceux qui occupent ces emplois. Il explore les conséquences sur le maintien de la santé et l'accès aux services pour trouver un logement, élever des enfants et avoir accès aux services d'accueil destinés à l'enfance. Ce projet de recherche contient 40 interviews approfondies avec des hommes et des femmes habitant en Irlande, âgés de 18 à 40 ans qui ont occupé des emplois précaires.



Faisons-nous pire que nos parents ? Ce que les données nous communiquent

Ignacio Martín Granados

La crise économique, sociale et institutionnelle des dernières années en Espagne a creusé un écart profond entre les générations. La distance est très claire entre deux groupes de la population, les baby-boomers, qui ont entre 50 et 68 ans, et la génération du millénaire, qui a entre 18 et 35 ans. Autrement dit entre ceux qui occupent des postes où ils prennent les décisions et ceux qui essaient d'accéder à ces postes. Afin de comprendre les problèmes des jeunes et les risques de cet écart entre générations et pour utiliser ces informations pour générer un débat constructif au cours duquel les changements seront définis afin de réparer, renforcer et renouveler le contrat social entre les générations, la fédération Felipe González a lancé le projet Genera. Intergenerational Forum.



Le foot va-t-il exploser ? Pour une régulation du système économique du football

Richard Bouigue, Pierre Rondeau

Si les chiffres du développement du football sont exceptionnels, le risque d'explosion d'une « bulle footballistique » n'est pas à écarter et l'envers du décor est moins reluisant. Sport mondialisé et ultra-médiatisé, le football est aussi un fait de société. Richard Bouigue, premier adjoint à la mairie du 12^e arrondissement de Paris, et Pierre Rondeau, économiste du sport et professeur à la "Sports Management School", en analysent les enjeux économiques et sociaux.



Voter à 16 ans

Aaron Farrugia
Secrétaire parlementaire maltais aux Fonds européens et au Dialogue social

En mars, le Parlement maltais a unanimement approuvé la lecture finale d'un amendement constitutionnel qui permettra aux jeunes de 16 et 17 ans de voter lors des élections générales. Cet amendement constitutionnel a été considéré comme un progrès naturel dans le cheminement de Malte vers une réforme sociale progressiste, d'autant plus que le gouvernement travailliste avait déjà accordé aux jeunes de 16 ans la possibilité de voter lors des élections du conseil local.

L'un des arguments pour réduire l'âge de vote est que, si un jeune de 16 ans peut quitter l'école, chercher un emploi à temps plein et être responsable de l'impôt, alors ils devraient également être chargé de la civique la responsabilité du vote. Mon avis est que l'abaissement de l'âge de vote veillera à ce que plus de jeunes prennent part aux processus démocratiques en votant.

Abonnez-vous:

The Progressive Post



4 numéros par an pour seulement 10 €

www.progressivepost.eu/subscribe



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3.00 €